

Sondages 2002 sur les questions familiales et sociales

BVA, CSA, IPSOS, IFOP, Louis Harris, SOFRES

Table des matières

Avant-propos	3
Baromètres.....	5
Baromètre Santé - Protection Sociale.....	5
Baromètre politique.....	8
Rentrée 2002 : quel est l'état d'esprit des Français ?.....	13
Les Français et la rentrée économique.....	13
Les Français et l'évolution de la situation économique.....	20
Baromètre social	21
La confiance des Français dans l'avenir	26
Baromètre de la citoyenneté	28
Famille - Parentalité - Enfance - Jeunesse.....	36
Opinions et attentes des Français en matière de politique publique familiale.....	36
Les Français et les politiques d'action sanitaire et sociale	39
Internet dans la famille	42
Les relations mère-fille	49
Sommes-nous de bons parents ? Nos enfants répondent.	50
L'Impact de la mobilité géographique sur la perception de la famille	53
L'éloignement des proches, une incitation au voyage	53
Le regard des parents sur le système scolaire	63
Les Français et les quinquagénaires	70
Le bonheur à l'école.....	73
Le regard des Français sur les générations	77
Les valeurs des jeunes de 13 à 17 ans	81
Enfants, parents et jeux vidéo.....	84
Les Français et les droits de la famille.....	85
Pauvreté - Chômage - Handicap	94
L'exclusion et la pauvreté en France	94
La lutte contre le chômage.....	97
Handicap : quelle place dans la société française ?.....	99
Politiques publiques - Services publics.....	103
Usages et attentes des Français en matière de services publics sur Internet	103
Les Français et les démarches administratives sur Internet.....	105
Les Français et leurs services publics	113
Observatoire de la fiscalité et des finances publiques.....	116
Les internautes français fréquentent de plus en plus les sites web gouvernementaux	119
Sécurité - Insécurité.....	121
Les Français et l'insécurité.....	121
Les Franciliens et l'insécurité.....	124
Les réactions des Français à des réformes concernant la Justice.....	129
Projet de loi sur la sécurité intérieure : les Français suivent Sarkozy	131
Territoires - Décentralisation	135
Les Alsaciens et la décentralisation.....	135
Les Français et la région Rhône	138
Les habitants de la région Pays de Loire, les services publics et la décentralisation	139
Les Français et la décentralisation	142
Marseille : attentes et satisfaction à l'égard de l'action municipale	145
«Néo-ruraux»: les citoyens s'installent à la campagne	149

AVANT-PROPOS

Ce dossier d'étude présente une compilation de sondages réalisés en 2002 sur les questions sociales et familiales. Ces données sont répertoriées en six thématiques :

- Baromètres
- Famille - Parentalité - Enfance - Jeunesse
- Pauvreté - Chômage - Handicap
- Politiques publiques - Services publics
- Sécurité - Insécurité
- Territoires - Décentralisation

Ces thématiques n'ont pas été choisies en fonction de leur pertinence, mais en fonction de l'actualité des sondages eux-mêmes.

C'est, en tout cas, sur ces sujets que les instituts de sondage ont été sollicités pour réaliser leurs enquêtes en 2002.

Les sondages, tableaux, commentaires et articles parus dans la presse, ont été repris sur Internet, sur les sites des instituts BVA, CSA, IFOP, IPSOS, Louis Harris et SOFRES, que nous remercions ici de leur accord pour cette diffusion.

Ces documents peuvent être consultés et/ou téléchargés pour d'autres types d'exploitation et d'information à partir des adresses suivantes :

- http://www.bva.fr/new/figaro_famille_061202.html
- <http://www.bva.fr/new/decentralisation211002.html>
- http://www.bva.fr/new/baro_fiscalit%E9_20020926.html
- <http://www.bva.fr/new/archives.asp>

- <http://www.csa-tmo.fr/fra/dataset/data2002/opi20020903a.htm>
- <http://www.csa-tmo.fr/fra/dataset/data2002/opi20021010b.htm>
- <http://www.csa-tmo.fr/fra/dataset/data2002/opi20021120b.htm>
- <http://www.csa-tmo.fr/fra/dataset/data2002/opi20021213a.htm>
- <http://www.csa-tmo.fr/fra/dataset/data2002/opi20020314c.htm>
- <http://www.csa-tmo.fr/fra/dataset/data2002/opi20020503b.htm>
- <http://www.csa-tmo.fr/fra/dataset/data2002/opi20020704b.htm>
- <http://www.csa-tmo.fr/fra/dataset/data2002/opi20021023e.htm>
- <http://www.csa-tmo.fr/fra/dataset/data2002/opi20020717b.htm>
- <http://www.csa-tmo.fr/fra/dataset/data2002/opi20020328e.htm>
- <http://www.csa-tmo.fr/fra/dataset/data2002/opi20020328e.htm>
- <http://www.csa-tmo.fr/fra/dataset/data2002/opi20020703a.htm>
- <http://www.csa-tmo.fr/fra/dataset/data2002/opi20020907a.htm>
- <http://www.csa-tmo.fr/fra/dataset/data2002/opi20021011a.htm>

- <http://www.ifop.com/europe/sondages/opinionf/barosov7.asp>
- <http://www.ifop.com/europe/sondages/opinionf/rentree2002.asp> 2002
- <http://www.ifop.com/europe/sondages/opinionf/polfamiliale.asp>

- <http://www.ipsos.fr/Canallpsos/poll/7564.asp>
- <http://www.ipsos.fr/Canallpsos/articles/1019.asp>
- <http://www.ipsos.fr/Canallpsos/articles/1046.asp>

- http://www.louis-harris.fr/version_f/autres_s/accueil%2002.htm

- http://www.sofres.com/etudes/pol/070902_barofig_n.htm
- http://www.sofres.com/etudes/pol/051202_cidem_n.htm
- http://www.sofres.com/etudes/pol/220302_internetfamille_n.htm
- http://www.sofres.com/etudes/pol/240502_merefille_r.htm
- http://www.sofres.com/etudes/pol/031002_quinqua_r.htm
- http://www.sofres.com/etudes/pol/041202_jeunes_r.htm
- http://www.sofres.com/etudes/consumer/181202_jeuxvideo.htm
- http://www.sofres.com/etudes/pol/080302_pauvrete_n.htm
- http://www.sofres.com/etudes/pol/030902_servicespub_n.htmnet
- http://www.sofres.com/etudes/pol/030902_servicespub_n.htm
- http://www.sofres.com/etudes/pol/101202_rhone_r.htm
- http://www.sofres.com/etudes/pol/101202_marseille_r.htmS

Nous mettons à disposition ces chiffres et ces analyses, rédigés par les sondeurs, sans entrer dans les débats – importants – sur la nature, la légitimité et les performances des enquêtes par sondage¹.

Ce second dossier d'étude sur les sondages a vocation à enrichir les travaux d'expertise sur les politiques sociales et familiales.

Lucienne HONTARREDE
Pôle valorisation et diffusion
DSER - CNAF

¹ Voir l'avant-propos de « **Vingt sondages récents autour de la famille** », Dossier d'études, CNAF, 2002, n° 28.

BAROMETRES

Baromètre Santé- Protection Sociale

IFOP - Février 2002

Mutualité Française // l'Express

Conduite jour pour jour deux mois avant le premier tour de l'élection présidentielle, l'enquête révèle, contre les idées reçues, la profonde demande de changement des Français, y compris dans des domaines qui leur sont chers comme ceux de la santé et de la protection sociale.

Les déductions fiscales les plus utiles

Sur les aides fiscales existantes ou envisagées, l'idée d'un crédit d'impôt pour les cotisations individuelles à une mutuelle santé vient en deuxième position des mesures testées dans l'enquête, après l'emploi d'une aide à domicile mais avant l'assurance-vie. La mesure est pratiquement autant souhaitée à gauche (40%) qu'à droite (43%). Preuve encore qu'en matière de santé et de protection sociale, les Français veulent des changements nombreux mais se divisent moins qu'on ne le croit selon leurs affiliations politiques.

	Ensemble (%)
L'emploi d'une aide à domicile	49
La cotisation individuelle à une mutuelle de santé	39
Les contrats d'assurance-vie	25
L'isolation de sa résidence principale	20
L'achat d'un véhicule propre	17
La souscription au capital d'une entreprise non cotée	6
Aucune	13
Ne se prononcent pas	1
TOTAL	(*)

(*) Total supérieur à 100 en raison des réponses multiples

L'envie d'une médecine de qualité

Comme explication principale du malaise des professionnels de ce secteur, ils ne mettent pas en avant les problèmes d'organisation, de formation ou de rémunération mais privilégient le manque de temps à consacrer aux malades et le manque de reconnaissance à l'égard des professionnels.

	Ensemble (%)
Un manque de temps à consacrer aux malades	47
Un manque de reconnaissance des professionnels de santé	36
Une rémunération insuffisante	34
Une mauvaise organisation du système de santé	32
Une formation insuffisante des personnels médicaux	13
Rien de tout cela	9
Ne se prononcent pas	1
TOTAL	(*)

(*) Total supérieur à 100 en raison des réponses multiples

Le médicament générique progresse

- Votre médecin vous a-t-il déjà indiqué qu'il vous prescrivait sur son ordonnance un médicament générique ?

	Ensemble (%)	Rappel avril 2001 (%)
Oui, il l'a déjà fait	42	31
Non, il ne l'a pas fait	53	66
Ne se prononce pas	1	3
Ne connaît pas le médicament générique (réponse non suggérée)	4	non posée
TOTAL	100	100

- Et qu'en est-il de votre pharmacien ?

	Ensemble (%)	Rappel avril 2001 (%)
Oui, il l'a déjà fait	55	44
Non, il ne l'a pas encore fait	42	54
Ne connaît pas le médicament générique (réponse non suggérée)	4	non posée
Ne se prononce pas	1	3
TOTAL	100	100

Les personnes âgées sont particulièrement nombreuses à faire état des médicaments génériques. En revanche, les proportions sont nettement plus faibles parmi les bas revenus et les habitants des communes rurales. Parmi les ouvriers, la proportion n'est que de 34% (s'agissant du médecin) alors qu'elle atteint 49% chez les cadres supérieurs.

Des efforts personnels consentis pour améliorer la rémunération des médecins

Les Français, loin des tabous, acceptent à une large majorité l'idée de contribuer à une rémunération plus élevée des médecins en prenant à leur charge " sans aucun remboursement " un Euro et demi par consultation comme participation à cette médecine de qualité.

	Oui (%)	Non (%)	NSP (%)	TOTAL (%)
Une participation au paiement de la consultation, à hauteur par exemple d'un euro et demi (soit environ 10 francs) sans que cette somme soit remboursée	59	41	-	100
Une augmentation des cotisations salariales d'assurance-maladie et de mutuelles	41	58	1	100

L'adhésion est massive parmi les sympathisants de droite (à 70%) mais elle est aussi majoritaire parmi ceux de gauche (à 53% contre 47%), sauf toutefois chez les sympathisants communistes et d'extrême gauche. Notons cependant qu'en majorité les ouvriers et les bas revenus acceptent l'idée de ce paiement. Quant aux salariés du secteur public, ils se montrent sur cette question très partagés (51% pour, 48% contre).

Le choix entre les partenaires sociaux ou le Parlement pour agir dans le domaine social

	Ensemble (%)
Les partenaires sociaux (syndicats et patronat) pourraient à leur initiative négocier des accords qui seraient automatiquement ratifiés par le Parlement	59
Le Parlement conserverait dans le domaine social le droit d'initiative et d'élaboration de la loi	37
Ne se prononcent pas	4
TOTAL	100

Ce transfert de pouvoir est souhaité avec autant de force par les sympathisants de gauche (à 57%) et par les sympathisants de droite (à 57% aussi). Chacun sans doute y voit une avancée vers ses thèses, tantôt celle des syndicats, tantôt celles du patronat, puisque les sympathisants communistes (à 70%) se montrent aussi enthousiastes que ceux de Démocratie Libérale (à 71%). Les salariés du secteur public (à 61%) y sont presque aussi favorables que ceux du privé (à 64%). En revanche, les travailleurs indépendants et les employeurs, tout en étant plutôt favorables, se montrent plus partagés (50% favorables, 41% hostiles).

Les priorités en matière de santé et de protection sociale

Désormais, la garantie du financement des retraites vient en tête des préoccupations des Français sur les questions de santé et de protection sociale. Ce thème progresse de huit points en trois ans, première préoccupation pour les employeurs et indépendants, les salariés du secteur privé mais aussi les salariés du secteur public (à égalité parmi ces derniers avec le développement de la recherche médicale).

La recherche médicale vient désormais en deuxième position, au lieu du cinquième rang qui était le sien il y a trois ans. Avec 42% de citations, elle progresse ainsi de onze points par rapport à avril 1999 et est autant citée par les bas revenus que par les revenus élevés.

	février 2002	Rappel avril 2001	Rappel octobre 2000	Rappel mars 2000	Rappel avril 1999
	(%)	(%)	(%)	(%)	(%)
Garantir le financement des retraites	47	39	36	39	39
Développer la recherche médicale	42	39	34	45	31
Améliorer le dépistage et la prévention des maladies	41	39	41	49	40
Lutter contre les abus et les gaspillages dans la santé	41	34	39	38	44
Permettre l'accès de tous aux soins	36	33	37	38	42
Améliorer la qualité des soins	26	23	21	25	17
Maîtriser les dépenses de santé	22	14	16	16	16
Améliorer le remboursement des soins	22	20	22	19	16
Ne se prononcent pas	-	-	1	-	-

Pour assurer le financement des retraites, les Français privilégient en revanche la mise en place de fonds de pension avec le développement d'une épargne individuelle. Certes, cette mesure est beaucoup plus prônée à droite (46 %) qu'à gauche (31 %) mais même à gauche, elle vient en tête des mesures envisagées.

	Ensemble (%)
La mise en place de fonds de pension avec le développement d'une épargne individuelle	38
L'allongement d'un ou deux ans du nombre d'années de cotisation pour bénéficier de la retraite à taux plein	22
L'augmentation des cotisations salariales	12
Aucune de ces formules	27
Ne se prononcent pas	1
TOTAL	100

Fiche Technique

Le baromètre de la protection sociale et de la santé, lancé en avril 1999 par la Mutualité française avec le concours de *l'Express*, a été réalisé pour la septième fois les 21 et 22 février 2002 auprès d'un échantillon national de 939 français adultes.

Baromètre politique **SOFRES - Aout 2002** *Le figaro Magazine*

Fini, l'été de grâce ! L'euphorie estivale observée le mois dernier dans l'opinion semble dépassée. Certes, la plupart de nos indicateurs retrouvent leurs niveaux pré-estivaux de juin et juillet – et ce de manière flagrante pour ce qui est du pronostic sur le climat général. Dans le même temps, les premiers signes d'inquiétude pointent, que ce soit en matière de lutte contre la hausse des prix ou de pronostic sur les conflits sociaux. Ce mois-ci, de manière symbolique, la lutte contre le chômage devance la lutte contre la violence parmi les domaines d'action gouvernementale que l'opinion juge prioritaires, – et ce pour la première fois depuis décembre 2000. Dans ce contexte, l'indice de confiance de Jacques Chirac - même s'il retrouve son niveau de juillet – affiche un solde négatif, tandis que la cote de confiance de Jean-Pierre Raffarin chute de 9 points. Enfin, aucun parti politique ce mois-ci n'échappe à la défiance de l'opinion. Tels sont les principaux enseignements de la vague de rentrée 2002 de notre baromètre mensuel réalisé pour *Le Figaro Magazine*.

Pronostic réservé sur le climat général

Le pronostic de l'opinion sur le climat général demeure réservé : 60% des personnes interrogées estiment que le climat se dégrade, contre 17%. Certes, on note ce mois-ci une forte diminution des optimistes (-12 par rapport à la dernière vague) ; mais il retrouve un niveau proche de celui enregistré en juin et juillet (respectivement, 19% et 18%) lors de l'installation du gouvernement Raffarin. Fait notable : l'inquiétude quant à l'évolution de la France et des Français décroît avec l'âge, les jeunes (68%) versant davantage dans le pessimisme que les personnes âgées (50%). Autres catégories qui se montrent particulièrement pessimistes : les employés (75%) et les ouvriers (74%).

A ce pessimisme relatif sur l'évolution du pays s'ajoute une inquiétude manifeste sur le front social : 67% des personnes interrogées pronostiquent qu'il y aura beaucoup de conflits sociaux dans les mois à venir, contre 24%. Certes, ce niveau correspond également à celui enregistré en juin et juillet (respectivement, 65% et 66%). Toujours est-il que le bond observé les années précédentes en cette période de rentrée est le plus important depuis deux ans : + 4 points en septembre 2000, +5 points en septembre 2001, +7 points cette année.

La lutte contre le chômage, de nouveau domaine d'action prioritaire du gouvernement

Autre inquiétude qu'on observe dans notre baromètre : la dégradation de l'opinion à l'égard de l'action du gouvernement dans le domaine économique et social. En matière de chômage, près de trois Français sur quatre (73%) estiment que l'action du gouvernement n'est pas efficace – ils étaient 68% en août, mais 71% en juillet. Le constat est plus frappant en matière de lutte contre la hausse des prix : 84% des personnes interrogées estiment que l'action du gouvernement n'est pas efficace en la matière, pour 76% en août et 67% en juillet. Signe d'une fébrilité qui peut s'expliquer par le débat sur les effets de l'euro sur la hausse des prix à la consommation, tel qu'il a été engagé cet été.

Autre signal d'alarme perceptible dans notre baromètre : pour la première fois depuis décembre 2000, la lutte contre le chômage redevient pour les Français le domaine d'action prioritaire assigné au gouvernement (37%), tout juste devant la lutte contre la violence (36%). Principales catégories qui se montrent le plus affectées : les jeunes (18-24 ans, 51%, 25-34 ans, 41%), les cadres et professions intellectuelles (47%), les professions intermédiaires (44%), les sympathisants de gauche (44%) et les hommes (39%). La remontée du chômage et les incertitudes liées à la conjoncture économique semblent peser particulièrement dans l'opinion ce mois-ci.

Fortes baisses de la popularité de Jacques Chirac et Jean-Pierre Raffarin

Avec 47% d'opinions positives, contre 51%, Jacques Chirac retrouve certes son niveau de juillet. Mais il perd 7 points en confiance par rapport à la dernière vague. Ses soutiens se recrutent parmi les catégories traditionnellement acquises à la droite : outre les sympathisants de droite (77%), les commerçants et artisans (64%), les personnes âgées (59%) et les femmes (48%). Comme le mesuraient nos précédentes vagues depuis sa réélection le 5 mai dernier, Jacques Chirac n'aura pas bénéficié d'état de grâce dans l'opinion.

Avec 55% d'opinions positives, son Premier ministre Jean-Pierre Raffarin conserve une majorité de Français acquis à son action. Il perd cependant 9 points par rapport à la vague du mois d'août, et sa cote de défiance augmente de 3 points sur la même période. Il obtient là son plus mauvais résultat depuis son entrée dans notre baromètre. L'état de grâce semble s'achever pour le Premier ministre. Parmi les catégories qui lui ont fait défaut ce mois-ci, on relève les ouvriers (45% d'opinions positives, -19), les 50-64 ans (60%, -13) et les plus de 65 ans (60%, -10), les hommes (55%, -10) et les jeunes (42%, -9).

Personnalités politiques : un été meurtrier

Certes, par rapport à la vague du mois d'août - à l'exception de François Hollande, Jack Lang et Jean-Marie Le Pen, -, toutes les personnalités sont à la baisse ce mois-ci. Phénomène plus inquiétant pour la majorité gouvernementale : c'est pour retrouver des niveaux inférieurs à ceux enregistrés avant l'été. Jean-Pierre Raffarin conserve la cote d'avenir la plus élevée (54%), devant Nicolas Sarkozy (42%). Les plus fortes baisses sont enregistrées par François Bayrou (38%) et Jean-Louis Debré (21%), 8 points chacun par rapport à juillet, suivis par Alain Juppé (29%, -5) Jean-Pierre Raffarin (54%, -4), Luc Ferry (25%, -4) et Jean-Marie Le Pen (12%, -4). Seul Michèle Alliot-Marie (32%) et Dominique Perben (13%) voient leurs crédits de popularité respectifs augmenter légèrement par rapport à juillet, +1 point.

A gauche, Bernard Kouchner (50%), Jack Lang (42%) et Ségolène Royal (39%) forment le trio de tête le plus populaire dans l'opinion. Mais le constat n'est guère plus brillant : toutes les personnalités sont à la baisse par rapport à juillet. Seul Martine Aubry (31%, +2), Marie-George Buffet (33%, +2) et Bertrand Delanoë (37%, +1) voient leur capital de sympathie augmenter dans l'opinion.

Enfin, du côté des partis politiques, c'est la première fois que l'ensemble des partis recueillent davantage d'opinions négatives que positives. Symbole de cette évolution : le Parti socialiste. Avec 45% d'opinions positives, contre 46%, il obtient ce mois-ci son plus mauvais résultat depuis mars 1997.

Les résultats

- Parmi les choses suivantes, quelle est celle dont le gouvernement doit, selon vous, s'occuper en priorité à l'heure actuelle ?

	Rappel enquête SOFRES août 2002	Septembre 2002
Lutter contre la hausse des prix	8	12
Lutter contre le chômage	29	37
Lutter contre la violence et la criminalité	41	36
Maintenir le pouvoir d'achat	9	8
Maintenir la paix sociale	12	7
Sans opinion	1	0

- En ce qui concerne la lutte contre la hausse des prix, pensez-vous que l'action du gouvernement est...

	Rappel enquête SOFRES août 2002	Septembre 2002
... très efficace	1	0
... assez efficace	17	9
Sous-total Efficace	18	9
... pas très efficace	47	52
... ou pas efficace du tout	29	32
Sous-total Pas Efficace	76	84
Sans opinion	6	7
Indice d'efficacité	- 58	- 75

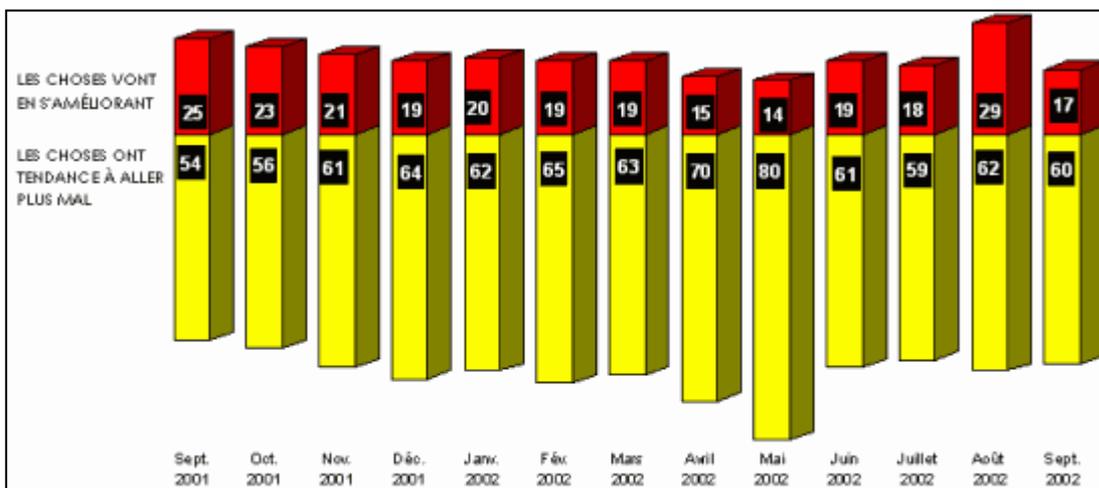
- En ce qui concerne la lutte contre le chômage, pensez-vous que l'action du gouvernement est...

	Rappel enquête SOFRES août 2002	Septembre 2002
... très efficace	1	0
... assez efficace	24	17
Sous-total Efficace	25	17
... pas très efficace	46	50
... ou pas efficace du tout	22	23
Sous-total Pas Efficace	68	73
Sans opinion	7	10
Indice d'efficacité	- 43	- 56

- Quand vous regardez la manière dont évoluent la France et les Français, avez-vous l'impression que les choses vont en s'améliorant ou au contraire qu'elles ont tendance à aller plus mal ?

	Rappel enquête SOFRES août 2002	Septembre 2002
Les choses vont en s'améliorant	29	17
Elles ont tendance à aller plus mal	62	60
Il n'y a pas de changement	7	20
Sans opinion	2	3

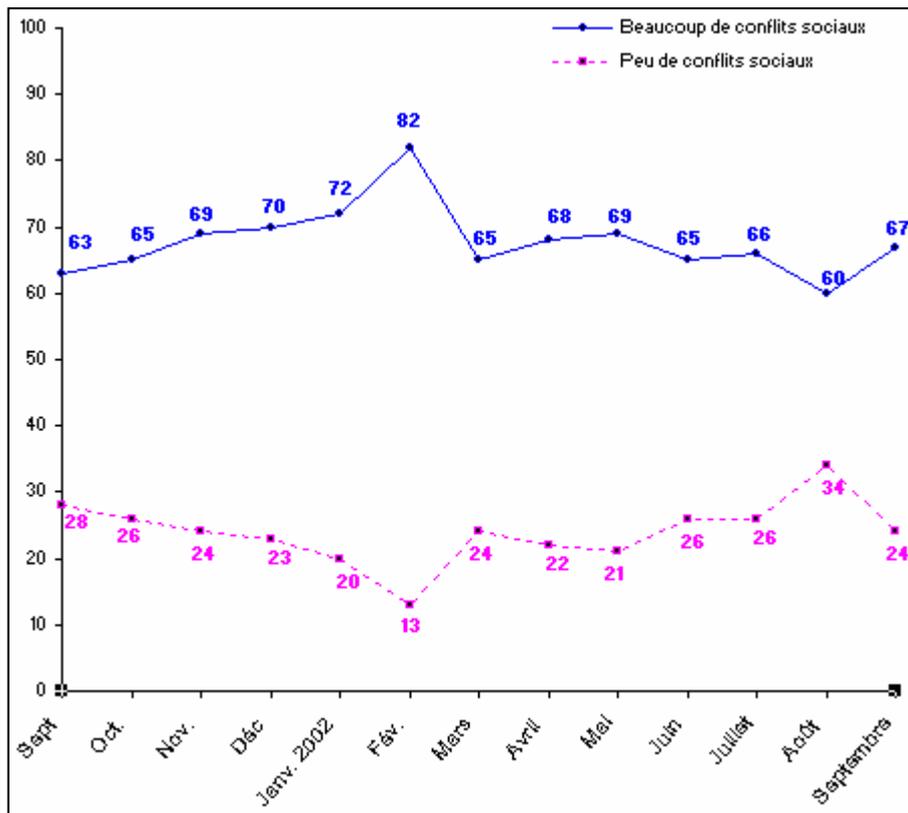
Optimisme et Pessimisme dans l'opinion publique en 2001/2002



- Pensez-vous qu'il va y avoir dans les deux ou trois mois à venir beaucoup ou peu de conflits sociaux ?

	Rappel enquête SOFRES août 2002	Septembre 2002
Beaucoup de conflits sociaux	60	67
Peu de conflits sociaux	34	24
Sans opinion	6	9

Le pronostic des Français sur le climat social



- A votre avis, est-ce que dans les deux ou trois mois à venir, les principaux problèmes qui vont se poser en France...

	Rappel enquête SOFRES août 2002	Septembre 2002
... pourront être résolus par la négociation et le compromis	57	51
... ou est-ce qu'ils risquent d'entraîner le recours aux affrontements et à la violence	39	41
Sans opinion	4	8

- Estimez-vous qu'actuellement le rôle de la France dans le monde se renforce ou s'affaiblit ?

	<i>Rappel enquête SOFRES août 2002</i>	Septembre 2002
Il se renforce	36	22
Il s'affaiblit	50	50
Il n'y a pas de changement	9	21
Sans opinion	5	7

	Il se renforce	Il s'affaiblit	Il n'y a pas de changement	Sans opinion
Total	22	50	21	7
Préférence partisane				
Gauche	20	51	23	6
Droite	28	50	16	6

Fiche Technique

Enquête réalisée du 28 au 29 août 2002 pour le **Figaro-Magazine** auprès d'un échantillon national de 1 000 personnes représentatif de l'ensemble de la population âgée de 18 ans et plus, interrogées par téléphone. Méthode des quotas (sexe, âge, profession du chef de ménage PCS) et stratification par région et catégorie d'agglomération.

Rentrée 2002 : quel est l'état d'esprit des Français ?

IFOP - Août 2002

Dimanche Ouest France

Le degré d'optimisme pour l'avenir

- En pensant à l'avenir, pour vous et vos enfants, diriez-vous que vous êtes... ?

	Ensemble	Rappel août 2001	Rappel août 2000
	(%)	(%)	(%)
TOTAL optimiste	65	55	60
Très optimiste	9	8	5
Plutôt optimiste	56	47	55
TOTAL pessimiste	34	44	39
Plutôt pessimiste	27	35	31
Très pessimiste	7	9	8
- Ne se prononcent pas	1	1	1
TOTAL	100	100	100

L'état d'esprit des Français

- Parmi les suivants, quel est le mot qui qualifie le mieux aujourd'hui votre état d'esprit ?

	Ensemble	Rappel août 2001	Rappel août 2000	Ecart 2002-2001
	(%)	(%)	(%)	(%)
L'espoir	30	22	28	+8
L'inquiétude	21	30	23	-9
L'attente	18	15	14	+3
L'optimisme	12	15	14	-3
L'enthousiasme	10	5	6	+5
L'indifférence	5	4	7	+1
La peur	4	8	7	-4
Ne se prononcent pas	-	1	1	-1
TOTAL	100	100	100	-

La confiance accordée au gouvernement dans différents domaines

- Pour chacun des domaines suivants, faites-vous tout à fait confiance, plutôt confiance, plutôt pas confiance ou pas confiance du tout au gouvernement ?

Base : personnes âgées de 18 ans et plus	TOTAL confiance	Tout à fait confiance	Plutôt Confiance	TOTAL pas confiance	Plutôt pas confiance	Pas confiance du tout	Nsp	TOTAL
	(%)	(%)	(%)	(%)	(%)	(%)	(%)	(%)
La lutte contre l'insécurité	56	8	48	43	23	20	1	100
La baisse des impôts	40	5	35	58	28	30	2	100
La lutte contre le chômage	35	3	32	64	36	28	1	100
L'augmentation du pouvoir d'achat	28	3	25	71	33	38	1	100

Fiche technique

Echantillon de 1012 personnes, représentatif de la population française âgée de 15 ans et plus. La représentativité de l'échantillon a été assurée par la méthode des quotas (sexe, âge, profession du chef de famille) après stratification par région et catégorie d'agglomération. Les interviews ont eu lieu par téléphone au domicile des personnes interrogées. Du 29 au 30 août 2002.

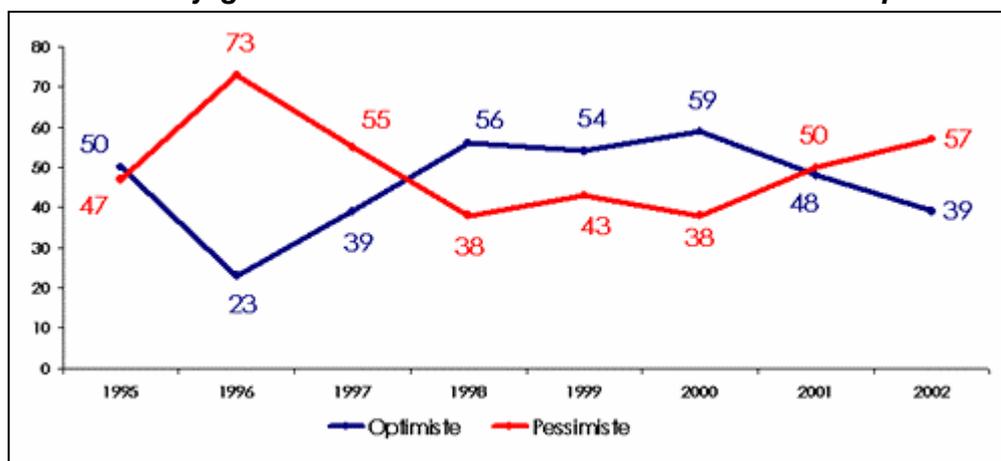
Les Français et la rentrée économique CSA - Septembre 2002

L'état économique et social de la France et la pension à consommer

- A propos de l'évolution de la situation économique en France dans les six prochains mois, êtes-vous très optimiste, assez optimiste, assez pessimiste ou très pessimiste ?

	Ensemble des Français Sept. 2002	Rappel Ensemble des Français Sept. 2001	Rappel Ensemble des Français Août 2000	Rappel Ensemble des Français Sept. 1999	Rappel Ensemble des Français Août 1998	Rappel Ensemble des Français Août 1997	Rappel Ensemble des Français Août 1996	Rappel Ensemble des Français Août 1995
	%	%	%	%	%	%	%	%
Optimiste	39	48	59	54	56	39	23	50
Très optimiste	4	3	7	5	4	3	2	5
Assez optimiste	35	45	52	49	52	36	21	45
Pessimiste	57	50	38	43	38	55	73	47
Assez pessimiste	45	40	30	32	31	44	54	39
Très pessimiste	12	10	8	11	7	11	19	8
Ne se prononcent pas	4	2	3	3	6	6	4	3
TOTAL	100	100	100	100	100	100	100	100

Le jugement sur l'évolution de la situation économique



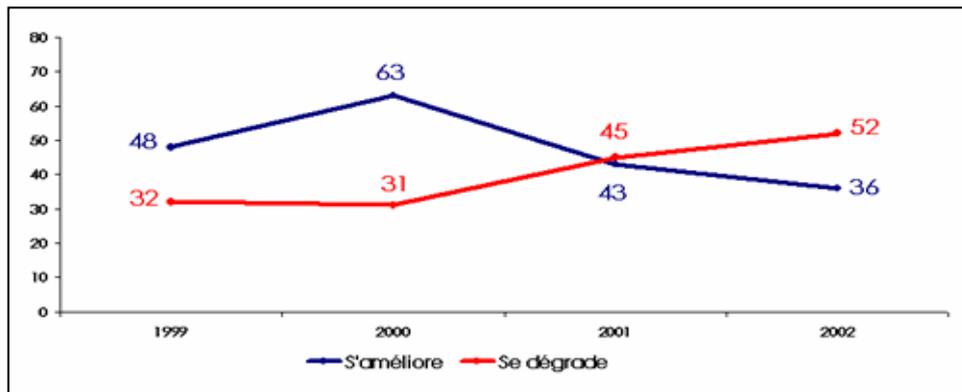
- En cette rentrée, pour chacun des secteurs suivants, pouvez-vous me dire si, selon vous, la situation de la France a tendance à s'améliorer ou à se dégrader ?

	Ensemble des Français Sept. 2002	Rappel Ensemble des Français Sept. 2001	Rappel Ensemble des Français Août 2000	Rappel Ensemble des Français Sept. 1999	Rappel Ensemble des Français Août 1998	Rappel Ensemble des Français Août 1997	Rappel Ensemble des Français Août 1995
	%	%	%	%	%	%	%
La situation financière des entreprises françaises							
S'améliorer	36	43	63	48	-	-	-
Se dégrader	52	45	31	32	-	-	-
Ne se prononcent pas	12	12	6	20	-	-	-
TOTAL	100	100	100	100	100	100	100
Le climat social							
S'améliorer	24	19	39	30	34	26	24
Se dégrader	70	75	58	57	52	59	63
Ne se prononcent pas	6	6	3	13	14	15	13
TOTAL	100	100	100	100	100	100	100

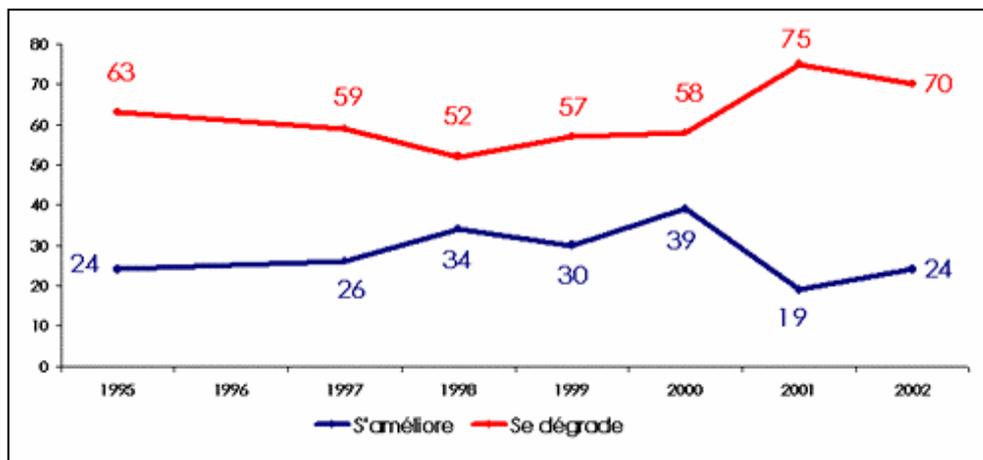
Suite du tableau

La situation de l'emploi							
S'améliorer	20	38	68	49	53	27	48
Se dégrader	75	57	30	41	39	63	42
Ne se prononcent pas	5	5	2	10	8	10	10
TOTAL	100	100	100	100	100	100	100
Le pouvoir d'achat							
S'améliorer	15	27	42	34	31	24	18
Se dégrader	83	68	56	55	56	64	73
Ne se prononcent pas	2	5	2	11	13	12	9
TOTAL	100	100	100	100	100	100	100

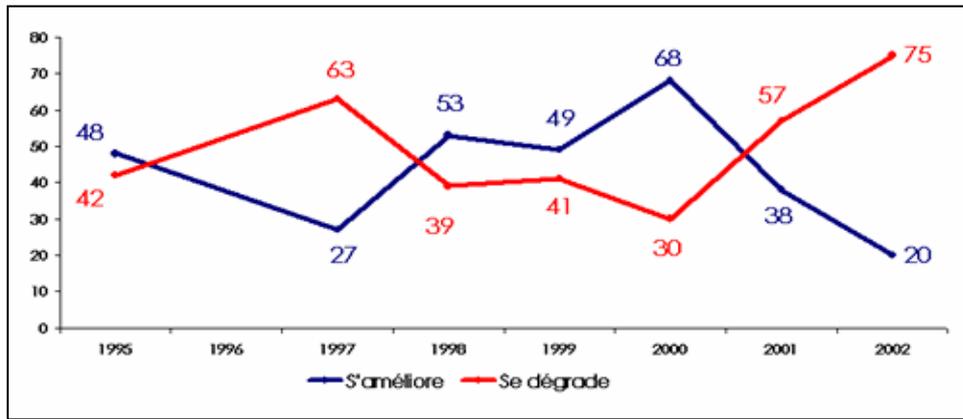
Le jugement sur l'évolution de la situation des entreprises françaises



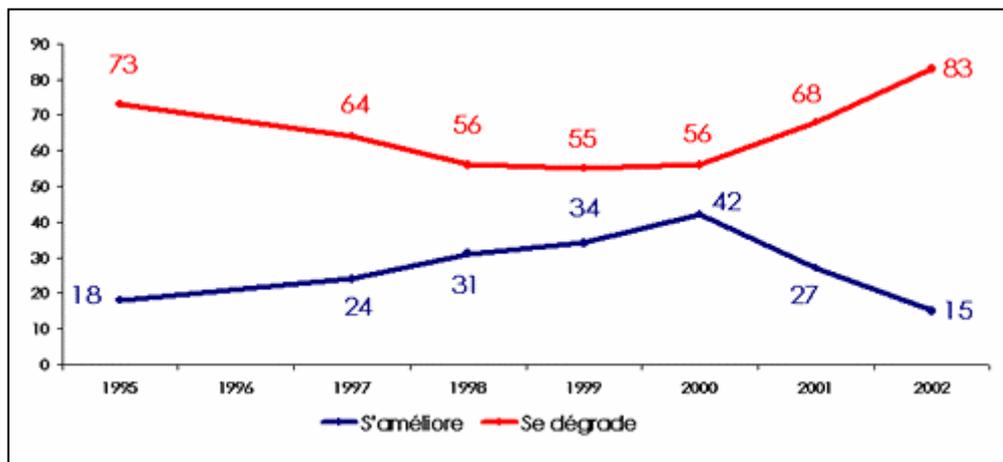
Le jugement sur l'évolution du climat social



Le jugement sur l'évolution de la situation de l'emploi



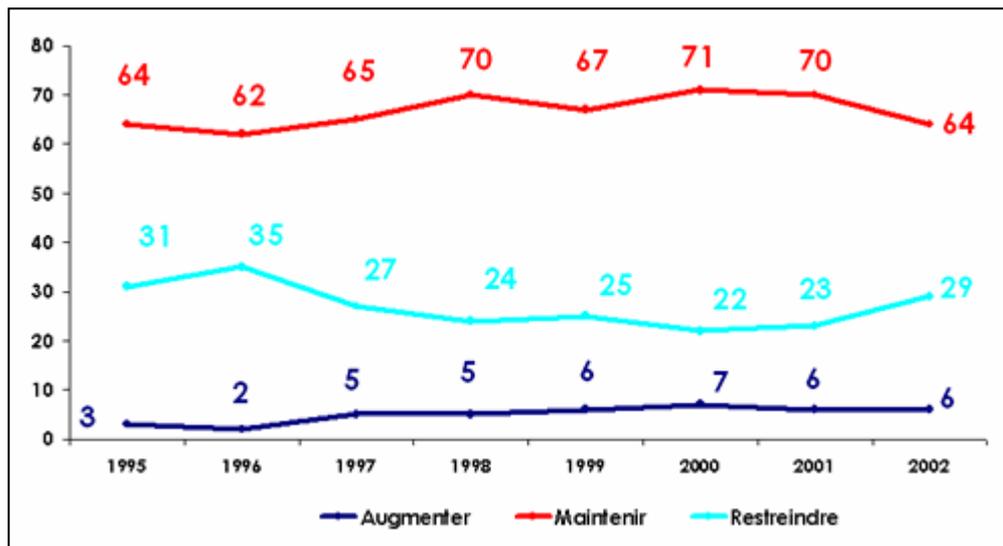
Le jugement sur l'évolution du pouvoir d'achat



- A la rentrée, avez-vous l'intention d'augmenter, de maintenir ou de restreindre votre consommation ?

	Ensemble des Français Sept. 2002	Rappel Ensemble Français Sept. 2001	Rappel Ensemble Français Août 2000	Rappel Ensemble Français Sept. 1999	Rappel Ensemble Français Août 1998	Rappel Ensemble Français Août 1997	Rappel Ensemble Français Août 1996	Rappel Ensemble Français Août 1995
	%	%	%	%	%	%	%	%
Augmenter	6	6	7	6	5	5	2	3
Maintenir	64	70	71	67	70	65	62	64
Restreindre	29	23	22	25	24	27	35	31
Ne se prononcent pas	1	1	-	2	1	3	1	2
TOTAL	100	100	100	100	100	100	100	100

Attitude vis-à-vis de sa consommation personnelle



Les attentes et perceptions (croissance, redistribution, fiscalité et privatisations)

- Parmi ces secteurs, pouvez-vous me dire quelles devraient être les priorités du Gouvernement pour cette rentrée ?

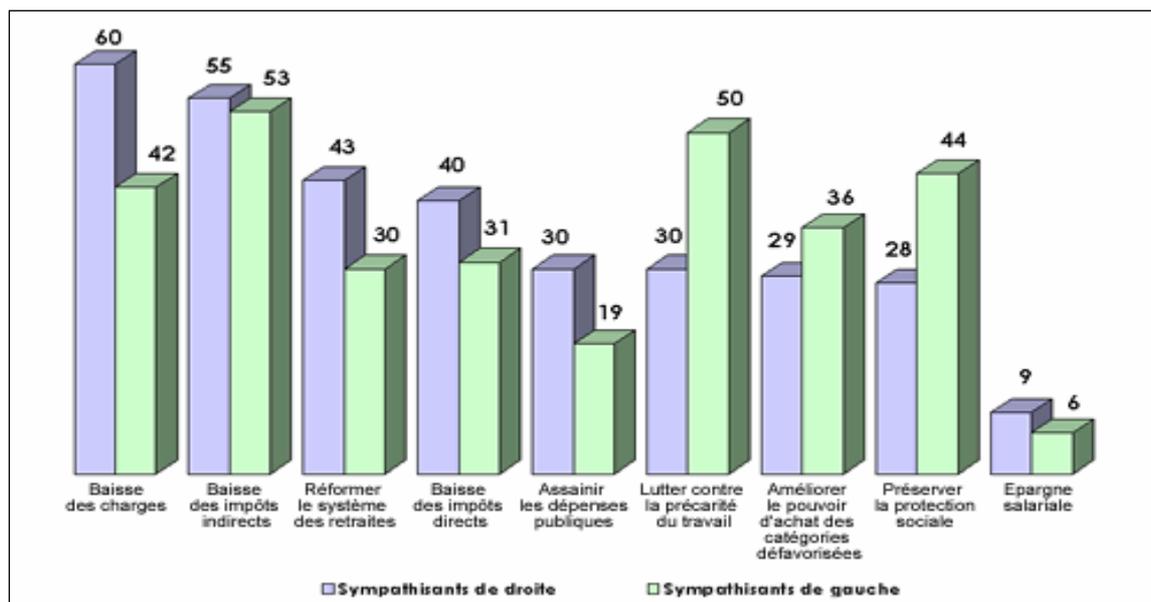
	Ensemble des Français Septembre 2002		Rappel Ensemble des Français Septembre 2001		Rappel Ensemble des Français Août 2000		Rappel Ensemble des Français Septembre 1999	
	%	Rang	%	Rang	%	Rang	%	Rang
<i>(Réponses données à l'aide d'une liste)</i>								
Baisser les impôts indirects, comme la T.V.A.	53	1	53	1	64	1	38	1
Inciter à l'embauche par une baisse des charges des entreprises	48	2	51	2	51	3	38	1
Lutter contre la précarité du travail ^(*)	39	3	40	3	43	4	-	-
Baisser les impôts directs, comme l'impôt sur le revenu	37	4	40	3	57	2	29	3
Préserver la protection sociale	36	5	39	5	37	6	20	5
Réformer le système de retraite ^(*)	34	6	31	8	28	7	-	-
Améliorer le pouvoir d'achat des catégories défavorisées	31	7	35	6	40	5	21	4
Assainir les dépenses publiques	22	8	32	7	23	8	11	6
Offrir aux salariés de plus grandes possibilités d'épargne salariale ^(**)	7	9	20	9	16	9	-	-
Ne se prononcent pas	1		1		-		3	
TOTAL	(1)		(1)		(1)		(1)	

(*) Items non posés en septembre 1999.

(**) Jusqu'en Septembre 2001, l'intitulé exact de l'item était : " Offrir aux salariés de plus grandes possibilités d'épargne ".

(1) Total supérieur à 100, les interviewés ayant pu donner plusieurs réponses.

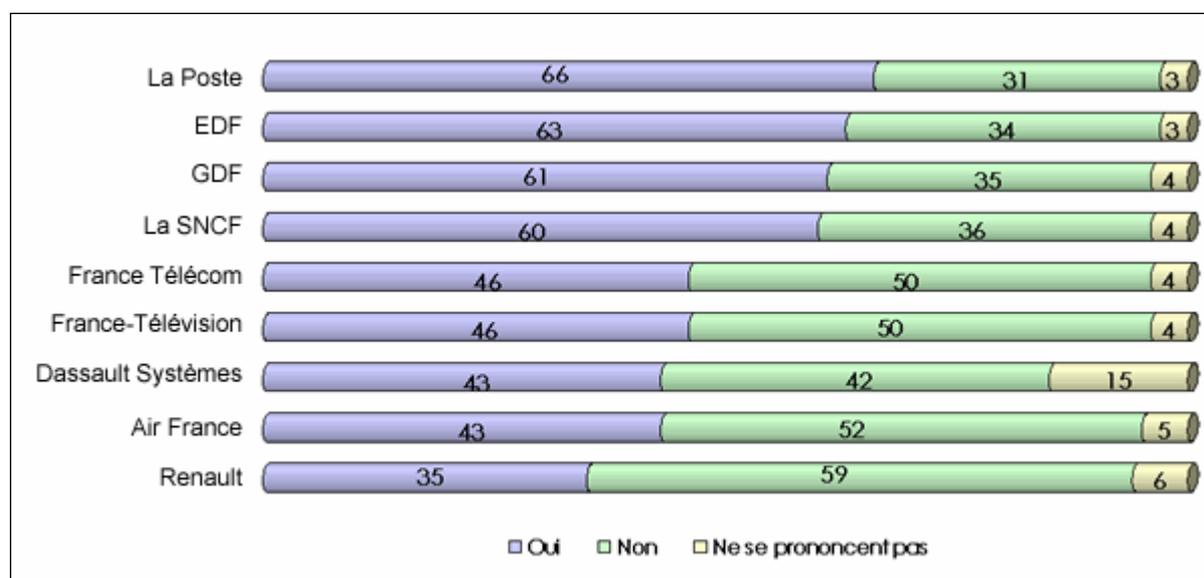
Les priorités des sympathisants de droite et de gauche



- Selon vous, l'Etat doit-il rester actionnaire de...?

	%	Ensemble des Français Septembre 2002		
		Oui	Non	Ne se prononcent pas
La Poste	100	69	26	5
EDF	100	69	27	4
La SNCF	100	66	29	5
GDF	100	64	30	6
France Télécom	100	53	41	6
Air France	100	52	41	7
France-Télévision	100	51	41	8
Dassault Systèmes	100	41	35	24
Renault	100	40	50	10

L'état doit-il rester actionnaire de...? Réponses des sympathisants de droite



- Pensez-vous que la baisse des charges des entreprises est efficace pour créer des emplois ?

	Ensemble des Français Septembre 2002
	%
Efficace	57
Très efficace	21
Assez efficace	36
Peu / Pas efficace	42
Peu efficace	29
Pas du tout efficace	13
Ne se prononcent pas	1
TOTAL	100

Fiche Technique

Sondage exclusif CSA / LA TRIBUNE réalisé par téléphone le **3 septembre 2002** auprès d'un échantillon national de 1001 personnes représentatif de la population âgée de 18 ans et plus, constitué d'après la méthode des quotas (sexe, âge, profession du chef de ménage), après stratification par région et catégorie d'agglomération.

Les Français et l'évolution de la situation économique

CSA - Octobre 2002

France Europe Express/France Info

- Etes-vous très inquiet, assez inquiet, peu inquiet ou pas inquiet du tout pour l'avenir de votre emploi ?

	Ensemble des salariés	Salariés du privé	Salariés du public
	%	%	%
Inquiet	32	35	26
Très inquiet	10	10	8
Assez inquiet	22	25	18
Pas inquiet	67	64	73
Peu inquiet	25	26	22
Pas inquiet du tout	42	38	51
Ne se prononcent pas	1	1	1
TOTAL	100	100	100

En détail

	%	Inquiet	Très inquiet	Assez inquiet	Pas inquiet	Peu inquiet	Pas inquiet du tout	NSPP
ENSEMBLE	100	32	10	22	67	25	42	1
SEXE								
Homme	100	32	10	22	67	28	39	1
Femme	100	30	10	20	69	25	44	1
AGE								
18 à 24 ans	100	34	17	17	66	24	42	0
25 à 34 ans	100	25	7	18	73	28	45	2
35 à 49 ans	100	34	9	25	65	27	38	1
50 à 64 ans	100	35	16	19	65	22	43	0
Profession du chef de famille								
Cadres	100	39	7	32	61	19	42	0
Prof. Interm./Employés	100	25	8	17	74	34	40	1
Dont : Prof. Interm.	100	26	9	17	73	37	36	1
Employés	100	24	7	17	75	31	44	1
Ouvriers	100	35	12	23	64	22	42	1
Retr/inact	100	21	11	10	74	25	49	5
Proximité politique								
Gauche	100	33	10	23	67	24	43	0
Dont : P.C. (*)	100	23	4	19	77	17	60	0
P.S.	100	36	12	24	63	25	38	1
Les Verts	100	27	9	18	73	26	47	0
CPNT (*)	100	20	8	12	70	53	17	10
Droite	100	29	9	20	71	27	44	0
U.D.F. (*)	100	32	0	32	68	42	26	0
U.M.P.	100	29	8	21	71	28	43	0
R.P.F./M.P.F. (*)	100	29	17	12	71	14	57	0
Front National/MNR.	100	43	16	27	57	13	44	0
Sans préférence partisane/ne se prononcent pas	100	30	9	21	69	29	40	1

(*) En raison de la faiblesse des effectifs, les résultats sont à interpréter avec prudence

- Etes-vous très inquiet, assez inquiet, peu inquiet ou pas inquiet du tout pour l'évolution de votre pouvoir d'achat ?

	Ensemble des Français	Ensemble des salariés
	%	%
Inquiet	63	62
Très inquiet	25	24
Assez inquiet	38	38
Pas inquiet	37	38
Peu inquiet	23	24
Pas inquiet du tout	14	14
Ne se prononcent pas	-	-
TOTAL	100	100

En détail

	%	Inquiet %	Très inquiet %	Assez inquiet %	Pas inquiet %	Peu inquiet %	Pas inquiet du tout %	NSPP %
ENSEMBLE	100	63	25	38	37	23	14	0
SEXE								
Homme	100	60	22	38	40	25	15	0
Femme	100	65	27	38	35	22	13	0
AGE								
18 à 24 ans	100	41	15	26	59	26	33	0
25 à 34 ans	100	55	19	36	45	33	12	0
35 à 49 ans	100	64	26	38	35	23	12	1
50 à 64 ans	100	74	32	42	25	16	9	1
65 ans et +	100	68	26	42	32	19	13	0
Profession du chef de famille								
Patrons Ind. Comm.	100	53	18	35	47	35	12	0
Cadres	100	54	18	36	46	29	17	0
Prof. Interm./Employés	100	58	24	34	41	27	14	1
Dont : Prof. Interm.	100	56	24	32	44	29	15	0
Employés	100	61	23	38	38	25	13	1
Ouvriers	100	67	27	40	33	18	15	0
Retr/inact	100	67	28	39	33	20	13	0
Proximité politique								
Gauche	100	58	23	35	42	26	16	0
Dont : P.C. (*)	100	70	46	24	30	18	12	0
P.S.	100	60	23	37	40	26	14	0
Les Verts	100	54	22	32	46	24	22	0
CPNT (*)	100	79	40	39	21	16	5	0
Droite	100	63	23	40	36	27	9	1
U.D.F. (*)	100	70	29	41	26	24	2	4
U.M.P.	100	60	20	40	40	29	11	0
R.P.F./M.P.F. (*)	100	71	32	39	29	25	4	0
Front National/MNR.	100	72	37	35	28	11	17	0
Sans préférence partisane/ne se prononcent pas	100	67	24	43	33	19	14	0

(*) En raison de la faiblesse des effectifs, les résultats sont à interpréter avec prudence

Fiche Technique :

Sondage exclusif CSA / FRANCE EUROPE EXPRESS / FRANCE INFO réalisé par téléphone le **10 octobre 2002** auprès d'un échantillon national représentatif de 1001 personnes âgées de 18 ans et plus, constitué d'après la méthode des quotas (sexe, âge, profession du chef de ménage), après stratification par région et taille d'agglomération

Baromètre social

CSA - octobre 2002

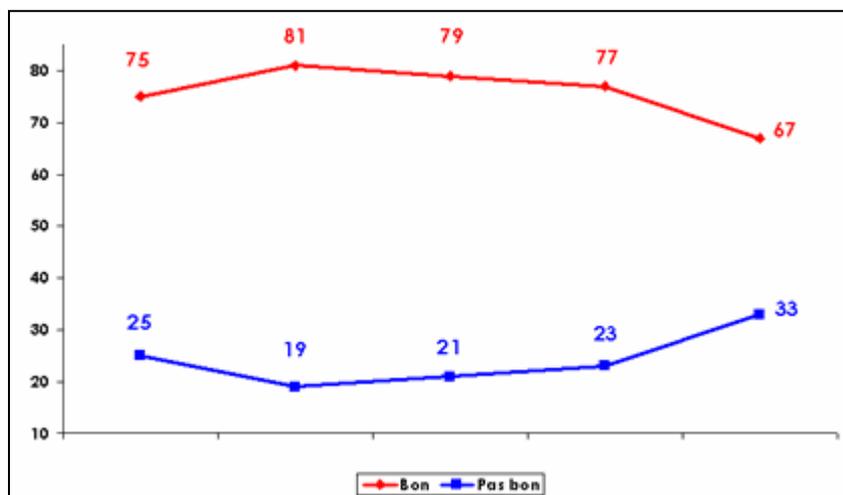
L'Humanité - Le Monde Initiatives - La nouvelle vie ouvrière

Le moral économique et social

- Quand vous pensez à votre situation personnelle au plan économique et social, diriez-vous que votre moral est...?

	Ensemble des Français Octobre 2002	Rappel ⁽¹⁾ Ensemble des Français Septembre 2002	Rappel ⁽²⁾ Ensemble des Français Août 2002	Rappel ⁽³⁾ Ensemble des Français Juin 2002	Rappel ⁽⁴⁾ Ensemble des Français Septembre 2001
	%	%	%	%	%
Bon	67	77	79	81	75
Très bon	11	15	18	16	13
Assez bon	56	62	61	65	62
Pas bon	33	23	21	19	25
Pas très bon	25	16	16	13	19
Pas bon du tout	8	7	5	6	6
Ne se prononcent pas	-	-	-	-	-
<i>TOTAL</i>	<i>100</i>	<i>100</i>	<i>100</i>	<i>100</i>	<i>100</i>

ÉVOLUTION DU MORAL DES FRANÇAIS



- Estimez-vous qu'actuellement, les choses sont plutôt satisfaisantes ou plutôt pas satisfaisantes en ce qui concerne...?

		Plutôt satisfaisantes	Plutôt pas satisfaisantes	Non concerné (réponse non spontanée)	Ne se prononcent pas
<i>(Réponses données à l'aide d'une liste)</i>		%	%	%	%
Vos conditions de logement	100%	90	10	-	-
La prise en charge de votre santé	100%	85	14	-	1
Votre qualité de vie, votre environnement	100%	83	16	-	1
Vos loisirs et votre vie culturelle	100%	82	16	1	1
La sécurité dans votre quartier	100%	79	21	-	-
La sécurité alimentaire et sanitaire	100%	67	32	-	1
Les transports	100%	62	28	10	-
Votre pouvoir d'achat	100%	50	50	-	-
Vos perspectives de formation, d'éducation, de carrière	100%	48	25	25	2
Les relations sociales dans votre entreprise	100%	46	16	37	1
La sécurité de votre emploi	100%	40	24	36	-
La politique économique et sociale du gouvernement	100%	36	58	1	5
Le niveau de votre retraite ou de votre future retraite	100%	28	60	7	5
La façon dont se fait la mondialisation économique	100%	25	66	2	7

Réponses "plutôt satisfaisantes"

<i>(Réponses données à l'aide d'une liste)</i>	Ensemble des Français Octobre 2002	Rappel ⁽¹⁾ Ensemble des Français Sept. 2002	Rappel ⁽²⁾ Ensemble des Français Août 2002	Rappel ⁽³⁾ Ensemble des Français Juin 2002	Rappel ⁽⁴⁾ Ensemble des Français Sept. 2001
Vos conditions de logement	90	88	92	92	-
La prise en charge de votre santé	85	83	88	85	86
Votre qualité de vie, votre environnement	83	84	83	82	82
Vos loisirs et votre vie culturelle	82	80	81	84	80
La sécurité dans votre quartier	79	81	79	77	73
La sécurité alimentaire et sanitaire	67	70	64	65	54
Les transports	62	65	65	60	-
Votre pouvoir d'achat	50	49	49	54	48
Vos perspectives de formation, d'éducation, de carrière	48	49	49	47	-
Les relations sociales dans votre entreprise	46	45	47	46	-
La sécurité de votre emploi	40	41	46	47	-
La politique économique et sociale du gouvernement	36	27	28	27	28
Le niveau de votre retraite ou de votre future retraite	28	31	37	32	29
La façon dont se fait la mondialisation économique	25	21	20	24	23

L'Indicateur global de conflictualité

- Avez-vous le sentiment que, dans les mois qui viennent, il va y avoir...?

	Octobre 2002	
	En France	Dans votre entreprise ⁽¹⁾
	%	%
Plus de mouvements sociaux	75	46
Moins de mouvements sociaux	16	32
Ni moins, ni plus de mouvements sociaux (réponse non suggérée)	3	16
Ne se prononcent pas	6	6
<i>TOTAL</i>	<i>100</i>	<i>100</i>

(1) Question posée uniquement aux salariés.

- Avez-vous le sentiment que, dans les mois qui viennent, il va y avoir en France...?

	Ensemble des Français Octobre 2002	Rappel ⁽¹⁾ Ensemble des Français Sep. 2002	Rappel ⁽²⁾ Ensemble des Français Août 2002	Rappel ⁽³⁾ Ensemble des Français Juin 2002	Rappel ⁽⁴⁾ Ensemble des Français Sept. 2001
	%	%	%	%	%
Plus de mouvements sociaux	75	74	75	73	78
Moins de mouvements sociaux	16	15	15	15	11
Ni moins, ni plus de mouvements sociaux (réponse non suggérée)	3	4	4	5	6
Ne se prononcent pas	6	7	6	7	5
<i>TOTAL</i>	<i>100</i>	<i>100</i>	<i>100</i>	<i>100</i>	<i>100</i>

- Avez-vous le sentiment que, dans les mois qui viennent, il va y avoir dans votre entreprise...?

Question posée uniquement aux salariés

	Ensemble des salariés Octobre 2002	Rappel ⁽¹⁾ Ensemble des salariés Sep. 2002	Rappel ⁽²⁾ Ensemble des salariés Août 2002	Rappel ⁽³⁾ Ensemble des salariés Juin 2002
	%	%	%	%
Plus de mouvements sociaux	46	40	48	45
Moins de mouvements sociaux	32	33	34	26
Ni moins, ni plus de mouvements sociaux (réponse non suggérée)	16	14	11	19
Ne se prononcent pas	6	13	7	10
<i>TOTAL</i>	<i>100</i>	<i>100</i>	<i>100</i>	<i>100</i>

La hiérarchie des préoccupations

- Parmi les domaines suivants, quels sont les trois qui vous semblent aujourd'hui préoccupants ? Votre...

	Ensemble des Français Octobre 2002	Rappel ⁽¹⁾ Ensemble des Français Septembre 2002	Rappel ⁽²⁾ Ensemble des Français Août 2002	Rappel ⁽³⁾ Ensemble des Français Juin 2002
<i>(Réponses données à l'aide d'une liste)</i>	%	%	%	%
... sécurité	48	39	42	44
... garantie de retraite	46	48	45	50
... santé	35	39	37	37
... emploi	34	28	26	32
... environnement	28	26	31	27
... pouvoir d'achat	26	28	30	25
... qualité de vie	18	20	22	21
... protection sociale	17	19	15	20
... logement	8	8	8	7
... droits en tant que salariés	6	6	8	9
... formation	5	6	6	6
- Aucun de ceux là <i>(réponse non suggérée)</i>	1	2	1	1
- Ne se prononcent pas	-	-	-	1
TOTAL	(5)	(5)	(5)	(5)

(1) Sondage exclusif CSA / L'HUMANITE / LE MONDE INITIATIVES / LA NOUVELLE VIE OUVRIERE réalisé par téléphone les 24 et 25 septembre 2002 auprès d'un échantillon national représentatif de 1003 personnes âgées de 18 ans et plus, constitué d'après la méthode des quotas (sexe, âge, profession du chef de ménage), après stratification par région et taille d'agglomération.

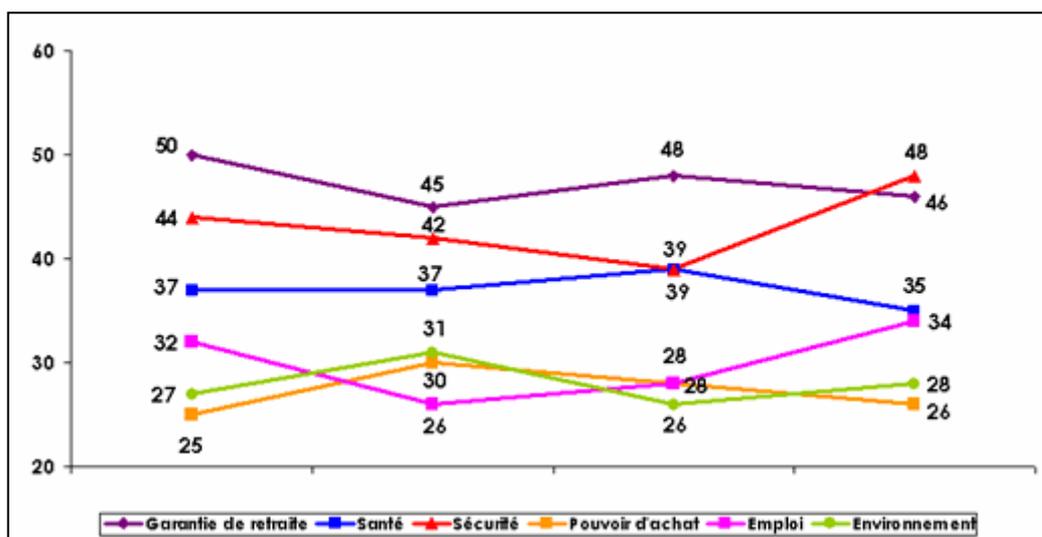
(2) Sondage exclusif CSA / L'HUMANITE / LE MONDE INITIATIVES / LA NOUVELLE VIE OUVRIERE réalisé par téléphone les 27 et 28 août 2002 auprès d'un échantillon national représentatif de 1000 personnes âgées de 18 ans et plus, constitué d'après la méthode des quotas (sexe, âge, profession du chef de ménage), après stratification par région et taille d'agglomération.

(3) Sondage exclusif CSA / L'HUMANITE / LE MONDE INITIATIVES / LA NOUVELLE VIE OUVRIERE réalisé par téléphone les 19 et 20 juin 2002 auprès d'un échantillon national représentatif de 1000 personnes âgées de 18 ans et plus, constitué d'après la méthode des quotas (sexe, âge, profession du chef de ménage), après stratification par région et taille d'agglomération.

(4) Sondage exclusif CSA / L'HUMANITE / LA NOUVELLE VIE OUVRIERE réalisé par téléphone les 3 et 4 septembre 2001 auprès d'un échantillon national représentatif de 1003 personnes représentatif de la population âgée de 18 ans et plus, constitué d'après la méthode des quotas (sexe, âge, profession du chef de ménage), après stratification par région et catégorie d'agglomération.

(5) Total supérieur à 100, les interviewés ayant pu donner trois réponses.

La hiérarchisation des préoccupations



Fiche Technique

Sondage exclusif CSA / L'HUMANITÉ / LE MONDE INITIATIVES / LA NOUVELLE VIE OUVRIÈRE réalisé par téléphone les **22 et 23 octobre 2002** auprès d'un échantillon national représentatif de 1001 personnes âgées de 18 ans et plus, constitué d'après la méthode des quotas (sexe, âge, profession du chef de ménage), après stratification par région et taille d'agglomération

La confiance des Français dans l'avenir

CSA - Décembre 2002

La Croix

- Diriez-vous que les évènements marquants de l'année 2002 ont plutôt renforcé ou plutôt entamé votre confiance en ce qui concerne ... ? L'avenir personnel

	Ensemble des Français
	%
Renforcé	26
Entamé	55
Ni renforcé ni entamé (<i>réponse non suggérée</i>)	14
Ne se prononcent pas	5
<i>TOTAL</i>	100

- Diriez-vous que les évènements marquants de l'année 2002 ont plutôt renforcé ou plutôt entamé votre confiance en ce qui concerne ... ? L'avenir de la France

	Ensemble des Français
	%
Renforcé	30
Entamé	61
Ni renforcé ni entamé (<i>réponse non suggérée</i>)	6
Ne se prononcent pas	3
<i>TOTAL</i>	100

- Diriez-vous que les évènements marquants de l'année 2002 ont plutôt renforcé ou plutôt entamé votre confiance en ce qui concerne ... ? L'avenir du monde

	Ensemble des Français
	%
Renforcé	17
Entamé	74
Ni renforcé ni entamé (<i>réponse non suggérée</i>)	4
Ne se prononcent pas	5
<i>TOTAL</i>	100

- Dans les mois et l'année à venir, pensez-vous que ... ?

		Oui	Non	Ne se prononcent pas
	%	%	%	%
Des solutions vont être trouvées pour assurer l'avenir des retraités	100	56	39	5
Les Français respecteront davantage les limitations de vitesse sur la route	100	50	49	1
La délinquance va reculer	100	45	53	2
L'Union européenne élargie à 25 pays pourra bien fonctionner	100	36	60	4

Fiche Technique

Sondage exclusif CSA / LA CROIX réalisé par téléphone le **13 décembre 2002** auprès d'un échantillon national de 1000 personnes représentatif de la population âgée de 18 ans et plus, constitué d'après la méthode des quotas (sexe, âge, profession du chef de ménage), après stratification par région et catégorie d'agglomération

Baromètre de la citoyenneté
SOFRES - Novembre 2002
Association CIDEM (Civisme et Démocratie) - France Info

Les résultats de la 4^{ème} vague du Baromètre de la citoyenneté réalisé pour l'association CIDEM (Civisme et démocratie) et France-Info témoignent d'un regain d'attrait pour *la politique*. Certes, si les dernières élections ne semblent pas avoir redonné confiance dans le fonctionnement de la politique et de ses relais traditionnels (partis politiques et syndicats notamment), elles ont provoqué dans l'opinion une meilleure prise de conscience de l'importance de la politique. 46% des personnes interrogées affirment s'intéresser beaucoup ou assez à la politique, pour 42% en avril dernier, juste avant le premier tour de l'élection présidentielle. Par ailleurs, 64% des Français pensent qu'elle permet de changer des choses importantes, pour 55% en avril. C'est ainsi qu'ils sont 86% à affirmer que le droit de vote est celui qu'ils ont envie d'exercer en ce moment.

Mais le potentiel d'engagement dans un parti politique demeure faible : seulement 18% des personnes interrogées disent avoir envie plus que d'habitude de s'engager dans un mouvement politique.

L'Europe mieux perçue dans ses principes que dans son fonctionnement

Sur les questions européennes, 61% des Français se sentent tout à fait ou assez citoyens de l'Europe - un sentiment qui s'élève à 68% chez les 18-24 ans.

Dans l'ensemble, 45% des personnes interrogées estiment que l'Union européenne est démocratique dans ses valeurs, contre 50%. Un sentiment largement partagé par les 18-24 ans (64%). Mais elle reste opaque et lointaine dans son fonctionnement : 76% des Français la trouvent pas vraiment ou pas du tout transparente, et 77% estiment qu'elle n'est pas vraiment ou pas du tout proche des citoyens et attentive à leurs souhaits. Le jugement des 18-24 ans et des plus de 65 ans sur ces questions est beaucoup plus positif que celui de l'ensemble de la population.

D'abord l'Europe sociale

Parmi les mesures susceptibles de rapprocher l'Europe des citoyens, les personnes interrogées mettent en avant la mise en place d'une Europe sociale (52%), loin devant la mise en place d'une fiscalité commune (36%), l'harmonisation des programmes scolaires (27%) et la création d'une défense européenne unie (25%).

Si 46% des Français sont favorables à l'élection d'un président de l'Europe au suffrage universel, seulement 16% des personnes interrogées pensent que cela permettrait de les rapprocher de l'Europe. En revanche, ils sont 82% à juger l'adoption d'une Constitution européenne indispensable et utile.

Résultats en %

- En ce moment, diriez-vous que cela va plutôt bien ou plus tôt mal en France en ce qui concerne :

Ensemble des interviewés	Plutôt bien	Plutôt mal	Sans opinion
La qualité de votre vie quotidienne	81	17	2
La démocratie en France	54	43	3
Le fonctionnement des institutions	46	49	5
Le fonctionnement de la société	28	70	2
Le dynamisme de l'économie	27	70	3
L'égalité entre les personnes	26	72	2
L'implication des gens dans la vie démocratique	26	69	5

- En ce moment, diriez-vous que cela va plutôt bien ou plus tôt mal en France en ce qui concerne :

Ensemble des interviewés	Rappel Baromètre CIDEM SOFRES novembre 2001	Rappel Baromètre CIDEM SOFRES février 2002	Rappel Baromètre CIDEM SOFRES mai 2002	Baromètre CIDEM SOFRES novembre 2002
La qualité de votre vie quotidienne				
Plutôt bien	85	82	80	81
Plutôt mal	14	17	18	17
Sans opinion	1	1	2	2
La démocratie en France				
Plutôt bien	56	53	55	54
Plutôt mal	40	43	41	43
Sans opinion	4	4	4	3
Le fonctionnement des institutions				
Plutôt bien	-	38	37	46
Plutôt mal	-	58	57	49
Sans opinion	-	4	6	5
Le fonctionnement de la société				
Plutôt bien	26	26	27	28
Plutôt mal	71	72	70	70
Sans opinion	3	2	3	2
Le dynamisme de l'économie				
Plutôt bien	34	36	42	27
Plutôt mal	62	61	53	70
Sans opinion	4	3	5	3
L'égalité entre les personnes				
Plutôt bien	31	28	26	26
Plutôt mal	66	70	71	72
Sans opinion	3	2	3	2
L'implication des gens dans la vie démocratique				
Plutôt bien	31	28	34	26
Plutôt mal	63	66	61	69
Sans opinion	6	6	5	5

- Vous-même, en ce moment, êtes-vous très, assez, peu ou pas du tout intéressé par ce qui se passe dans l'actualité ?

Ensemble des interviewés	Rappel Baromètre CIDEM SOFRES novembre 2001	Rappel Baromètre CIDEM SOFRES février 2002	Rappel Baromètre CIDEM SOFRES mai 2002	Baromètre CIDEM SOFRES novembre 2002
Très intéressé	44	34	42	38
Assez intéressé	43	46	47	47
ST Intéressé	87	80	89	85
Peu intéressé	10	14	9	11
Pas du tout intéressé	2	6	2	4
ST Pas intéressé	13	20	11	15
Sans opinion	0	0	0	0

- Vous-même, vous intéressez-vous à la politique ?

Ensemble des interviewés	Rappel enquête CIDEM SOFRES avril 2002	Rappel Baromètre CIDEM SOFRES mai 2002	Baromètre CIDEM SOFRES novembre 2002
Beaucoup	11	18	13
Assez	31	39	33
ST Oui	42	57	46
Peu	40	32	33
Pas du tout	18	11	21
ST Non	58	43	54
Sans opinion	0	0	0

- Personnellement, pensez-vous que la politique :

	Rappel enquête CIDEM SOFRES avril 2002	Rappel Baromètre CIDEM SOFRES mai 2002	Baromètre CIDEM SOFRES novembre 2002
Permet de changer des choses importantes dans le pays et la vie quotidienne des gens	55	73	64
Ne permet pas de changer des choses importantes dans le pays et la vie quotidienne des gens	43	25	35
Sans opinion	2	2	1

- Pour chacun des droits suivants, dites-moi si c'est un droit que vous avez envie d'exercer en ce moment ?

Ensemble des interviewés	Oui, beaucoup	Oui, assez	Non, pas vraiment	Non, pas du tout	Sans opinion
Voter	59	27	9	5	0
	86		14		
Signer une pétition	27	38	21	13	1
	65		34		
Donner de l'argent pour une cause	20	45	20	15	0
	65		35		
Être membre d'une association	31	34	17	18	0
	65		35		
Soutenir le boycott de certains produits	25	31	24	18	2
	56		42		
Faire grève	17	27	25	30	1
	44		55		
Manifester dans la rue	13	23	27	37	0
	36		74		
Adhérer à un syndicat	13	18	22	46	1
	31		68		
Adhérer à un parti politique	6	11	23	60	0
	17		83		

- Pour chacun des droits suivants, dites-moi si c'est un droit que vous avez envie d'exercer en ce moment ?

Ensemble des interviewés (% de oui)	Rappel Baromètre CIDEM SOFRES novembre 2001	Rappel Baromètre CIDEM SOFRES février 2002	Rappel Baromètre CIDEM SOFRES mai 2002	Baromètre CIDEM SOFRES novembre 2002
Voter	76	80	95	86
Signer une pétition	64	64	66	65
Donner de l'argent pour une cause	64	66	66	65
Être membre d'une association	65	67	64	65
Soutenir le boycott de certains produits	52	53	51	56
Faire grève	44	40	45	44
Manifester dans la rue	36	36	36	36
Adhérer à un syndicat	31	30	32	31
Adhérer à un parti politique	13	12	18	17

- Ces derniers temps, diriez-vous que vous avez eu plutôt plus que d'habitude ou plutôt moins que d'habitude envie de vous engager dans une action ou un mouvement :

Ensemble des interviewés	Associatif	Syndical	Politique	Religieux
Plutôt plus que d'habitude	52	25	18	14
Plutôt moins que d'habitude	46	71	79	82
Sans opinion	2	4	3	4

- Ces derniers temps, diriez-vous que vous avez eu plutôt plus que d'habitude ou plutôt moins que d'habitude envie de vous engager dans une action ou un mouvement :

Ensemble des interviewés	Rappel Baromètre CIDEM SOFRES novembre 2001	Rappel Baromètre CIDEM SOFRES février 2002	Rappel Baromètre CIDEM SOFRES mai 2002	Baromètre CIDEM SOFRES novembre 2002
Associatif				
Plutôt plus que d'habitude	58	55	51	52
Plutôt moins que d'habitude	39	42	44	46
Sans opinion	3	3	5	2
Syndical				
Plutôt plus que d'habitude	21	21	34	25
Plutôt moins que d'habitude	74	75	59	71
Sans opinion	5	4	7	4
Politique				
Plutôt plus que d'habitude	14	14	32	18
Plutôt moins que d'habitude	83	84	64	79
Sans opinion	3	2	4	3
Religieux				
Plutôt plus que d'habitude	-	17	17	14
Plutôt moins que d'habitude	-	79	75	82
Sans opinion	-	4	8	4

- Ces derniers temps, diriez-vous que vous avez eu plutôt plus que d'habitude ou plutôt moins que d'habitude envie de vous engager dans une action ou un mouvement :

	Rappel Baromètre CIDEM SOFRES février 2002	Rappel Baromètre CIDEM SOFRES mai 2002	Baromètre CIDEM SOFRES novembre 2002
Ont plus que d'habitude envie de s'engager dans les quatre ou trois types d'actions cités	8	21	11
- Ont plus que d'habitude envie de s'engager dans deux des types d'actions cités	21	20	22
- Ont plus que d'habitude envie de s'engager dans un des types d'actions cités	39	30	32
- N'ont plus que d'habitude envie de s'engager dans aucun des types d'actions cités	32	29	35

- A propos du vote, de laquelle de ces deux opinions êtes-vous le plus proche ?

	Rappel Baromètre CIDEM SOFRES mai 2002	Baromètre CIDEM SOFRES novembre 2002
Voter, ce n'est pas une obligation, on le fait si on en a envie	6	10
Voter, c'est un devoir qu'il faut accomplir parce que c'est important	94	90
Sans opinion	0	0

- De laquelle de ces deux opinions êtes-vous le plus proche ?

	Rappel Baromètre CIDEM SOFRES novembre 2001	Rappel Baromètre CIDEM SOFRES février 2002	Rappel Baromètre CIDEM SOFRES mai 2002	Baromètre CIDEM SOFRES novembre 2002
S'engager, aujourd'hui, cela sert plutôt à se protéger, se défendre	24	25	18	22
S'engager, aujourd'hui, cela sert plutôt à faire avancer les choses	75	74	80	76
- Sans opinion	1	1	2	2

- Aujourd'hui, pour défendre quelles valeurs seriez-vous prêt à vous engager ? (1)

	Rappel Baromètre CIDEM SOFRES mai 2002		Baromètre CIDEM SOFRES novembre 2002	
	%	Rang	%	Rang
Pour défendre vos idées politiques	40	1	41	1
Pour lutter contre les inégalités	36	2	39	2
Pour défendre la liberté	31	3	31	3
Pour défendre la démocratie	30	4	25	4
Pour défendre la nation, le pays	18	5	18	5
Pour lutter contre le racisme	16	6	18	5
Pour défendre les droits de l'homme	3	7	2	7
Sans opinion	1		1	

(1) Le total des % est supérieur à 100, les personnes interrogées ayant pu donner deux réponses.

- A propos des institutions de la Vème République, estimez-vous aujourd'hui :

	Rappel Baromètre CIDEM SOFRES mai 2002	Baromètre CIDEM SOFRES novembre 2002
Qu'elles restent tout à fait adaptées et qu'il faut les conserver	23	29
Qu'elles sont dépassées, et qu'il faut les changer	72	64
Sans opinion	5	7

- Personnellement, vous sentez-vous citoyen de l'Europe : tout à fait, assez, pas vraiment ou pas du tout ?

Tout à fait	26
Assez	35
ST Oui	61
Pas vraiment	25
Pas du tout	13
ST Non	38
Sans opinion	1

- Dans l'ensemble, avez-vous le sentiment qu'aujourd'hui, l'Union européenne est tout à fait, plutôt, pas vraiment ou pas du tout :

	Tout à fait	Plutôt	Pas vraiment	Pas du tout	Sans opinion
Démocratique dans ses valeurs	13	32	38	12	5
	45		50		
Démocratique dans ses décisions	9	27	42	18	4
	36		60		
Transparente dans son fonctionnement	6	16	46	30	2
	22		76		
Proche des citoyens et attentive à leurs souhaits	4	18	50	27	1
	22		77		

- Quels sont les domaines dans lesquels l'Europe vous semble le plus utile à ses citoyens ? (1)

	%	Rang
La sécurité contre la grande criminalité	34	1
La compétitivité des entreprises et l'emploi	33	2
La santé, par des règles sanitaires communes à l'ensemble des pays européens	30	3
La défense des droits des individus	25	4
L'aide aux régions défavorisées	21	5
Le développement de la culture dans chaque pays	19	6
Autres	2	
Sans opinion	2	

(1) Le total des % est supérieur à 100, les personnes interrogées ayant pu donner deux réponses.

- Parmi les mesures suivantes qui pourraient être adoptées un jour en Europe, lesquelles contribueraient le plus à vous rapprocher de l'Europe, à vous faire sentir citoyen européen ? (1)

	%	Rang
La mise en place d'une véritable Europe sociale	52	1
La mise en place d'une fiscalité commune à toute l'Europe	36	2
L'harmonisation des programmes scolaires entre les pays de l'Union	27	3
La création d'une défense européenne unie	25	4
L'élection d'un président de l'Europe au suffrage universel	16	5
La création de télévisions européennes	2	6
Autre	1	
Sans opinion	3	

(1) Le total des % est supérieur à 100, les personnes interrogées ayant pu donner deux réponses.

- Souhaitez vous qu'il y ait pour l'Europe l'élection au suffrage universel d'un Président européen ayant de réels pouvoirs ?

	Rappel enquête Enjeux les Echos Fondation Robert Schuman / SOFRES décembre 2001	Baromètre CIDEM SOFRES novembre 2002
Oui, le souhaite	45	46
Non, ne le souhaite pas	45	52
Sans opinion	10	2

- Les réformes suivantes vous paraissent-elles indispensables, utiles mais pas prioritaires, ou pas souhaitables pour améliorer le fonctionnement de l'Europe ?

	Indisp.	Utile mais pas prioritaire	Pas souhaitable	Sans opinion
L'adoption d'une Constitution européenne commune à tous les États	38	44	14	4
Plus de pouvoirs pour la Commission européenne par rapport aux pouvoirs des États membres de l'Union	25	45	26	4
Plus de pouvoir pour les députés du Parlement européen	24	59	15	2
Une réforme du mode de scrutin des élections européennes	22	55	17	6

Fiche Technique

Enquête réalisée les 27 et 28 novembre 2002 pour le **CIDEM** auprès d'un échantillon national de 1 000 personnes représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus, interrogées par téléphone. Méthode des quotas (sexe, âge, activité) et stratification par région et catégorie d'agglomération.

Famille - Parentalité - Enfance - Jeunesse

Opinions et attentes des Français en matière de politique publique familiale

IFOP - Janvier 2002

Fédération Familles de France et Dossier Familial

La principale difficulté rencontrée au sein de la famille

- La famille peut être confrontée à de nombreuses difficultés dans sa vie de tous les jours. Selon vous, quel est le problème le plus important au sein des familles aujourd'hui ?

	Ensemble (%)
L'éducation des enfants	38
L'absence d'un des deux parents	24
Le fait que les deux parents travaillent	13
Les relations entre les parents	10
Le manque d'aides aux familles	9
Le souhait d'indépendance et d'autonomie des enfants	4
Ne se prononcent pas	2
TOTAL	100

Le niveau d'information sur les aides aux familles

- Vous personnellement, vous sentez-vous très informé, plutôt informé, plutôt pas informé ou pas du tout informé sur les aides aux familles ?

	Ensemble (%)
TOTAL informé	46
Très informé	8
Plutôt informé	38
TOTAL pas informé	53
Plutôt pas informé	30
Pas du tout informé	23
- Ne se prononcent pas	1
TOTAL	100

Le jugement sur les aides publiques accordées aux familles

- Les aides publiques accordées à la famille vous paraissent-elles ... ?

	Ensemble (%)
TOTAL suffisantes	45
Tout à fait suffisantes	7
Plutôt suffisantes	38
TOTAL insuffisantes	48
Plutôt insuffisantes	36
Très insuffisantes	12
Ne se prononcent pas	7
TOTAL	100

Le secteur d'aides à simplifier en priorité

- Parmi les différents secteurs d'aides que je vais vous citer, quel est celui qui, à votre avis, devrait être simplifié en priorité ?

	Ensemble (%)
Les aides à l'emploi	31
Les aides au logement	16
Les aides pour la garde des enfants	16
Les prestations familiales	15
Les aides scolaires	15
Les prestations maternité	3
Ne se prononcent pas	4
TOTAL	100

Les mesures prioritaires en matière d'aides aux familles

- Selon vous, parmi les mesures suivantes, laquelle vous semble prioritaire aujourd'hui ? En premier ? Et ensuite ?

	En premier (%)	Total des citations (%)
Que l'on verse des allocations familiales dès le premier enfant	32	57
Que l'on maintienne le versement des allocations familiales jusqu'à l'âge de 22 ans	28	53
Que l'on accorde un avantage fiscal ou une prime aux familles ayant à charge des enfants de plus de 15 ans	19	46
Que l'on revalorise les allocations familiales existantes	18	36
Ne se prononcent pas	3	3
TOTAL	100	(*)

(*) Total supérieur à 100% en raison des réponses multiples

Le degré d'efficacité d'une politique familiale conduite au niveau européen

- Vous personnellement, pensez-vous que la politique familiale peut être plus efficace si elle est conduite à un niveau européen ?

	Ensemble (%)
TOTAL oui	53
Oui, tout à fait	22
Oui, plutôt	31
TOTAL non	40
Non, plutôt pas	18
Non, pas du tout	22
Ne se prononcent pas	7
TOTAL	100

Le jugement sur l'implication du milieu scolaire pour certains domaines

- Vous personnellement, avez-vous le sentiment que l'on s'occupe suffisamment en milieu scolaire des problèmes liés à ... ?

	TOTAL oui	Oui, tout à fait	Oui, plutôt	TOTAL non	Non, plutôt pas	Non, pas du tout	NSP	TOTAL
	(%)	(%)	(%)	(%)	(%)	(%)	(%)	(%)
La précocité intellectuelle	36	10	26	57	32	25	7	100
La dyslexie	35	8	27	51	29	22	14	100
L'obésité	19	6	13	74	31	43	7	100
L'anorexie	16	4	12	74	33	41	10	100

Le niveau d'adhésion au financement par la CAF d'une aide pour les jeunes partant en mission humanitaire

- Que pensez-vous de l'idée d'aider les jeunes de 20 à 25 ans qui ne reçoivent plus d'allocations familiales à partir pour effectuer une mission humanitaire, grâce à une aide financière de la Caisse d'Allocations Familiales ?. Y êtes-vous ... ?

	Ensemble (%)
TOTAL favorable	86
Très favorable	32
Plutôt favorable	54
TOTAL opposé	13
Plutôt opposé	8
Très opposé	5
- Ne se prononcent pas	1
TOTAL	100

L'attitude à adopter face à la diffusion d'images à caractère violent dans les médias

- Vous personnellement, de laquelle de ces deux opinions vous sentez-vous le plus proche ?

	Ensemble (%)
Il faut édicter des règles qui limitent la diffusion d'images à caractère violent car elles ont un impact sur le comportement des enfants	84
Toute image même à caractère violent doit pouvoir être diffusée dans les médias car il en va de la liberté d'expression	15
- Ne se prononcent pas	1
TOTAL	100

Fiche technique

Echantillon de 1002 personnes, représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus. La représentativité de l'échantillon a été assurée par la méthode des quotas (sexe, âge, profession du chef de famille) après stratification par région et catégorie d'agglomération. Les interviews ont eu lieu par téléphone au domicile des personnes interrogées. Du 12 au 16 janvier 2002

Les Français et les politiques d'action sanitaire et sociale

CSA - Mars 2002

L'UNIOOSS

- Estimez-vous que l'on parle trop, pas assez ou comme il faut, dans le cadre de la campagne présidentielle, de la situation des personnes les plus fragiles de notre société (c'est-à-dire de l'enfance en danger, des personnes handicapées, des exclus, des personnes âgées dépendantes...)?

	%
On en parle trop	6
On n'en parle pas assez	74
On en parle comme il faut	19
Ne se prononcent pas	1
<i>TOTAL</i>	<i>100</i>

- Diriez-vous que la situation des personnes les plus fragiles de notre société est bien prise en compte par les candidats à l'élection présidentielle ?

	%
Oui	25
Oui, tout à fait	6
Oui, plutôt	19
Non	72
Non, plutôt pas	45
Non, pas du tout	27
Ne se prononcent pas	3
<i>TOTAL</i>	<i>100</i>

- Considérez-vous qu'au cours des prochaines années, les pouvoirs publics devront intervenir plus, intervenir moins ou intervenir autant qu'actuellement en faveur...?

	%	Intervenir plus	Intervenir moins	Intervenir autant	Ne se prononcent pas
Des personnes handicapées	100	86	1	13	-
Des malades	100	82	-	18	-
De la petite enfance	100	80	1	18	1
Des personnes âgées dépendantes	100	80	1	19	-
Des parents en difficulté dans l'éducation de leurs enfants	100	79	4	16	1
Des jeunes	100	78	2	19	1
Des exclus	100	72	5	22	1
Des étrangers	100	30	33	35	2
Des demandeurs d'asile	100	26	38	33	3

- Et de façon plus précise, quels sont, selon vous, les besoins des personnes fragiles à prendre en compte prioritairement ?

<i>(Réponses données à l'aide d'une liste)</i>	%	Rang
L'accès à l'emploi des jeunes	34	1
L'accès de tous à des soins de qualité à l'hôpital	33	2
L'accès des personnes handicapées aux lieux publics et aux transports	27	3
L'aide aux personnes âgées dépendantes ou handicapées	25	4
Le soutien aux parents en difficulté dans l'éducation de leurs enfants	24	5
L'accès à l'emploi des chômeurs de longue durée	21	6
L'accompagnement des personnes en fin de vie	14	7
Ne se prononcent pas	2	
TOTAL	(1)	

(1) Total supérieur à 100, les interviewés ayant pu donner deux réponses

- A qui faites-vous le plus confiance pour prendre en compte les besoins des personnes les plus fragiles ?

<i>(Réponses données à l'aide d'une liste)</i>	%	Rang
Aux associations engagées dans l'action sanitaire et sociale	38	1
Aux organismes sociaux (comme les Caisses d'allocation familiales, les caisses d'assurance maladie...)	33	2
Aux communes	25	3
A l'Etat	20	4
Aux conseils généraux (c'est-à-dire aux conseils s'occupant de la gestion des départements)	17	5
Aux Services Publics	12	6
Aux conseils régionaux	11	7
Aux entreprises de services marchands	1	8
Ne se prononcent pas	4	
TOTAL	(1)	

(1) Total supérieur à 100, les interviewés ayant pu donner deux réponses

- Considérez-vous que ce sont plutôt aux Services Publics, aux entreprises de service marchand ou aux associations engagées dans l'action sanitaire et sociale de s'occuper... ?

	%	Aux services publics	Aux entreprises de service marchand	Aux associations engagées dans l'action sanitaire et sociale	Ne se prononcent pas
... des malades	100	75	1	22	2
... des personnes handicapées	100	67	1	31	1
... des personnes âgées dépendantes	100	67	2	29	2
... de la petite enfance	100	66	2	30	2
... des exclus	100	61	3	33	3
... des étrangers en démarche d'insertion	100	56	4	32	8
... des jeunes en désarroi	100	53	2	42	3
... des parents en difficulté dans l'éducation de leurs enfants	100	51	2	44	3

- Qu'est-ce qui selon vous caractérise le mieux les professions sociales (comme les assistantes sociales, les infirmières, les aides à domicile, le personnel de santé, les éducateurs, les médiateurs...)?

<i>(Réponses données à l'aide d'une liste)</i>	%	Rang
Les conditions de travail difficiles	50	1
Le faible salaire	40	2
La nécessité d'avoir une vocation	30	3
Rien de tout cela, les professions sociales sont des métiers comme les autres	17	4
Les difficultés à y faire carrière	13	5
Ne se prononcent pas	5	
TOTAL	(1)	

(1) Total supérieur à 100, les interviewés ayant pu donner deux réponses

- Qu'attendez-vous en priorité de ces professionnels ?

<i>(Réponses données à l'aide d'une liste)</i>	%
Une aide dans la vie quotidienne	37
De la compétence technique	32
De la disponibilité	30
Ne se prononcent pas	1
TOTAL	100

- Vous-même, accepteriez-vous de prendre de votre temps pour accompagner des personnes fragiles ?

	%
Je le fais déjà pour des amis, pour des proches	35
Je le fais déjà dans le cadre d'une association	10
J'aimerais le faire mais je ne sais pas qui contacter	6
J'aimerais le faire mais je suis déjà très occupé	38
C'est aux intéressés de se prendre eux-mêmes en charge	5
Ne se prononcent pas	6
TOTAL	100

Fiche Technique

Sondage exclusif CSA / L'UNIOPSS réalisé par téléphone les 13 et 14 mars 2002 auprès d'un échantillon national représentatif de 1001 personnes âgées de 18 ans et plus, constitué d'après la méthode des quotas (sexe, âge, profession du chef de ménage), après stratification par région et taille d'agglomération

Internet dans la famille

SOFRES - mars 2002

Bayard web

Interrogés à la demande de *Bayardweb* sur leur perception d'Internet et la place qu'occupe cet outil à la maison, les parents d'enfants âgés de 4 à 18 ans montrent un intérêt particulièrement marqué pour Internet à domicile en tant source de renseignements (71%), outil pédagogique (44%) et moyen de communication (43%). Dans le même temps, la connexion à domicile suscite des craintes : le risque que les enfants se rendent sur des sites inappropriés préoccupe 78% des parents – risque plus fortement redouté chez les parents non-connectés (84%) que chez les connectés (69%). Notre étude fait également apparaître un sentiment de fracture numérique sinon dans la famille entre les générations, du moins entre les familles, selon les catégories sociales auxquelles elles appartiennent. Enfin, les attentes des parents à l'égard d'Internet portent sur la possibilité d'effectuer toutes les démarches administratives en ligne (53%) et la présence plus affirmée de services pratiques (40%).

Internet à la maison : apports et craintes

Etre connecté à Internet à domicile présente un intérêt majeur aux yeux des parents interrogés : il s'agit avant tout d'un outil pratique pour rechercher des renseignements dans quelque domaine que ce soit (67%). Deux autres fonctions importantes se dégagent cependant : Internet constitue un outil pédagogique pour les enfants (44%), ainsi qu'un moyen de communiquer avec ses amis ou sa famille (43%). Plus secondairement, Internet présente aussi l'intérêt d'un mode d'information supplémentaire (22%), voire d'un moyen de se familiariser avec les nouvelles technologies (13%), et très marginalement, permet de faire ses courses depuis chez soi (3%).

Des approches différenciées

Les approches d'Internet sont cependant différenciées :

- selon que l'on est connecté ou non : ceux qui ont déjà une connexion Internet à la maison soulignent davantage l'intérêt en terme de recherche de renseignements (71%) mais aussi de communication avec ses proches (57%, contre 35% chez les non connectés), tandis que les non-connectés se montrent particulièrement intéressés par la fonction pédagogique d'Internet pour les enfants (51%, 2^{ème} motif de connexion) ;
- selon l'âge : les moins de 35 ans se montrent nettement plus sensibles aux possibilités qu'offre Internet en termes de communication (52%) que les 45 ans et plus (39%). De même, l'aspect formateur par rapport aux nouvelles technologies de communication est souligné par les moins de 45 ans (16%) bien plus que par leurs aînés (5%) ;
- selon la catégorie sociale : alors que les cadres et professions intellectuelles supérieures mettent particulièrement l'accent sur l'intérêt de la connexion Internet à domicile pour communiquer (64%) et pour s'informer (22%), l'outil pédagogique que cela peut constituer retient l'attention des catégories populaires – employés (54%), ouvriers (53%) – bien plus que la moyenne des parents interrogés (44%). Internet semble donc constituer d'autant plus un appoint pour la famille que l'on se sent moins pourvu en capital culturel et scolaire.

La connexion à domicile, un sujet de préoccupation pour les parents

Les parents soulignent avant tout le risque pour leurs enfants d'aller sur des sites ou de faire des rencontres inappropriés (78%, dont 54% se disent très préoccupés, contre 22% que cela ne préoccupe pas), une crainte plus marquée chez les femmes (81% de préoccupées, contre 75% chez les hommes), les moins de 45 ans (81%, contre 70% au delà), les ouvriers (83%) et les parents d'enfants de 13 à 15 ans (87%), mais aussi, et il y a peut-être là le signe d'un frein important à la connexion lié aux représentations bien plus qu'à l'expérience, chez les non connectés (84%) bien plus que chez les connectés (69%).

La sécurité de paiement constitue le deuxième motif de préoccupation (73% contre 26% de non préoccupés), réunissant connectés et non connectés. A l'inverse, deux autres motifs d'inquiétude proposés aux répondants – le temps passé par les enfants devant l'écran (59% de préoccupés contre 40%) et l'augmentation de la facture de télécommunications (57% contre 42%) apparaissent minoritaires chez les connectés tandis qu'ils sont fortement mis en avant par les non-connectés.

Ainsi, ces derniers affichent un niveau d'inquiétude plus élevé – en particulier envers le risque d'une trop grande captation des enfants par Internet – qui peut contribuer à expliquer le fait qu'ils ne soient pas connectés à domicile, même si la préoccupation plus marquée des parents de milieu ouvrier sur la question de la facture vient rappeler que le coût anticipé de la connexion reste un obstacle important. A l'inverse, l'expérience de la connexion semble atténuer les préoccupations des parents.

Le rapport des parents à Internet

Internet ne semble pas constituer un facteur de déqualification des parents face à leurs enfants. Certes, deux tiers environ (66%) des parents d'enfants de 4 à 18 ans ont le sentiment de mal maîtriser Internet, dont 43% " très mal " , tandis que 34% se sentent à l'aise en la matière. Cependant ce sentiment d'incompétence est essentiellement le fait de ceux qui n'ont pas Internet à domicile, dont 22% seulement disent bien le maîtriser, contre 77% qui se sentent démunis ; à l'inverse, les parents connectés se montrent majoritairement confiants (56% pensent bien le maîtriser, contre 44%) : là encore l'expérience semble le meilleur antidote aux inquiétudes.

Les parents apparaissent cependant très inégaux face à Internet, à l'égard duquel le sentiment de compétence fait l'objet de profonds clivages. Il est en effet nettement plus marqué chez les pères (41%) que chez les mères (28%), décroît fortement avec l'âge (passant de 58% chez les moins de 35 ans à 26% chez les 45 ans et plus), et surtout est majoritaire dans les catégories moyennes et supérieures (commerçants, cadres, professions intermédiaires), tandis qu'il est très minoritaire chez les employés (22%) et les ouvriers (18%). Sexuelle, générationnelle, sociale : la " fracture numérique " existe donc bien, au moins dans les esprits, sinon dans la famille mais en tout cas entre les familles.

Internet, vecteur de lien familial

Par delà l'aisance plus ou moins grande dont les parents font preuve face à la machine, Internet est cependant bien présent dans la vie de la famille. Ainsi, 43% (contre 56%) des parents en discutent souvent ou de temps en temps avec leurs enfants, au sujet d'un nouveau site par exemple. Ils sont même 59% (contre 40%) à le faire chez ceux qui ont une connexion à domicile, et plus de 50% chez ceux qui ont des enfants âgés de 10 ans ou plus, qu'ils soient connectés ou non.

De même, 60% (contre 40%) des parents connectés échangent du courrier électronique avec d'autres membres de leur famille, et un sur deux (50% contre 49%) navigue sur Internet avec ses enfants. A l'inverse, seuls 4% des parents interrogés déclarent faire leur course pour la famille par Internet.

Si celui-ci peut donc bien constituer un vecteur de discussion ou d'activité commune entre parents et enfants, voire un lien pour la famille élargie, il est encore loin de se substituer à la sortie au supermarché.

Des attentes avant tout pratiques

Les parents expriment, dans leur ensemble, des attentes prioritairement pratiques à l'égard d'Internet. Ils souhaitent avant tout qu'à l'avenir on puisse faire toutes les démarches

administratives en ligne (53%) et que l'on trouve davantage de services pratiques pour les particuliers (40%).

L'apport que pourrait constituer Internet en terme de connaissance et d'apprentissage constitue le deuxième grand domaine d'attentes : ainsi, 48% des parents souhaitent davantage de sites pédagogiques pour les enfants (2^{ème} attente), et 23% des sites de formation personnalisée pour les adultes. Ainsi, quelque soit le sentiment de maîtrise de l'outil, les parents ont clairement intégré d'Internet dans les stratégies d'apprentissage et de formation pour le futur. On soulignera en particulier le fait que chez les parents non-connectés, ainsi que chez ceux qui ont des enfants de 4 à 6 ans, la première attente pour le futur concerne les sites pédagogiques pour les enfants (respectivement 51% et 55%), avant même la simplification des démarches administratives.

Enfin si une plus grande fiabilité des informations disponibles sur le Net (23%) et la sécurisation des paiements (18%) constituent aussi des attentes non-négligeables, quoique moins largement exprimées, le développement de la dimension récréative d'Internet (télévision par Internet, davantage de sites de loisirs, contenus plus animés) semble nettement plus secondaire aux yeux des parents. A l'inverse, très probablement, de leur progéniture.

Les parents partagés sur la question des services payants

Au total, Internet semble trouver sa place au sein des familles et des rapports parents-enfants. Serait-on pour autant prêt à payer de façon plus systématique qu'aujourd'hui pour assurer une meilleure qualité des informations et des services qu'Internet délivre à domicile ?

Les parents apparaissent partagés sur cette question exigeante, 43% s'y disant prêts contre 53% qui s'y refuseraient. Mais le contraste est ici particulièrement notoire entre ceux qui sont déjà connectés, que l'habitude de la gratuité amène à repousser majoritairement une telle perspective (62% ne seraient pas prêts à payer, contre 34%), et ceux qui n'ont pas de connexion à domicile, beaucoup plus partagés (47% contre 47%). Une offre de plus grande qualité, fût-elle payante, en permettant de lever certaines inquiétudes observées chez ces parents non-connectés, pourrait ainsi constituer un facteur incitatif à la connexion d'un certain nombre de familles.

L'intérêt d'internet au foyer

- Pour vous et votre famille, quel est ou quel serait le principal intérêt d'avoir Internet à la maison ? Et en second ? (1)

	Réponse citée en premier			Réponses citées en premier et en second		
	Ensemble	Parents connectés	Parents non connectés	Ensemble	Parents connectés	Parents non connectés
C'est un outil pratique pour rechercher des renseignements dans n'importe quel domaine	46	54	41	67	71	65
C'est un bon outil pédagogique pour les enfants	22	9	30	44	34	51
C'est un moyen de communiquer avec les autres, ses amis ou le reste de la famille par exemple	15	22	11	43	57	35
C'est un mode d'information	10	11	9	22	23	21
Cela permet à chacun de familiariser avec les nouvelles technologies de communication	3	2	3	13	9	15
Cela permet de faire ses courses sans avoir à se déplacer	0	1	0	3	3	2
- Sans opinion	4	1	6	4	1	6

(1) Le total des % est supérieur à 100, les personnes interrogées ayant pu donner deux réponses.

Les préoccupations à l'égard d'Internet

- Personnellement, êtes-vous (ou seriez-vous) préoccupé ou pas préoccupé en ce qui concerne :

	Ensemble	Parents connectés	Parents non connectés
Le risque pour les enfants d'aller sur des sites ou de faire des rencontres inappropriés			
Très préoccupé	54	45	60
Assez préoccupé	24	24	24
Pas vraiment préoccupé	14	19	11
Pas du tout préoccupé	8	12	5
Sans opinion	0	0	0
La sécurité du paiement lors d'un achat en ligne sur Internet			
Très préoccupé	43	44	42
Assez préoccupé	30	31	29
Pas vraiment préoccupé	10	12	9
Pas du tout préoccupé	16	13	18
Sans opinion	1	0	2
Le temps passé par les enfants devant l'ordinateur			
Très préoccupé	21	15	25
Assez préoccupé	38	27	45
Pas vraiment préoccupé	26	38	19
Pas du tout préoccupé	14	19	10
Sans opinion	1	1	1
L'augmentation de votre facture de télécommunications liée à l'usage d'Internet par la famille			
Très préoccupé	28	13	37
Assez préoccupé	29	24	32
Pas vraiment préoccupé	22	31	17
Pas du tout préoccupé	20	31	13
Sans opinion	1	1	1

La maîtrise d'Internet par les parents

- Vous personnellement, avez-vous le sentiment de maîtriser Internet (c'est à dire de savoir en utiliser les différentes ressources et possibilités) :

	Ensemble	Parents connectés	Parents non connectés
Très bien	9	18	4
Assez bien	25	38	18
Assez mal	23	25	21
Très mal	43	19	56
Sans réponse	0	0	1

Les usages d'Internet

- Personnellement, vous arrive-t-il de :

	Ensemble	Parents connectés	Parents non connectés
Discuter d'Internet avec vos enfants (parler d'un nouveau site par exemple)			
Souvent	12	19	8
De temps en temps	31	40	26
Rarement	21	18	23
Jamais	35	22	43
Sans opinion	1	1	0
Echanger du courrier électronique avec des membres de votre famille			
Souvent	14	33	2
De temps en temps	14	27	7
Rarement	10	16	7
Jamais	62	24	84
Sans opinion	0	0	0
Naviguer sur Internet avec vos enfants			
Souvent	5	12	0
De temps en temps	19	38	8
Rarement	14	23	8
Jamais	62	26	84
Sans opinion	0	1	0
Faire les courses pour la famille en ligne			
Souvent	0	1	0
De temps en temps	4	8	1
Rarement	3	9	0
Jamais	93	82	99
Sans opinion	0	0	0

Les attentes pour l'avenir

- En pensant à Internet d'ici quelques années, qu'est-ce que vous aimeriez y trouver pour vous et vos enfants ? (1)

	Ensemble	Parents connectés	Parents non connectés
La possibilité de faire toutes les démarches administratives en ligne	53	65	47
Davantage de sites pédagogiques pour les enfants	48	43	51
Davantage de services pratiques pour les particuliers (adresses pour sortir, réservation de billets de voyage, annonces d'emplois par exemple)	40	37	42
Des sites de formation permanente personnalisée pour les adultes	23	23	22
Des informations plus fiables	21	15	25
La possibilité de faire des achats en ligne en toute sécurité	18	27	14
La possibilité de regarder toutes les chaînes de télévisions avec la même qualité de définition que sur un poste aujourd'hui	13	16	12
Plus de sites liés aux loisirs	12	12	12
Des contenus plus animés	5	4	6
Sans opinion	4	2	4

(1) Le total des % est supérieur à 100, les personnes interrogées ayant pu donner trois réponses.

L'Internet payant

- Personnellement, en ce qui concerne les informations et les services que vous utilisez sur Internet, seriez-vous prêt ou pas prêt à payer un peu afin que cette information et ces services soient plus fiables et plus complets qu'aujourd'hui ?

	Ensemble	Parents connectés	Parents non connectés
Serait prêt	43	34	47
Ne serait pas prêt	52	62	47
Sans opinion	5	4	6

Fiche Technique

Enquête réalisée les 14 et 15 mars 2002 pour *BayardWeb* auprès d'un échantillon représentatif de 500 parents d'enfants âgés de 4 à 18 ans, composé d'un échantillon de 300 parents extrait d'un échantillon représentatif de la population française, et d'un sur-échantillon de 200 parents ayant une connexion Internet à la maison. (Les données ont été pondérées afin de rétablir le rapport connectés / non-connectés constaté chez l'ensemble des parents d'enfants de 4 à 18 ans). Méthode des quotas (sexe, âge du chef de ménage, profession du chef de ménage PCS) et stratification par région et catégorie d'agglomération.

Les relations mère-fille

SOFRES - Avril 2002

Le Pèlerin Magazine

- Imaginez que vous deviez donner des conseils à votre fille. Vous, en tant que père ou mère, que lui conseilleriez-vous de privilégier avant tout dans sa vie de femme ?

	ENSEMBLE	FEMMES	HOMMES
Sa vie professionnelle	36	37	35
Sa vie de couple	29	26	32
Sa vie de mère de famille	23	25	21
Sa vie sociale (à travers les associations, le bénévolat, les relations...)	7	7	7
Sans opinion	5	5	5

- Selon vous, personnellement, quelles sont les valeurs et les qualités les plus importantes pour une femme et qu'une mère devrait transmettre à sa fille ? (1)

	%	Rang
La tolérance	64	1
La confiance en soi	59	2
La générosité	51	3
L'amour maternel	51	3
La force de caractère, le dynamisme	45	5
L'écoute	41	6
L'ambition, la réussite	38	7
L'amour conjugal	33	8
La sensibilité, l'émotion	22	9
L'autorité	21	10
L'amour filial	17	11
La foi	13	12
Le sacrifice de soi	6	13
Sans opinion	1	

(1) Le total des pourcentages est supérieur à 100, les personnes interrogées ayant pu donner plusieurs

Fiche Technique

Enquête réalisée les 18 et 19 avril 2002 pour **Le Pèlerin Magazine** en face à face auprès d'un échantillon national de 1.000 personnes représentatif de l'ensemble de la population âgée de 18 ans et plus. Méthode des quotas (sexe, âge, profession du chef de ménage PCS) et stratification par région et catégorie d'agglomération.

Sommes-nous de bons parents ? Nos enfants répondent.

BVA - Mars 2002

Vivre plus

Les parents d'aujourd'hui sont de super parents...

La quasi-unanimité des 15-34 ans (97%) sont très satisfaits de leurs parents. Respectivement 69% et 28% d'entre eux estiment en effet qu'ils ont ou ont eu de «très bons» ou «d'assez bons parents». Au palmarès des meilleurs parents figurent les habitants du Nord et de l'Est de la France (100% «ont de bons parents»). 73% des enfants de cadres supérieurs et d'inactifs pensent avoir de «bons parents». Ils sont ensuite respectivement 71%, 68% et 63% à partager cette opinion chez les enfants d'agriculteurs ou d'ouvriers, d'employés et de professions intermédiaires. Curieusement, alors que l'on pourrait penser que la crise de l'adolescence aurait pu les conduire à un jugement moins positif, ce sont les plus jeunes qui sont le plus satisfaits de leurs parents (99% « de bons parents» pour les 15-24 ans contre 96% pour les 25-34 ans).

...qui n'ont péché que par excès de gentillesse...

38% des jeunes reprochent à leurs parents de ne pas avoir été suffisamment sévères avec eux et 33% estiment qu'ils ont été «ni trop», «ni pas assez» sévères. Seuls 26% d'entre eux pensent que l'éducation qu'ils ont reçue était «trop sévère». Si les filles regrettent plus que les garçons (29% contre 21%) la sévérité de leurs parents, les seconds (40% contre 35% pour les filles) pensent au contraire que leur éducation a été trop laxiste. Ce sont même les moins de 25 ans qui insistent le plus sur la trop grande gentillesse de leurs parents (ils sont 40% à juger leurs parents «pas assez sévères» alors que les 25-34 ne sont que 35%).

En ce qui concerne le milieu professionnel, ce sont les enfants d'ouvriers, qui estiment le plus nettement que leurs parents ont manqué de sévérité (44%). Chez les enfants de cadres, de professions intermédiaires ou d'employés, ils sont respectivement 36%, 34% et 34% à partager cette opinion. D'un point de vue régional, seul les enfants de la région Sud Ouest pensent que leurs parents ont été «trop sévères» (38% «trop sévères» contre 27% «pas assez sévères» et 31% «ni trop sévères, ni pas assez sévères»). Partout ailleurs en France, ils estiment au contraire que leurs parents ne l'ont pas été assez (49% dans le Nord, 42% dans le bassin parisien, 46% dans le Centre Est). On pourra aussi noter que c'est dans l'agglomération parisienne que les enfants sont le plus satisfaits du comportement de leurs parents. 38% d'entre eux affirment que leurs parents ont été «ni trop sévères, ni pas assez sévères» (contre 28% «pas assez sévères» et 27% «trop sévères»).

...si bien que les enfants d'aujourd'hui souhaitent transmettre à leurs futurs enfants les mêmes valeurs que celles que leurs parents leur ont transmises

Les Français semblent en majorité partisans de l'égalité de traitement en matière des principales valeurs transmises par les parents des jeunes interrogés sont des valeurs classiques, voire traditionnelles telles que, le respect (65%), l'honnêteté (47%), le travail (47%), la bonne éducation (40%) et la famille (30%). Viennent ensuite des valeurs habituellement perçues comme plus modernes : la tolérance (31%), l'indépendance (14%) ou la justice (11%).

Le respect apparaît de très loin comme la valeur que les parents ont le plus cherché à transmettre à leurs enfants, et en particulier s'il s'agit d'une fille (69% contre 60% chez les garçons). De plus, si les garçons placent en 2ème position le travail comme valeur transmise par leurs parents (53% contre 42% chez les filles), les filles insistent plus particulièrement sur l'honnêteté (50% contre 44% chez les garçons). 47% des 15-24 ans placent en 2ème position parmi les valeurs transmises le travail, tandis que 51% des 25-34 ans classent l'honnêteté à cette place. Par ailleurs, seul les enfants du Sud Ouest positionnent le travail et non le respect comme première valeur transmise (61% contre 54% pour le respect).

Alors même que les valeurs transmises par les parents sont des valeurs classiques, ce sont étonnamment ces mêmes valeurs que les jeunes souhaitent inculquer plus tard à leurs propres enfants. Ainsi, 67% d'entre eux veulent transmettre le respect, 46% l'honnêteté, 41% le travail, 34% une bonne éducation et 27% la famille.

La différence entre parents et enfants tient cependant dans une volonté plus marquée chez les jeunes de transmettre les vertus de tolérance (42% pour les enfants, 31% pour les parents). La tolérance est en effet la 3ème valeur que souhaitent transmettre les jeunes à leurs futurs enfants (la seconde même pour les enfants de la région parisienne, du Nord, du Sud Ouest et du Centre Ouest). Cet attachement à la tolérance est encore plus marqué chez les filles (45%). On mentionnera enfin qu'une majorité d'enfants de cadres supérieurs et d'inactifs mettent le plus en avant une valeur comme l'honnêteté (52% et 56% contre seulement 41% chez les professions intermédiaires, 47% chez les employés, 42% chez les ouvriers).

La famille, plus que jamais une valeur moderne

Si la famille n'arrive qu'en 6ème position dans les valeurs que souhaitent transmettre les jeunes, elle n'en demeure pas moins une valeur moderne pour 79% d'entre eux. (39% «oui, tout à fait», 40% «Oui, plutôt»).

C'est auprès des plus jeunes que cette valeur a le plus de succès : 82% des 15-24 ans pensent que la famille est une valeur moderne contre 76% chez les 25-34 ans. Les filles (81%) plus que les garçons (76%) considèrent que cette valeur est loin d'être dépassée. Balayant les lieux communs, la famille n'est pas plus perçue comme une valeur moderne en milieu rural qu'en milieu urbain (80% des enfants habitant dans une grande ville ont une opinion favorable sur celle-ci).

C'est toutefois à Paris que la modernité de la famille est le moins perçue (27% des enfants jugent la famille «plutôt pas» ou «pas du tout» moderne).

- Vous personnellement, diriez-vous que vos parents sont (ont été) :

	Ensemble %
De très bons parents	69
D'assez bons parents	28
<i>Sous total bons parents</i>	<i>97</i>
D'assez mauvais parents	1
De très mauvais parents	-
<i>Sous total mauvais parents</i>	<i>1</i>
Ne sait pas	2
TOTAL	100

- Si vous deviez leur faire un reproche, diriez-vous que vos parents se sont montrés trop sévères ou pas assez sévères avec vous ?

	Ensemble %
Trop sévères	26
Pas assez sévères	38
Ni trop sévères, ni pas assez sévères	33
Ne sait pas	3
TOTAL	100

- Dans la liste suivante, quelles seraient les deux ou trois valeurs fondamentales que vos parents ont le plus cherché à vous transmettre ?

	Ensemble %
Le respect	65
L'honnêteté	47
Le travail	47
La bonne éducation	40
La tolérance	31
La famille	30
L'indépendance	14
La justice	11
Autres	1
Ne sait pas	-
<i>Total supérieur à 100% car plusieurs réponses possibles</i>	

- A partir de cette même liste, dites-moi quelles sont les deux ou trois valeurs fondamentales que vous souhaiteriez transmettre à vos enfants ?

	Ensemble %
Le respect	67
L'honnêteté	46
la tolérance	42
Le travail	41
La bonne éducation	34
La famille	27
La justice	16
L'indépendance	11
Autres	1
Ne sait pas	1
<i>Total supérieur à 100% car plusieurs réponses possibles</i>	

- Selon vous, la famille est-elle une valeur moderne ?

	Ensemble %
Oui, tout à fait	39
Oui, plutôt	40
<i>Sous total oui</i>	<i>79</i>
Non, plutôt pas	14
Non, pas du tout	6
<i>Sous total mauvais non</i>	<i>20</i>
Ne sait pas	1
TOTAL	100

Fiche Technique

Etude réalisée par l'Institut BVA par téléphone du 8 au 9 mars et du 15 au 16 mars 2002 auprès d'un échantillon de 674 jeunes âgée de 15 à 34 ans. Echantillonnage par la méthode des quotas : sexe, âge, profession du chef de famille, région et catégorie d'agglomération.

L'Impact de la mobilité géographique sur la perception de la famille

L'éloignement des proches, une incitation au voyage

IPSOS - Février 2002
Observatoire Thalys

L'enquête menée par Ipsos pour l'Observatoire Thalys dans sept pays d'Europe révèle que les Européens sont déjà assez largement confrontés à la dispersion géographique de la famille. Si l'on est pourtant encore, dans toute l'Europe mais plus particulièrement au sud, assez réticent à s'éloigner du cocon familial, les aspects positifs de cet éloignement l'emportent sur les désagréments pour une large part des personnes concernées.

Aujourd'hui, l'éloignement géographique au sein de la sphère familiale constitue une réalité très palpable pour près d'un Européen sur trois (36%) : ainsi, 27% des personnes interrogées déclarent que certains de leurs proches vivent dans une autre région, 7% dans un autre pays européen ou encore, dans une proportion équivalente, hors d'Europe. Pour 13% des Européens, cet éloignement géographique se double donc d'un éloignement culturel. Toutefois, cette dispersion géographique de la sphère familiale touche inégalement l'ensemble des nationalités interrogées : plus d'un Français sur deux, 45% des Britanniques et des Néerlandais se déclarent éloignés des personnes qui leur sont chères, contre seulement le quart des Allemands, des Espagnols ou des Italiens. Réalité tangible, ce phénomène est encore loin de faire l'unanimité. Interrogés sur l'hypothèse que les générations futures seront davantage amenées à s'expatrier, une personne sur deux juge qu'une telle évolution serait positive, contre 41% d'avis contraires. Les pays les plus enthousiastes étant les premiers concernés, on peut imaginer que l'expérience aide à mieux cerner les bénéfices associés à cet éloignement.

Si l'opinion des Européens s'avère partagée quant à l'expatriation des générations futures, les interviewés témoignent d'une assez forte perméabilité à la mobilité. Toutefois, les modalités du départ sont très tributaires des attaches des répondants : ainsi, si on leur proposait aujourd'hui "de quitter leur pays pour aller vivre en famille à l'étranger", et cela indépendamment de toute contrainte matérielle et financière, quatre Européens sur dix accepteraient, mais 53% d'entre eux s'y opposeraient. Là encore, l'Europe du Sud est plus réticente, tandis que les Français (54% qui accepteraient) et les Britanniques (57%) semblent plus aventureux. S'expatrier seul est en revanche plus difficile : les deux tiers des Européens, les trois quarts des Allemands, 70% des Hollandais pour ne citer que les plus circonspects, n'accepteraient "probablement" ou "certainement" pas de "s'éloigner de leur famille pour aller vivre à l'étranger".

Aujourd'hui, l'éloignement géographique au sein de la sphère familiale constitue une réalité très palpable pour près d'un Européen sur trois (36%) : ainsi, 27% des personnes interrogées déclarent que certains de leurs proches vivent dans une autre région, 7% dans un autre pays européen ou encore, dans une proportion équivalente, hors d'Europe. Pour 13% des Européens, cet éloignement géographique se double donc d'un éloignement culturel. Toutefois, cette dispersion géographique de la sphère familiale touche inégalement l'ensemble des nationalités interrogées : plus d'un Français sur deux, 45% des Britanniques et des Néerlandais se déclarent éloignés des personnes qui leur sont chères, contre seulement le quart des Allemands, des Espagnols ou des Italiens. Réalité tangible, ce phénomène est encore loin de faire l'unanimité. Interrogés sur l'hypothèse que les générations futures seront davantage amenées à s'expatrier, une personne sur deux juge qu'une telle évolution serait positive, contre 41% d'avis contraires. Les pays les plus enthousiastes étant les premiers concernés, on peut imaginer que l'expérience aide à mieux cerner les bénéfices associés à cet éloignement.

Si l'opinion des Européens s'avère partagée quant à l'expatriation des générations futures, les interviewés témoignent d'une assez forte perméabilité à la mobilité. Toutefois, les modalités du départ sont très tributaires des attaches des répondants : ainsi, si on leur proposait aujourd'hui "de quitter leur pays pour aller vivre en famille à l'étranger", et cela indépendamment de toute

contrainte matérielle et financière, quatre Européens sur dix accepteraient, mais 53% d'entre eux s'y opposeraient. Là encore, l'Europe du Sud est plus réticente, tandis que les Français (54% qui accepteraient) et les Britanniques (57%) semblent plus aventuriers. S'expatrier seul est en revanche plus difficile : les deux tiers des Européens, les trois quarts des Allemands, 70% des Hollandais pour ne citer que les plus circonspects, n'accepteraient "probablement" ou "certainement" pas de "s'éloigner de leur famille pour aller vivre à l'étranger".

Pourtant, pour la majorité des Européens interrogés, distance géographique ne rime pas forcément avec détérioration des relations familiales. Si 40% des interviewés sont toutefois de cet avis, on constate que les personnes directement confrontées à la situation sont également celles qui souscrivent le moins à cette affirmation. En particulier, seulement 30% des sondés ayant un proche à l'étranger considèrent que l'éloignement nuit à la qualité des relations. Au contraire, les Européens voient plus souvent dans cet éloignement "un encouragement à voyager plus souvent" (50% de citations sur l'ensemble des personnes interrogées, et plus de 70% de citations en France et aux Pays-Bas), ou "une opportunité d'enrichissement culturel" (citée par plus de quatre Européens sur dix, par deux tiers des Français et des Belges). Sur ce dernier point, des pôles de réticence sont tout de même à relever : en Allemagne et en Espagne particulièrement, où moins de trois sur dix voient dans l'éloignement la possibilité de s'ouvrir à de nouvelles cultures. Plus globalement, il est intéressant de constater que l'on a d'un côté des nations très sensibles à la distance familiale (France, Belgique, Pays-Bas), où l'on ressent le plus les menaces, mais aussi les avantages, de l'éloignement ; ces pays sont également les premiers concernés par le phénomène. De l'autre côté, les pays plus indifférents aux menaces comme aux points positifs sont aussi les moins touchés par l'éparpillement familial (c'est particulièrement le cas de l'Espagne ou de l'Italie).

Positive ou négative, la dispersion familiale renforce en tout cas les envies de voyage. Si le cas se présentait, plus de sept Européens sur dix aimeraient rendre plus souvent visite à leur famille à l'étranger, les plus jeunes étant également les plus motivés pour saisir cette opportunité. Des déplacements plus fréquents vont-ils alors favoriser les mariages "binationaux" ? Déjà deux Européens sur trois pensent qu'il serait positif que "les générations futures connaissent plus de mariages entre personnes de nationalités différentes". Les Britanniques (77% d'entre eux jugeraient une telle évolution favorablement), les Français (73%) et les Espagnols (67%) sont les plus ouverts à ces unions ; et sur l'ensemble des Européens, ce sont une fois encore les jeunes qui se montrent les plus attirés par cette perspective...

Famille et mobilité géographique : perception des évolutions futures

- Voici deux évolutions possibles de notre société, vous me direz pour chacune si globalement vous pensez qu'il s'agirait plutôt d'une évolution positive ou plutôt négative ?

Les générations futures...

Connaîtront plus de mariages entre personnes de différentes nationalités	Ensemble (base : 3451) %	France (base : 511) %	Allema-gne (base : 480) %	Belgique			Espagne (base : 549) %	Italie (base : 503) %	Pays-Bas (base : 426) %	Royaume Uni (base : 504) %
				Ensemble (base : 478) %	Francoph one (base : 229) %	Néerland o-phone (base : 249) %				
Ce serait une évolution plutôt positive	66	73	65	47	55	40	67	60	52	77
Ce serait une évolution plutôt négative	22	20	29	33	30	36	16	24	28	15
(Ni positive, ni négative)	7	2	3	14	10	17	10	10	17	4
NSP	5	5	3	6	5	7	7	6	3	4
	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100

- Voici deux évolutions possibles de notre société, vous me direz pour chacune si globalement vous pensez qu'il s'agirait plutôt d'une évolution positive ou plutôt négative ?

Les générations futures ...

Seront davantage amenées à quitter leur pays pour aller vivre à l'étranger	Ensemble (base : 3451) %	France (base : 511) %	Allema-gne (base : 480) %	Belgique			Espagne (base : 549) %	Italie (base : 503) %	Pays-Bas (base : 426) %	Royaume Uni (base : 504) %
				Ensemble (base : 478) %	Francoph o-phone (base : 229) %	Néerland o-phone (base : 249) %				
Ce serait une évolution plutôt positive	49	57	41	52	57	45	49	39	45	63
Ce serait une évolution plutôt négative	41	38	53	32	31	34	36	47	30	31
(Ni positive, ni négative)	6	1	3	11	8	15	8	9	20	4
NSP	4	4	3	5	4	6	7	5	5	2
	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100

- Voici deux évolutions possibles de notre société, vous me direz pour chacune si globalement vous pensez qu'il s'agirait plutôt d'une évolution positive ou plutôt négative ?

Récapitulatif réponse «ce serait une évolution plutôt positive»

Les générations futures ...	Ensemble (base : 3451) %	Voyageurs tous pays (base: 2444) %	Voyageurs Réguliers tous pays (base : 337) %	Voyageurs Occasionnels tous pays (base: 1943) %
Connaîtront plus de mariages entre personnes de différentes nationalités	66	70	70	70
Seront davantage amenées à quitter leur pays pour aller vivre à l'étranger	49	53	61	51

Le potentiel de mobilité géographique avec ou sans famille

- Indépendamment de toute contrainte matérielle ou financière, si on vous le proposait, accepteriez-vous...

De vous éloigner de votre famille pour aller vivre à l'étranger	Ensemble (base : 3451) %	France (base : 511) %	Allema- gne (base : 480) %	Belgique			Espagne (base : 549) %	Italie (base : 503) %	Pays-Bas (base : 426) %	Royaume Uni (base : 504) %
				Ensemble (base : 478) %	Francopho ne (base : 229) %	Néerland o-phone (base : 249) %				
Oui, certainement	13	16	9	15	25	7	8	14	13	18
Oui, probablement	17	21	12	19	18	20	14	17	16	23
S/Total Oui	30	37	21	34	43	27	22	31	29	41
Non, probablement pas	19	23	22	23	22	24	20	15	21	13
Non, certainement pas	49	39	55	41	34	47	54	50	49	44
S/Total Non	68	62	77	64	56	71	74	65	70	57
(NSP)	2	1	2	2	1	2	4	4	1	2
	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100

- Indépendamment de toute contrainte matérielle ou financière, si on vous le proposait, accepteriez-vous...

De voyager plus souvent pour visiter votre famille à l'étranger	Ensemble (base : 3451) %	France (base : 511) %	Allema- gne (base : 480) %	Belgique			Espagne (base : 549) %	Italie (base : 503) %	Pays-Bas (base : 426) %	Royaume Uni (base : 504) %
				Ensemble (base : 478) %	Francopho- ne (base : 229) %	Neerland o-phone (base : 249) %				
Oui, certainement	44	49	40	34	48	22	34	44	43	57
Oui, probablement	27	32	27	31	25	36	28	25	26	24
S/Total Oui	71	81	67	65	73	58	62	69	69	81
Non, probablement pas	9	7	10	14	10	17	8	8	12	6
Non, certainement pas	15	10	18	16	13	19	21	17	18	10
S/Total Non	24	17	28	30	23	36	29	25	30	16
(NSP)	5	2	5	5	4	6	9	6	1	3
	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100

- Indépendamment de toute contrainte matérielle ou financière, si on vous le proposait, accepteriez-vous...

De quitter votre pays pour aller vivre en famille à l'étranger	Ensemble (base : 3451) %	France (base : 511) %	Allema- gne (base : 480) %	Belgique			Espagne (base : 549) %	Italie (base : 503) %	Pays-Bas (base : 426) %	Royaume Uni (base : 504) %
				Ensemble (base : 478) %	Francopho- ne (base : 229) %	Neerland o-phone (base : 249) %				
Oui, certainement	21	23	18	24	37	12	18	18	16	31
Oui, probablement	23	31	24	18	18	18	20	22	14	26
S/Total Oui	44	54	42	42	55	30	38	40	30	57
Non, probablement pas	17	18	18	20	18	22	19	16	18	14
Non, certainement pas	36	27	39	33	23	42	38	40	51	25
S/Total Non	53	45	57	53	41	64	57	56	69	39
(NSP)	3	1	1	5	4	6	5	4	1	4
	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100

- Indépendamment de toute contrainte matérielle ou financière, si on vous le proposait, accepteriez-vous...

Récapitulatif « oui certainement »

Les générations futures	Ensemble (base : 3451)%	Voyageurs tous pays (base: 2444) %	Voyageurs Réguliers tous pays (base : 337) %	Voyageurs Occasionnels tous pays (base: 1943) %
De voyager plus souvent pour visiter votre famille à l'étranger	44	51	59	49
De quitter votre pays pour aller vivre en famille à l'étranger	21	25	36	23
De vous éloigner de votre famille pour aller vivre à l'étranger	13	16	25	15

Perception de l'impact de l'éloignement géographique sur les liens familiaux

- Parlons de la dispersion géographique de la famille, c'est-à-dire quand les membres de la famille auxquels on est très attaché vivent loin de soi. Diriez-vous que cela...

	Ensemble (base : 3451) %	France (base : 511) %	Allemagne (base : 480) %	Belgique			Espagne (base : 549) %	Italie (base : 503) %	Pays-Bas (base : 426) %	Royaume Uni (base : 504) %
				Ensemble (base : 478) %	Francophone (base : 229) %	Néerlandophone (base : 249) %				
<i>S/T Au moins une citation</i>	92	97	93	92	96	88	85	92	91	93
Est un encouragement à voyager plus souvent	50	74	40	62	70	55	38	32	73	51
Est une opportunité d'enrichissement culturel	41	68	29	67	72	63	22	37	45	37
Nuit à la qualité des relations familiales	39	43	41	43	36	49	37	35	49	32
(Aucun)	4	2	3	5	2	8	6	3	8	3
NSP	4	1	4	3	2	4	9	5	1	4
	(1)	(1)	(1)	(1)	(1)	(1)	(1)	(1)	(1)	(1)

(1) Total supérieur à 100 en raison des réponses multiples

- Parlons de la dispersion géographique de la famille, c'est-à-dire quand les membres de la famille auxquels on est très attaché vivent loin de soi. Diriez-vous que cela...

	Ensemble (base : 3451) %	Voyageurs tous pays (base: 2444) %	Voyageurs Réguliers tous pays (base : 337) %	Voyageurs Occasionnels tous pays (base: 1943) %
<i>S/T Au moins une citation</i>	92	94	95	94
Est un encouragement à voyager plus souvent	50	54	59	53
Est une opportunité d'enrichissement culturel	41	45	51	44
Nuit à la qualité des relations familiales	39	39	34	40
(Aucun)	4	3	3	3
NSP	4	3	1	3
	(1)	(1)	(1)	

(1) Total supérieur à 100 en raison des réponses multiples

Eloignement géographique de la famille

- Les membres de votre famille qui vous le sont le plus chers habitent-ils....

	Ensemble (base : 3451) %	France (base : 511) %	Allema- gne (base : 480) %	Belgique			Espagne (base : 549) %	Italie (base : 503) %	Pays-Bas (base : 426) %	Royaume Uni (base : 504) %
				Ensemble (base : 478) %	Francopho ne (base : 229) %	Néerland o-phone (base : 249) %				
<i>S/T FAMILLE NON ELOIGNEE</i>	73	71	75	79	76	82	79	81	80	57
Autre ville	36	57	40	36	30	41	20	22	40	36
Même ville que vous	39	14	36	55	49	59	61	61	45	22
<i>S/T FAMILLE ELOIGNEE</i>	36	53	27	35	45	27	25	24	44	45
<i>S/T Autre région</i>	27	46	17	25	28	22	20	17	35	30
<i>S/T Famille à l'étranger</i>	13	15	11	13	21	5	6	8	15	20
Autre pays Europe	7	8	6	10	17	4	4	5	9	8
Autre pays hors Europe	7	9	6	5	8	2	2	4	8	14
(Rien de cela)	3	6	3	2	3	2	1	1	1	5
NSP	1	-	1	2	3	-	1	1	-	1
	(1)	(1)	(1)	(1)	(1)	(1)	(1)	(1)	(1)	(1)

(1) Total supérieur à 100 en raison des réponses multiples

- Les membres de votre famille qui vous le sont le plus chers habitent-ils....

	Ensemble (base : 3451) %	Voyageurs tous pays (base: 2444) %	Voyageurs Réguliers tous pays (base : 337) %	Voyageurs Occasionnels tous pays (base: 1943) %
<i>S/T FAMILLE NON ELOIGNEE</i>	73	70	57	72
Autre ville	36	37	33	37
Même ville que vous	39	36	26	37
<i>S/T FAMILLE ELOIGNEE</i>	36	41	56	39
<i>S/T Autre région</i>	27	29	38	28
<i>S/T Famille à l'étranger</i>	13	16	26	15
Autre pays Europe	7	9	16	8
Autre pays hors Europe	7	9	13	9
(Rien de cela)	3	3	3	3
NSP	1	-	1	-
	(1)	(1)	(1)	(1)

(1) Total supérieur à 100 en raison des réponses multiples

Les habitudes de déplacement à l'étranger

- Vous personnellement, tous les combien vous déplacez-vous à l'étranger, que ce soit pour des raisons professionnelles ou personnelles ?

	Ensemble (base : 3451) %	France (base : 511) %	Allema-gne (base : 480) %	Belgique			Espagne (base : 549) %	Italie (base : 503) %	Pays-Bas (base : 426) %	Royaume Uni (base : 504) %
				Ensemble (base : 478) %	Francopho ne (base : 229) %	Néerlando- phone (base : 249) %				
Une à plusieurs fois par semaine	73	71	75	79	76	82	79	81	80	57
Une à trois fois par mois	36	57	40	36	30	41	20	22	40	36
Une fois tous les deux ou trois mois	39	14	36	55	49	59	61	61	45	22
<i>S/Total Régulièrement</i>	36	53	27	35	45	27	25	24	44	45
Une à trois fois par an	27	46	17	25	28	22	20	17	35	30
Moins souvent	13	15	11	13	21	5	6	8	15	20
<i>S/Total Occasionnellement</i>	7	8	6	10	17	4	4	5	9	8
Jamais	7	9	6	5	8	2	2	4	8	14

	(1)	(1)	(1)	(1)	(1)	(1)	(1)	(1)	(1)	(1)
--	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----

- Vous personnellement, tous les combien vous déplacez-vous à l'étranger, que ce soit pour des raisons professionnelles ou personnelles ?

S/total voyageurs

	Ensemble %	France %	Allema- gne %	Belgique			Espagne %	Italie %	Pays-Bas %	Royaume Uni %
				Ensemble %	Francopho- ne %	Néerland o-phone %				
2001	57	59	61	71	66	77	32	36	87	70
2002	65	62	70	79	75	82	35	49	90	75

Fiche Technique

Institut : IPSOS Sondage effectué pour : Information et Entreprise Consultants - Observatoire THALYS - Date du terrain : les interviews ont été réalisées du 12 au 26 février 2002, Echantillon : échantillon global de 3451 personnes âgées de 18 ans et plus, national représentatif de chaque pays - Les interviews se répartissent ainsi - France : 511 personnes, Allemagne : 480 personnes, Belgique : 478 personnes (dont : Francophones 229 / Néerlandophones 249) Espagne : 549 personnes, Italie : 503 personnes, Pays-Bas : 426 personnes, Royaume-Uni : 504 personnes - Méthode : les interviews ont été conduites par téléphone, au domicile des personnes interrogées.

Le regard des parents sur le système scolaire

CSA - Mai 2002

La Croix / UNAPEL

- Avez-vous le sentiment que votre (vos) enfant(s) s'ennuie(nt) en classe ?

	Ensemble des parents en %
Souvent	19
Très souvent	4
Assez souvent	15
Rarement / Jamais	80
Rarement	41
Jamais	39
Ne se prononcent pas	1
<i>TOTAL</i>	<i>100</i>

En détail

	%	Souvent %	Très souvent. %	Assez souvent. %	Rarement / Jamais %	Rarement %	Jamais %	NSPP %
ENSEMBLE	100	19	4	15	80	41	39	1
SEXE								
Homme	100	20	5	15	79	39	40	1
Femme	100	18	3	15	81	43	38	1
AGE								
18 à 34 ans	100	7	2	5	90	34	56	3
35 à 49 ans	100	21	4	17	78	45	33	1
50 ans et +	100	28	5	23	72	42	30	0
Profession du chef de famille								
Cadres	100	22	0	22	74	49	25	4
Prof. Interm./Employés	100	22	6	16	76	42	34	2
Dont : Prof. Interm.	100	27	9	18	70	40	30	3
Employés	100	15	1	14	85	44	41	0
Ouvriers	100	11	2	9	89	41	48	0
Proximité politique								
Gauche	100	14	5	9	84	41	43	2
P.S.	100	14	3	11	84	40	44	2
Les Verts (*)	100	5	0	5	91	55	36	4
Droite	100	29	3	26	70	31	39	1
R.P.R. (*)	100	26	2	24	74	27	47	0
Sans préférence partisane/ne se prononcent pas	100	21	3	18	79	55	24	0

(*) En raison de la faiblesse des effectifs, les résultats sont à interpréter avec prudence

- Pour chacune des affirmations suivantes concernant l'école, dites si vous êtes...?

	%	Ensemble des parents		
		Plutôt d'accord	Plutôt pas d'accord	Ne se prononcent pas
... l'école est assez ouverte sur le monde extérieur (l'actualité, le reste du monde...)	100	72	27	1
... l'école donne le goût d'apprendre	100	67	32	1
... l'école favorise la promotion sociale de l'enfant	100	68	31	1
... l'école intègre suffisamment les nouvelles technologies dans ses programmes et ses enseignements	100	63	36	1
... l'école favorise l'égalité des chances	100	59	40	1
... l'école prend suffisamment en compte les préoccupations liées à leur âge	100	55	42	3
... l'école les prépare bien à leur avenir	100	49	51	-
... l'école prend suffisamment en compte la personnalité de chaque enfant	100	35	65	-
... l'école a des relations suffisantes avec le monde professionnel	100	31	66	3

En détail

	%	Assez ouverte sur le monde extérieur			Donne le goût d'apprendre		
		Plutôt d'accord %	Plutôt pas d'accord %	NSPP %	Plutôt d'accord %	Plutôt pas d'accord %	NSPP %
ENSEMBLE	100	72	27	1	67	32	1
SEXE							
Homme	100	68	31	1	70	28	2
Femme	100	76	23	1	65	35	0
AGE							
18 à 34 ans	100	76	23	1	76	24	0
35 à 49 ans	100	72	27	1	64	35	1
50 ans et +	100	66	34	0	64	31	5
Profession du chef de famille							
Cadres	100	62	38	0	63	37	0
Prof. Interm./Employés	100	80	19	1	61	36	3
Dont : Prof. Interm.	100	70	30	0	60	39	1
Employés	100	95	3	2	63	33	4
Ouvriers	100	71	27	2	78	22	0
Proximité politique							
Gauche	100	72	28	0	71	27	2
P.S.	100	68	32	0	69	30	1
Les Verts (*)	100	86	14	0	67	24	9
Droite	100	66	34	0	64	36	0
R.P.R. (*)	100	61	39	0	63	37	0
Sans préférence partisane/ne se prononcent pas	100	81	15	4	60	39	1

	%	Favorise la promotion sociale de l'enfant		
		Plutôt d'accord %	Plutôt pas d'accord %	NSPP %
ENSEMBLE	100	68	31	1
SEXE				
Homme	100	64	34	2
Femme	100	72	28	0
AGE				
18 à 34 ans	100	75	25	0
35 à 49 ans	100	64	34	2
50 ans et +	100	72	28	0
Profession du chef de famille				
Cadres	100	57	40	3
Prof. Interm./Employés	100	71	28	1
Dont : Prof. Interm.	100	68	31	1
Employés	100	75	24	1
Ouvriers	100	73	27	0
Proximité politique				
Gauche	100	71	28	1
P.S.	100	69	30	1
Les Verts (*)	100	73	23	4
Droite	100	59	40	1
R.P.R. (*)	100	49	50	1
Sans préférence partisane/ne se prononcent pas	100	72	27	1

	%	Intègre les nouvelles technologies dans ses programmes et ses enseignements			Favorise l'égalité des chances		
		Plutôt d'accord %	Plutôt pas d'accord %	NSPP %	Plutôt d'accord %	Plutôt pas d'accord %	NSPP %
ENSEMBLE	100	63	36	1	59	40	1
SEXE							
Homme	100	65	34	1	62	38	0
Femme	100	61	39	0	55	43	2
AGE							
18 à 34 ans	100	64	36	0	68	32	0
35 à 49 ans	100	64	35	1	53	47	0
50 ans et +	100	61	39	0	65	28	7
Profession du chef de famille							
Cadres	100	52	48	0	62	38	0
Prof. Interm./Employés	100	61	38	1	62	38	0
Dont : Prof. Interm.	100	62	37	1	55	45	0
Employés	100	59	40	1	71	27	2
Ouvriers	100	68	31	1	61	39	0
Proximité politique							
Gauche	100	59	41	0	61	39	0
P.S.	100	52	47	1	56	43	1
Les Verts (*)	100	57	43	0	52	48	0
Droite	100	68	31	1	49	51	0
R.P.R. (*)	100	68	31	1	36	64	0
Sans préférence partisane/ne se prononcent pas	100	67	32	1	60	35	5

	%	Prend en compte les préoccupations liées à leur âge			Les prépare bien à leur avenir	
		Plutôt d'accord	Plutôt pas d'accord %	NSPP %	Plutôt d'accord %	Plutôt pas d'accord %
ENSEMBLE	100	55	42	3	49	51
SEXE						
Homme	100	61	36	3	49	51
Femme	100	50	48	2	50	50
AGE						
18 à 34 ans	100	78	22	0	58	42
35 à 49 ans	100	48	51	1	47	53
50 ans et +	100	46	40	14	44	56
Profession du chef de famille						
Cadres	100	60	38	2	48	52
Prof. Interm./Employés	100	56	42	2	46	54
Dont : Prof. Interm.	100	59	41	0	51	49
Employés	100	53	43	4	40	60
Ouvriers	100	54	46	0	54	46
Proximité politique						
Gauche	100	57	41	2	50	50
P.S.	100	53	47	0	49	51
Les Verts (*)	100	50	36	14	41	59
Droite	100	54	45	1	49	51
R.P.R. (*)	100	48	51	1	54	46
Sans préférence partisane/ne se prononcent pas	100	50	43	7	47	53

	%	Prend en compte la personnalité de chaque enfant		Relations suffisantes avec le monde professionnel		
		Plutôt d'accord	Plutôt pas d'accord	Plutôt d'accord	Plutôt pas d'accord	NSPP
ENSEMBLE	100	35	65	31	66	3
SEXE						
Homme	100	31	69	30	69	1
Femme	100	39	61	32	63	5
AGE						
18 à 34 ans	100	39	61	25	73	2
35 à 49 ans	100	32	68	35	63	2
50 ans et +	100	36	64	28	64	8
Profession du chef de famille						
Cadres	100	41	59	16	80	4
Prof. Interm./Employés	100	31	69	37	62	1
Dont : Prof. Interm.	100	33	67	41	58	1
Employés	100	27	73	30	68	2
Ouvriers	100	37	63	30	68	2
Proximité politique						
Gauche	100	35	65	29	69	2
P.S.	100	33	67	33	64	3
Les Verts (*)	100	48	52	22	78	0
Droite	100	38	62	30	68	2
R.P.R. (*)	100	32	68	40	58	2
Sans préférence partisane/ne se prononcent pas	100	32	68	43	49	8

(*) En raison de la faiblesse des effectifs, les résultats sont à interpréter avec prudence

	%	qu'il aide chaque enfant à construire son projet d'avenir	qu'il apprenne aux enfants à vivre en collectivité.	qu'il soit performant au niveau de ses résultats	qu'il développe l'esprit civique de l'enfant	NSPP
ENSEMBLE	100	54	20	14	12	0
SEXE						
Homme	100	51	26	11	12	0
Femme	100	57	15	17	11	0
AGE						
18 à 34 ans	100	50	24	13	13	0
35 à 49 ans	100	56	21	13	10	0
50 ans et +	100	56	11	18	15	0
Profession du chef de famille						
Cadres	100	74	15	10	1	0
Prof. Interm./Employés	100	60	16	15	9	0
Dont : Prof. Interm.	100	60	13	16	11	0
Employés	100	60	19	14	7	0
Ouvriers	100	39	30	18	13	0
Proximité politique						
Gauche	100	50	22	16	12	0
P.S.	100	52	21	11	16	0
Les Verts (*)	100	35	30	32	3	0
Droite	100	64	18	8	9	1
R.P.R. (*)	100	59	26	4	9	2
Sans préférence partisane/ne se prononcent pas	100	51	21	13	15	0

(*) En raison de la faiblesse des effectifs, les résultats sont à interpréter avec prudence

- Qu'attendez-vous en priorité d'un établissement scolaire ?

	Ensemble des parents	
	En premier	Total des réponses
<i>(Réponses données à l'aide d'une liste)</i>	%	%
Qu'il aide chaque enfant à construire son projet d'avenir	54	76
Qu'il apprenne aux enfants à vivre en collectivité	20	58
Qu'il soit performant au niveau de ses résultats (pourcentage de réussite au bac)	14	31
Qu'il développe l'esprit civique de l'enfant	12	35
Ne se prononcent pas	-	-
TOTAL	100	(1)

(1) Total supérieur à 100, les interviewés ayant pu donner plusieurs réponses

En détail (en premier)

	%	qu'il aide chaque enfant à construire son projet d'avenir	qu'il apprenne aux enfants à vivre en collectivité.	qu'il soit performant au niveau de ses résultats	qu'il développe l'esprit civique de l'enfant	NSPP
ENSEMBLE	100	54	20	14	12	0
SEXE						
Homme	100	51	26	11	12	0
Femme	100	57	15	17	11	0
AGE						
18 à 34 ans	100	50	24	13	13	0
35 à 49 ans	100	56	21	13	10	0
50 ans et +	100	56	11	18	15	0
Profession du chef de famille						
Cadres	100	74	15	10	1	0
Prof. Interm./Employés	100	60	16	15	9	0
Dont : Prof. Interm.	100	60	13	16	11	0
Employés	100	60	19	14	7	0
Ouvriers	100	39	30	18	13	0
Proximité politique						
Gauche	100	50	22	16	12	0
P.S.	100	52	21	11	16	0
Les Verts (*)	100	35	30	32	3	0
Droite	100	64	18	8	9	1
R.P.R. (*)	100	59	26	4	9	2
Sans préférence partisane/ne se prononcent pas	100	51	21	13	15	0

	%	qu'il aide chaque enfant à construire son projet d'avenir	qu'il apprenne aux enfants à vivre en collectivité	qu'il développe l'esprit civique de l'enfant	qu'il soit performant au niveau de ses résultats	NSPP
ENSEMBLE	100	76	58	35	31	0
SEXE						
Homme	100	74	60	36	28	1
Femme	100	77	56	33	34	0
AGE						
18 à 34 ans	100	73	66	31	30	0
35 à 49 ans	100	76	57	35	31	0
50 ans et +	100	78	44	41	35	0
Profession du chef de famille						
Cadres	100	83	61	33	23	0
Prof. Interm./Employés	100	76	56	34	34	0
Dont : Prof. Interm.	100	75	48	39	38	0
Employés	100	77	68	27	28	0
Ouvriers	100	74	58	32	36	0
Proximité politique						
Gauche	100	76	56	39	29	0
P.S.	100	79	54	40	26	0
Les Verts (*)	100	63	55	34	48	0
Droite	100	85	61	20	33	1
R.P.R. (*)	100	86	65	16	29	2
Sans préférence partisane/ne se prononcent pas	100	68	59	40	34	0

(*) En raison de la faiblesse des effectifs, les résultats sont à interpréter avec prudence

- Selon vous, est-ce qu'il faut...?

	Ensemble des parents
	%
... modifier fortement le système scolaire	19
... le réformer sur certains points seulement	67
... le laisser comme il est	12
- Ne se prononcent pas	2
<i>TOTAL</i>	<i>100</i>

En détail

	%	modifier fortement le système scolaire %	le réformer sur certains points seulement %	le laisser comme il est %	NSPP %
ENSEMBLE	100	19	67	12	2
SEXE					
Homme	100	18	70	12	0
Femme	100	20	63	13	4
AGE					
18 à 34 ans	100	14	73	13	0
35 à 49 ans	100	21	65	14	0
50 ans et +	100	21	61	5	13
Profession du chef de famille					
Cadres	100	20	75	5	0
Prof. Interm./Employés	100	20	66	12	2
Dont : Prof. Interm.	100	24	62	11	3
Employés	100	13	72	15	0
Ouvriers	100	15	71	14	0
Proximité politique					
Gauche	100	15	73	12	0
P.S.	100	13	73	14	0
Les Verts (*)	100	13	76	11	0
Droite	100	27	57	13	3
R.P.R. (*)	100	19	64	11	6
Sans préférence partisane/ne se prononcent pas	100	23	54	18	5

(*) En raison de la faiblesse des effectifs, les résultats sont à interpréter avec prudence

Fiche Technique

Sondage exclusif CSA / LA CROIX / UNAPEL réalisé par téléphone les **2 et 3 mai 2002** auprès d'un échantillon de 401 parents d'enfants scolarisés extrait d'un échantillon national représentatif de 1000 personnes âgées de 18 ans et plus, constitué d'après la méthode des quotas (sexe, âge, profession du chef de ménage), après stratification par région et taille d'agglomération.

Les Français et les quinquagénaires

SOFRES - Juillet 2002

Le Pèlerin Magazine

- S'agissant de la génération des personnes qui ont entre 50 et 60 ans aujourd'hui, les quinquagénaires, diriez-vous que le bilan de leur vie est très satisfaisant, assez satisfaisant, peu satisfaisant ou pas satisfaisant du tout en ce qui concerne :

	Très satisfaisant	Assez satisfaisant	Peu satisfaisant	Pas satisfaisant du tout	Sans opinion
Leur santé	14	64	16	2	4
	78		18		
Leur patrimoine, les biens qu'ils possèdent	11	61	14	3	11
	72		17		
Leur vie professionnelle	10	59	22	3	6
	69		25		
Leur vie conjugale et affective	10	51	16	2	21
	61		18		

- S'agissant de la génération des personnes qui ont entre 50 et 60 ans aujourd'hui, les quinquagénaires, diriez-vous que le bilan de leur vie est très satisfaisant, assez satisfaisant, peu satisfaisant ou pas satisfaisant du tout en ce qui concerne :

	Ensemble des Français	Moins de 25 ans	De 25 à 49 ans	De 50 à 60 ans	Plus de 60 ans
Leur santé					
Très satisfaisant	14	11	15	15	12
Assez satisfaisant	64	65	62	66	67
ST Satisfaisant	78	76	77	81	79
Peu satisfaisant	16	21	17	14	14
Pas satisfaisant du tout	2	0	3	3	1
ST Pas Satisfaisant	18	21	20	17	15
Sans opinion	4	3	3	2	6
Leur patrimoine, les biens qu'ils possèdent					
Très satisfaisant	11	19	11	8	7
Assez satisfaisant	61	56	62	61	64
ST Satisfaisant	72	75	73	69	71
Peu satisfaisant	14	15	15	17	11
Pas satisfaisant du tout	3	1	4	4	1
ST Pas Satisfaisant	17	16	19	21	12
Sans opinion	11	9	8	10	17

- S'agissant de la génération des personnes qui ont entre 50 et 60 ans aujourd'hui, les quinquagénaires, diriez-vous que le bilan de leur vie est très satisfaisant, assez satisfaisant, peu satisfaisant ou pas satisfaisant du tout en ce qui concerne :

	Ensemble des Français	Moins de 25 ans	De 25 à 49 ans	De 50 à 60 ans	Plus de 60 ans
Leur vie professionnelle					
Très satisfaisant	10	8	11	10	10
Assez satisfaisant	59	56	59	59	62
ST Satisfaisant	69	64	70	69	72
Peu satisfaisant	22	30	22	21	17
Pas satisfaisant du tout	3	2	4	5	1
ST Pas Satisfaisant	25	32	26	26	18
Sans opinion	6	4	4	5	10
Leur vie conjugale et affective					
Très satisfaisant	10	16	10	11	5
Assez satisfaisant	51	50	53	53	48
ST Satisfaisant	61	66	63	64	53
Peu satisfaisant	16	13	16	17	18
Pas satisfaisant du tout	2	2	2	2	2
ST Pas Satisfaisant	18	15	18	19	20
Sans opinion	21	19	19	17	27

- Vous personnellement, au sujet des personnes qui ont entre 50 et 60 ans aujourd'hui, les quinquagénaires, diriez-vous que :

	Ensemble des Français	Moins de 25 ans	De 25 à 49 ans	De 50 à 60 ans	Plus de 60 ans
Ils peuvent être plutôt satisfaits de leur vie par rapport aux projets qu'ils pouvaient avoir à 20 ans	65	73	63	67	64
Ils peuvent être plutôt déçus de leur vie par rapport aux projets qu'ils pouvaient avoir à 20 ans	25	22	27	28	21
Ni l'un, ni l'autre (<i>non suggéré</i>)	4	3	4	3	6
Sans opinion	6	2	6	2	9

- Toujours concernant la génération des personnes qui ont entre 50 et 60 ans aujourd'hui, les quinquagénaires, vous personnellement, diriez-vous qu'ils ont plutôt mieux vécu ou moins bien vécu :

	Que leurs parents	Que leurs enfants
Mieux vécu	86	57
Moins bien vécu	10	27
Ni l'un, ni l'autre (<i>non suggéré</i>)	2	9
Sans opinion	2	7

- Toujours concernant la génération des personnes qui ont entre 50 et 60 ans aujourd'hui, les quinquagénaires, vous personnellement, diriez-vous qu'ils ont plutôt mieux vécu ou moins bien vécu :

	Ensemble des Français	Moins de 25 ans	De 25 à 49 ans	De 50 à 60 ans	Plus de 60 ans
Que leurs parents					
Mieux vécu	86	84	88	85	85
Moins bien vécu	10	14	9	10	9
Ni l'un, ni l'autre (<i>non suggéré</i>)	2	1	2	3	4
Sans opinion	2	1	1	2	2
Que leurs enfants					
Mieux vécu	57	46	60	60	56
Moins bien vécu	27	35	30	24	21
Ni l'un, ni l'autre (<i>non suggéré</i>)	9	11	6	11	12
Sans opinion	7	8	4	5	11

Fiche Technique

Enquête réalisée en face à face les 9 et 10 juillet 2002 pour Le Pèlerin Magazine auprès d'un échantillon national de 1.000 personnes représentatif de l'ensemble de la population âgée de 18 ans et plus. Méthode des quotas (sexe, âge, profession du chef de ménage PCS) et stratification par région et catégorie d'agglomération.

Le bonheur à l'école
CSA - Juillet 2002
Sélection du Reader's Digest

- D'après vous, les élèves sont-ils heureux à l'école ?

	Ensemble des Français	Parents d'élèves
	%	%
Oui	64	67
Oui, tout à fait	15	16
Oui, plutôt	49	51
Non	33	32
Non, plutôt pas	22	25
Non, pas du tout	11	7
Ne se prononcent pas	3	1
TOTAL	100	100

En détail en %

	Total	Oui	Oui, tout à fait	Oui, plutôt	Non	Non, plutôt pas	Non, pas du tout	NSPP
ENSEMBLE	100	64	15	49	33	22	11	3
SEXE								
Homme	100	65	15	50	32	22	10	3
Femme	100	65	16	49	33	23	10	2
AGE								
18 à 24 ans	100	71	12	59	29	22	7	0
25 à 34 ans	100	70	12	58	29	24	5	1
35 à 49 ans	100	62	14	48	36	27	9	2
50 à 64 ans	100	60	17	43	37	22	15	3
65 ans et +	100	64	20	44	30	16	14	6
Profession du chef de famille								
Patrons Ind. Comm.	100	77	22	55	19	17	2	4
Cadres	100	72	6	66	27	22	5	1
Prof. Interm./Employés	100	61	10	51	38	26	12	1
Dont : Prof. Interm.	100	57	7	50	43	31	12	0
Employés	100	68	15	53	31	20	11	1
Ouvriers	100	64	17	47	35	26	9	1
Retr/inact	100	62	17	45	32	19	13	6
Proximité politique								
Gauche	100	66	16	50	32	23	9	2
Dont : P.C. (*)	100	57	12	45	38	26	12	5
P.S.	100	69	20	49	30	22	8	1
M.D.C. (*)	100	71	19	52	26	9	17	3
Les Verts	100	57	7	50	41	30	11	2
CPNT (*)	100	69	27	42	31	17	14	0
Droite	100	66	12	54	32	23	9	2
U.D.F.	100	61	9	52	35	32	3	4
U.M.P.	100	68	14	54	30	21	9	2
R.P.F./M.P.F. (*)	100	69	11	58	31	11	20	0
Front National/MNR.	100	51	13	38	46	27	19	3
Sans préférence partisane/ne se prononcent pas	100	58	18	40	33	18	15	9

- Et selon vous qu'est-ce qui empêche / pourrait empêcher les élèves d'être heureux à l'école ?

(Réponses données à l'aide d'une liste)	Ensemble des Français		Parents d'élèves	
	%	Rang	%	Rang
La violence physique ou verbale de certains élèves	56	1	58	1
Le nombre d'élèves par classe	34	2	40	2
Le manque de passion et de conviction des profs	22	3	28	2
L'inadaptation des programmes et des matières qu'on leur enseigne	18	4	15	6
Des emplois du temps et des rythmes scolaires mal construits	18	4	19	4
Les conditions de travail dans les établissements (locaux, moyens matériels...)	16	5	17	5
Le stress des examens et du passage en classe supérieure	9	6	9	7
La sévérité de certains profs	5	7	4	8
Ne se prononcent pas	4	-	1	
TOTAL	(1)		(1)	

(1) Total supérieur à 100, les interviewés ayant pu donner deux réponses.

En détail

	Total	Violence physique ou verbale de certains élèves	Nombre d'élèves par classe	Manque de passion et de conviction des profs	Inadaptation des programmes et des matières qu'on leur enseigne	Emplois du temps et des rythmes scolaires mal construits	Conditions de travail dans les établissements	Stress des examens et du passage en classe supérieure	Sévérité de certains profs	NSPP
ENSEMBLE	100	56	34	22	18	18	16	9	5	4
Sexe										
Homme	100	55	33	21	18	17	17	8	5	5
Femme	100	57	35	23	19	19	14	11	4	3
Age										
18 à 24 ans	100	42	30	27	30	23	21	13	4	0
25 à 34 ans	100	61	35	22	13	18	24	4	5	3
35 à 49 ans	100	54	38	24	17	20	18	8	5	3
50 à 64 ans	100	62	33	23	20	16	11	12	1	4
65 ans et +	100	56	33	15	17	14	8	11	8	9
Profession du chef de famille										
Patrons Ind. Comm.	100	37	16	32	28	14	18	15	5	7
Cadres	100	47	34	25	25	27	25	7	3	2
Prof. Interm./Employés	100	56	35	25	24	19	19	7	1	2
Dont : Prof. Interm.	100	57	39	25	30	21	16	3	2	0
Employés	100	55	30	24	16	15	23	13	1	3
Ouvriers	100	60	38	23	9	21	15	11	7	3
Retr/inact	100	58	33	17	18	12	11	9	6	8
Proximité politique										
Gauche	100	56	35	19	19	18	19	10	4	3
Dont : P.C. (*)	100	57	32	15	21	19	18	1	7	5
P.S.	100	58	39	19	17	16	16	11	4	2
M.D.C. (*)	100	53	18	41	33	17	18	11	0	3
Les Verts	100	55	34	18	20	23	25	11	2	3
CPNT (*)	100	52	48	32	20	23	11	5	9	0
Droite	100	58	33	25	20	16	12	10	3	5
U.D.F.	100	51	27	25	29	17	7	8	5	6
U.M.P.	100	58	35	27	17	18	14	7	3	5
R.P.F./M.P.F. (*)	100	75	37	16	12	7	10	26	0	0
Front National/MNR.	100	54	40	30	6	20	16	8	7	3
Sans préférence partisane/ne se prononcent pas	100	51	28	19	19	17	13	7	7	11

(*) En raison de la faiblesse des effectifs, les résultats sont à interpréter avec prudence

- D'après vous, les profs sont-ils heureux à l'école ?

	Ensemble des Français	Parents d'élèves
	%	%
Oui	44	48
Oui, tout à fait	9	8
Oui, plutôt	35	40
Non	53	50
Non, plutôt pas	39	36
Non, pas du tout	14	14
Ne se prononcent pas	3	2
TOTAL	100	100

En détail

	Total	Oui	Oui, tout à fait	Oui, plutôt	Non	Non, plutôt pas	Non, pas du tout	NSPP
ENSEMBLE	100	44	9	35	53	39	14	3
Sexe								
Homme	100	47	10	37	49	36	13	4
Femme	100	41	8	33	56	41	15	3
Age								
18 à 24 ans	100	54	8	46	46	38	8	0
25 à 34 ans	100	43	13	30	57	42	15	0
35 à 49 ans	100	46	8	38	52	39	13	2
50 à 64 ans	100	41	9	32	56	39	17	3
65 ans et +	100	39	8	31	53	38	15	8
Profession du chef de famille								
Patrons Ind. Comm.	100	61	16	45	31	24	7	8
Cadres	100	45	5	40	54	47	7	1
Prof. Interm./Employés	100	42	11	31	56	42	14	2
Dont : Prof. Interm.	100	38	5	33	61	48	13	1
Employés	100	49	20	29	48	33	15	3
Ouvriers	100	51	9	42	48	32	16	1
Retr/inact	100	36	7	29	58	42	16	6
Proximité politique								
- Gauche	100	46	8	38	52	39	13	2
Dont : P.C. (*)	100	54	3	51	46	38	8	0
: P.S.	100	49	11	38	49	36	13	2
: M.D.C. (*)	100	29	7	22	68	50	18	3
: Les Verts	100	37	3	34	59	46	13	4
- CPNT (*)	100	40	20	20	60	39	21	0
- Droite	100	39	6	33	58	50	8	3
U.D.F.	100	40	3	37	59	51	8	1
U.M.P.	100	40	7	33	57	49	8	3
R.P.F./M.P.F. (*)	100	38	15	23	54	52	2	8
- Front National/MNR.	100	51	19	32	45	25	20	4
- Sans préférence partisane/ne se prononcent pas	100	40	9	31	53	25	28	7

(*) En raison de la faiblesse des effectifs, les résultats sont à interpréter avec prudence

- Et selon vous qu'est-ce qui empêchent / pourrait empêcher les profs d'être heureux à l'école ?

(Réponses données à l'aide d'une liste)	Ensemble des Français		Parents d'élèves	
	%	Rang	%	Rang
La violence physique ou verbale de certains élèves	58	1	61	1
L'indifférence de certains parents	28	2	27	3
Le manque de motivation et d'intérêt des élèves	26	3	25	4
Les conditions de travail dans les établissements (locaux, moyens matériels...)	25	4	30	2
Le manque de considération et de reconnaissance dans la société	24	5	24	5
Le salaire	9	6	7	7
Les relations conflictuelles avec la hiérarchie	7	7	8	6
La mauvaise ambiance entre les professeurs	7	7	7	7
Ne se prononcent pas	4		2	
TOTAL	(1)		(1)	

(1) Total supérieur à 100, les interviewés ayant pu donner deux réponses.

En détail

	Total	Violence physique ou verbale de certains élèves	Indifférence de certains parents	Manque de motivation et d'intérêt des élèves	Conditions de travail dans les établissements	Manque de considération et de reconnaissance dans la société	Salaire	Relations conflictuelles avec la hiérarchie	Mauvaise ambiance entre les professeurs	NSPP
ENSEMBLE	100	58	28	26	25	24	9	7	7	4
Sexe										
Homme	100	55	24	25	27	24	11	8	6	4
Femme	100	60	32	28	24	23	7	7	7	3
Age										
18 à 24 ans	100	56	14	43	28	24	9	9	7	0
25 à 34 ans	100	60	23	25	37	23	11	6	6	0
35 à 49 ans	100	62	28	26	24	22	10	5	7	3
50 à 64 ans	100	56	29	22	27	27	7	10	7	4
65 ans et +	100	53	40	23	15	21	8	8	7	9
Profession du chef de famille										
Patrons Ind. Comm.	100	57	14	35	25	21	3	5	5	8
Cadres	100	49	29	18	34	33	9	12	6	0
Prof. Interm./Employés	100	60	26	33	28	27	8	5	4	2
Dont : Prof. Interm.	100	63	30	32	27	26	4	6	5	2
Employés	100	55	20	35	29	28	13	4	3	2
Ouvriers	100	63	24	27	27	19	10	7	11	1
Retr/inact	100	55	36	22	19	22	10	8	7	7
Proximité politique										
Gauche	100	59	32	22	29	24	8	8	6	2
Dont : P.C. (*)	100	40	51	24	30	30	6	5	6	0
P.S.	100	61	32	22	27	22	9	8	5	3
M.D.C. (*)	100	46	37	17	32	38	9	0	5	3
Les Verts	100	56	26	21	35	26	5	8	8	4
CPNT (*)	100	57	24	30	34	17	12	13	7	0
Droite	100	60	25	31	21	26	8	8	6	4
U.D.F.	100	59	30	39	14	24	5	14	3	2
U.M.P.	100	60	23	27	26	28	9	7	7	3
R.P.F./M.P.F. (*)	100	65	20	38	13	20	6	2	8	12
Front National/MNR.	100	51	23	29	27	22	19	3	9	4
Sans préférence partisane/ne se prononcent pas	100	52	26	32	20	17	10	6	10	8

(*) En raison de la faiblesse des effectifs, les résultats sont à interpréter avec prudence

Fiche Technique :

Sondage exclusif CSA / SELECTION DU READER'S DIGEST réalisé par téléphone les 3 et 4 juillet 2002 auprès d'un échantillon national représentatif de 1 000 personnes âgées de 18 ans et plus, constitué d'après la méthode des quotas (sexe, âge, profession du chef de ménage), après stratification par région et taille d'agglomération.

Le regard des Français sur les générations :

identifications, relations perçues et attentes

CSA - octobre 2002

Conseil Economique et Social

- Lorsque vous pensez à la vie que vous avez vécue, quels sont, pour vous, les épisodes les plus marquants ?

	Ensemble des Français	18-24 ans	25-34 ans	35-49 ans	50-64 ans	65 ans et plus
<i>(Réponses données à l'aide d'une liste)</i>	%	%	%	%	%	%
Une naissance	54	26	57	67	65	37
Un mariage / une union	34	12	29	41	38	37
Un décès	27	33	23	28	26	28
Une rencontre	18	31	27	18	12	8
Un événement ayant touché la France	15	18	15	9	12	22
Un succès professionnel	13	8	14	11	16	16
Un diplôme obtenu	9	34	14	5	2	4
Ne se prononcent pas	2	2	-	1	1	6
TOTAL	(1)	(1)	(1)	(1)	(1)	(1)

(1) Total supérieur à 100, les interviewés ayant pu donner deux réponses.

- Lorsque vous pensez aux différents âges de la vie, lesquels appréciez-vous ou avez-vous le plus apprécié ?

	Ensemble des Français	18-24 ans	25-34 ans	35-49 ans	50-64 ans	65 ans et plus
<i>(Réponses données à l'aide d'une liste)</i>	%	%	%	%	%	%
La jeunesse	37	53	36	39	30	32
La trentaine	36	2	48	47	40	25
L'adolescence	27	63	40	25	14	13
La quarantaine	20	-	1	32	23	28
L'enfance	18	32	22	18	18	8
La préretraite et la retraite	12	3	2	4	21	24
La cinquantaine	8	1	2	3	19	13
Le grand âge	1	1	2	-	1	3
Ne se prononcent pas	2	1	2	2	1	5
TOTAL	(1)	(1)	(1)	(1)	(1)	(1)

(1) Total supérieur à 100, les interviewés ayant pu donner deux réponses.

- Lorsque vous pensez aux différents âges de la vie, lesquels sont pour vous les plus difficiles à vivre ?

	Ensemble des Français	18-24 ans	25-34 ans	35-49 ans	50-64 ans	65 ans et plus
<i>(Réponses données à l'aide d'une liste)</i>	%	%	%	%	%	%
Le grand âge	35	31	23	33	41	42
La préretraite et la retraite	31	25	35	35	30	25
L'adolescence	30	24	35	35	32	19
La jeunesse	15	21	13	14	14	16
La cinquantaine	13	10	14	14	17	8
La quarantaine	10	16	10	12	5	6
La trentaine	9	13	12	6	9	8
L'enfance	6	7	8	6	2	7
Ne se prononcent pas	2	1	1	2	1	5
TOTAL	(1)	(1)	(1)	(1)	(1)	(1)

(1) Total supérieur à 100, les interviewés ayant pu donner deux réponses.

- On parle souvent de générations. Vous personnellement à laquelle avez-vous le sentiment d'appartenir ?

En %	Ensemble des	18-24 ans	25-34 ans	35-49 ans	50-64 ans	65 ans et plus

	Français					
La génération 68	18	1	8	16	49	7
La génération Internet	15	57	24	11	4	1
La génération ayant vécu la seconde guerre mondiale	15	-	-	1	5	66
La génération Mitterrand	13	7	17	23	7	7
La génération SIDA	10	24	23	9	2	1
La génération de la crise	9	4	16	14	5	3
La génération du Baby-boom	7	2	8	9	14	1
La génération Stones / Beatles	7	1	1	13	10	2
La génération du Front Populaire	2	1	1	-	-	6
Aucune génération en particulier (réponse spontanée)	3	2	2	4	3	5
- Ne se prononcent pas	1	1	-	-	1	1
TOTAL	100	100	100	100	100	100

- Diriez-vous que les relations entre ... sont très bonnes, assez bonnes, assez mauvaises ou très mauvaises ?

En %	Ensemble des Français	18-24 ans	5-34 ans	5-49 ans	50-64 ans	65 ans et plus
Les adultes et les personnes âgées						
Bonnes	90	94	91	89	89	90
Très bonnes	22	29	19	21	23	21
Assez bonnes	68	65	72	68	66	69
Mauvaises	9	5	8	10	10	9
Assez mauvaises	7	3	6	7	9	8
Très mauvaises	2	2	2	3	1	1
Ne se prononcent pas	1	1	1	1	1	1
TOTAL	100	100	100	100	100	100
Les enfants et les personnes âgées						
Bonnes	74	59	75	73	74	83
Très bonnes	16	11	17	15	13	22
Assez bonnes	58	48	58	58	61	61
Mauvaises	25	40	25	25	25	16
Assez mauvaises	18	32	21	17	17	8
Très mauvaises	7	8	4	8	8	8
Ne se prononcent pas	1	1	0	2	1	1
TOTAL	100	100	100	100	100	100
Les enfants et les adultes						
Bonnes	71	72	69	70	71	73
Très bonnes	15	12	14	13	14	23
Assez bonnes	56	60	55	57	57	50
Mauvaises	29	27	31	30	29	26
Assez mauvaises	20	21	24	20	21	14
Très mauvaises	9	6	7	10	8	12
Ne se prononcent pas	-	1	-	-	-	1
TOTAL	100	100	100	100	100	100
Les adolescents et les personnes âgées						
Bonnes	64	55	53	62	69	77
Très bonnes	10	6	10	8	12	15
Assez bonnes	54	49	43	54	57	62
Mauvaises	35	44	46	36	30	23
Assez mauvaises	28	36	36	29	24	19
Très mauvaises	7	8	10	7	6	4
Ne se prononcent pas	1	1	1	2	1	-
TOTAL	100	100	100	100	100	100
Les adolescents et les adultes						
Bonnes	59	53	45	61	62	71
Très bonnes	6	6	3	5	5	12
Assez bonnes	53	47	42	56	57	59
Mauvaises	40	46	54	39	37	27
Assez mauvaises	32	37	45	30	28	23
Très mauvaises	8	9	9	9	9	4
Ne se prononcent pas	1	1	1	-	1	2
TOTAL	100	100	100	100	100	100

- Et vous personnellement entretenez-vous ou avez-vous entretenu de très bonnes relations, assez bonnes, d'assez mauvaises ou de très mauvaises relations avec...?

Ensemble					
----------	--	--	--	--	--

	des Français	18-24 ans	25-34 ans	35-49 ans	50-64 ans	65 ans et plus
	%	%	%	%	%	%
Les personnes de votre âge						
Bonnes	97	96	97	96	99	97
Très bonnes	56	58	44	53	61	65
Assez bonnes	41	38	53	43	38	32
Mauvaises	2	3	3	3	1	2
Assez mauvaises	1	3	2	2	1	-
Très mauvaises	1	-	1	1	-	2
Ne se prononcent pas	1	1	-	1	-	1
TOTAL	100	100	100	100	100	100
Les personnes des générations plus jeunes que la vôtre						
Bonnes	95	94	95	94	94	97
Très bonnes	45	31	42	40	51	55
Assez bonnes	50	63	53	54	43	42
Mauvaises	4	5	5	5	5	3
Assez mauvaises	3	4	5	3	3	3
Très mauvaises	1	1	-	2	2	-
Ne se prononcent pas	1	1	-	1	1	-
TOTAL	100	100	100	100	100	100
Les personnes de la génération de vos parents						
Bonnes	93	90	96	90	96	92
Très bonnes	54	48	48	49	60	63
Assez bonnes	39	42	48	41	36	29
Mauvaises	5	9	4	8	4	3
Assez mauvaises	4	6	2	7	4	2
Très mauvaises	1	3	2	1	-	1
Ne se prononcent pas	2	1	-	2	-	5
TOTAL	100	100	100	100	100	100
Les personnes de la génération de vos grands-parents						
Bonnes	89	91	94	92	82	84
Très bonnes	55	50	56	56	54	55
Assez bonnes	34	41	38	36	28	29
Mauvaises	3	8	5	4	1	1
Assez mauvaises	3	7	4	4	1	1
Très mauvaises	-	1	1	-	-	-
Ne se prononcent pas	8	1	1	4	17	15
TOTAL	100	100	100	100	100	100

• Attendez-vous des personnes plus jeunes ?

	Ensemble des Français	18-24 ans	25-34 ans	35-49 ans	50-64 ans	65 ans et plus
	%	%	%	%	%	%
<i>(Réponses données à l'aide d'une liste)</i>						
De l'affection	50	34	41	48	54	67
La transmission des savoirs ou des connaissances	36	38	37	43	36	23
Un soutien moral	31	30	30	27	32	40
Des projets communs	21	26	24	32	17	7
Des récits d'expériences personnelles	11	16	15	13	10	1
Un soutien financier et / ou matériel	7	10	10	5	6	5
Ne se prononcent pas	4	3	1	2	4	9
TOTAL	(1)	(1)	(1)	(1)	(1)	(1)

(1) Total supérieur à 100, les interviewés ayant pu donner deux réponses.

- Attendez-vous des personnes de votre âge ?

	Ensemble des Français	18-24 ans	25-34 ans	35-49 ans	50-64 ans	65 ans et plus
<i>(Réponses données à l'aide d'une liste)</i>	%	%	%	%	%	%
Un soutien moral	43	49	30	43	45	50
Des projets communs	35	41	49	36	35	16
De l'affection	31	21	28	30	31	42
La transmission des savoirs ou des connaissances	28	27	33	34	29	16
Des récits d'expériences personnelles	15	25	21	14	13	5
Un soutien financier et / ou matériel	5	7	5	5	5	4
Ne se prononcent pas	3	1	-	3	2	7
<i>TOTAL</i>	<i>(1)</i>	<i>(1)</i>	<i>(1)</i>	<i>(1)</i>	<i>(1)</i>	<i>(1)</i>

(1) Total supérieur à 100, les interviewés ayant pu donner deux réponses.

- Attendez-vous des personnes plus âgées que vous ?

	Ensemble des Français	18-24 ans	25-34 ans	35-49 ans	50-64 ans	65 ans et plus
<i>(Réponses données à l'aide d'une liste)</i>	%	%	%	%	%	%
La transmission des savoirs ou des connaissances	44	42	57	52	41	27
De l'affection	35	25	29	34	41	41
Un soutien moral	32	48	31	32	29	26
Des récits d'expériences personnelles	26	34	25	29	25	18
Un soutien financier et / ou matériel	10	23	13	11	6	2
Des projets communs	8	4	12	9	9	6
Ne se prononcent pas	4	-	-	2	3	14
<i>TOTAL</i>	<i>(1)</i>	<i>(1)</i>	<i>(1)</i>	<i>(1)</i>	<i>(1)</i>	<i>(1)</i>

(1) Total supérieur à 100, les interviewés ayant pu donner deux réponses.

Fiche Technique

Sondage exclusif CSA / CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL réalisé par téléphone les 22 et 23 octobre 2002 auprès d'un échantillon national représentatif de 1001 personnes âgées de 18 ans et plus, constitué d'après la méthode des quotas (sexe, âge, profession du chef de ménage), après stratification par région et taille d'agglomération.

Les valeurs des jeunes de 13 à 17 ans SOFRES - novembre 2002 Télérama

Les activités et les loisirs

- Dans la liste suivante, quelles sont les activités auxquelles vous consacrez le plus de temps ? (1)

	Ensemble		Garçons		Filles	
	%	Rang	%	Rang	%	Rang
Sortir avec des amis	60	1	57	1	62	1
Ecouter de la musique	49	2	38	4	61	2
Faire du sport	45	3	54	2	35	4
Regarder la télévision	41	4	36	5	46	3
Jouer aux jeux vidéos	29	5	48	3	7	10
Lire	21	6	16	7	27	5
Ecouter la radio	21	6	15	8	27	5
Surfer sur Internet	19	8	17	6	20	9
Aller au cinéma	17	9	14	9	21	8
Faire du shopping	14	10	3	10	25	7
Sans réponse	0		0		0	

(1) Le total des % est supérieur à 100, les personnes interrogées ayant pu donner plusieurs réponses

Les choses qui comptent le plus

- A l'aide de la liste suivante, pourriez-vous me dire quelles sont les deux ou trois choses qui comptent le plus pour vous actuellement ? (1)

	<i>Rappel enquête 13 – 17 ans Nouvel Observateur/ SOFRES sept 1978</i>		<i>Rappel enquête 13 – 17 ans Nouvel Observateur/ SOFRES mars 1987</i>		Télérama SOFRES 13-17 ans nov 2002
	%	Rang	%	Rang	
Trouver un métier intéressant	50	2	53	1	65
Le bonheur familial	44	3	39	3	41
L'amour	22	5	30	4	32
Le sport	33	4	27	5	25
La liberté	55	1	50	2	22
La musique	13	8	15	7	20
Se développer intellectuellement, se cultiver	18	6	14	8	15
L'argent	10	9	13	9	13
Les voyages	15	7	19	6	13
Chercher à créer quelque chose soi-même	9	10	9	11	8
La sécurité	8	11	11	10	5
La justice sociale	6	12	5	12	4
Sans réponse	0		0		0

(1) Le total des % est supérieur à 100, les personnes interrogées ayant pu donner trois réponses.

Les choses indispensables pour vivre heureux

- Pour chacune des choses suivantes, dites-moi si vous la jugez indispensable, très importante, importante mais sans plus ou pas importante du tout pour vivre heureux ?

	Indispensable	Très importante	Importante mais sans plus	Pas importante du tout	Sans opinion
Avoir un métier intéressant	38	56	5	1	0
	94		6		
Être entouré d'amis	38	48	14	0	0
	86		14		
Se cultiver	26	51	21	2	0
	77		23		
Avoir la sécurité de l'emploi	24	52	22	1	1
	76		23		
S'engager au service des autres, aider les autres	19	58	22	1	0
	77		23		
Vivre en couple	16	50	31	3	0
	66		34		
Avoir des enfants	16	41	39	4	0
	57		43		
Gagner beaucoup d'argent	13	30	52	5	0
	43		57		
Avoir beaucoup d'aventures amoureuses	9	15	51	25	0
	24		76		
Beaucoup voyager	7	15	60	18	0
	22		78		

Les valeurs

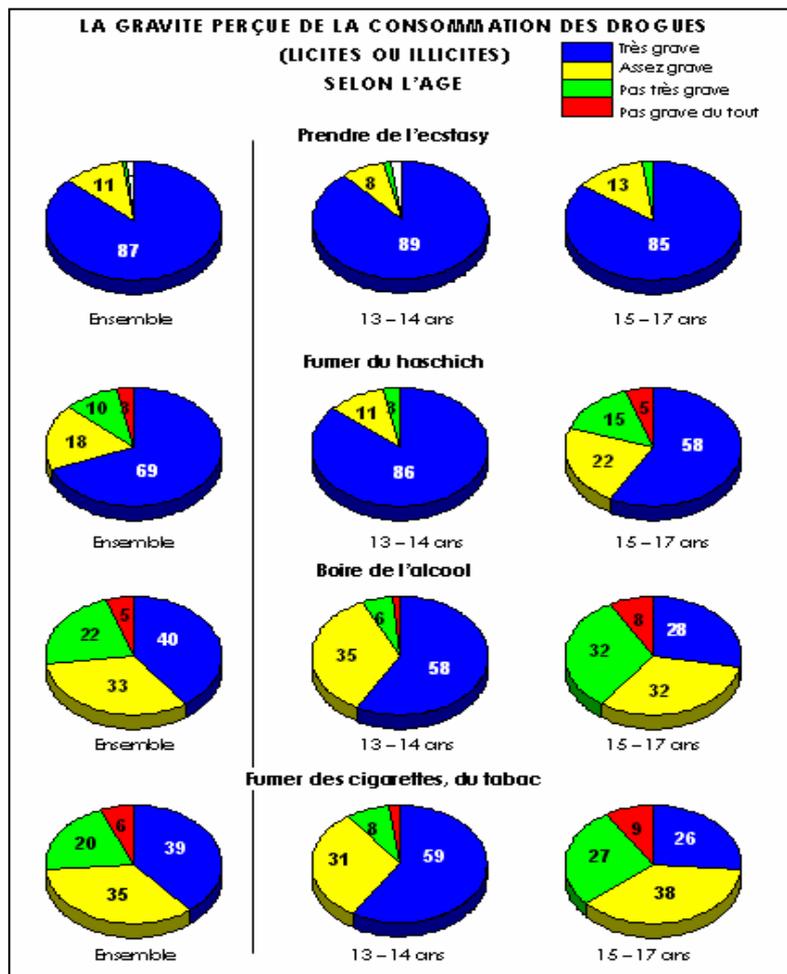
- Je vais vous citer des mots. Pour chacun d'eux, dites-moi s'il représente pour vous quelque chose de très important, assez important, pas très important ou pas important du tout ?

	Très important	Assez important	Pas très important	Pas important du tout	Sans opinion
La famille	87	12	1	0	0
L'amitié	84	15	1	0	0
Les études	79	18	2	1	0
La fidélité en amour	73	23	4	0	0
Le travail	72	25	3	0	0
La solidarité	69	27	3	1	0
L'amour	58	34	8	0	0
Voter aux élections	52	30	11	7	0
La culture	49	42	8	1	0
L'argent	31	52	14	3	0
La politique	12	33	35	20	0
La religion	12	24	30	34	0

La gravité perçue des comportements interdits

- Selon vous, pour un jeune de votre âge, est-ce que c'est très grave, assez grave, pas très grave ou pas grave du tout de :

	Très grave	Assez grave	Pas très grave	Pas grave du tout	Sans opinion
Prendre de l'ecstasy	87	11	1	0	1
Tenir des propos racistes	86	11	3	0	0
Voler dans un grand magasin	75	22	3	0	0
Insulter un professeur	73	23	4	0	0
Fumer du haschich	69	18	10	3	0
Sortir avec la copine ou le copain de son ou de sa meilleur(e) ami(e)	52	34	9	5	0
Boire de l'alcool	40	33	22	5	0
Fumer des cigarettes, du tabac	39	35	20	6	0
Mentir à ses parents	37	42	17	4	0
Ne pas payer dans les transports en commun	36	38	22	4	0
Regarder un film pornographique	30	34	26	10	0



Fiche Technique

Enquête réalisée par téléphone du 20 au 23 novembre 2002 pour TELERAMA auprès d'un échantillon national de 400 jeunes représentatif de la population française âgée de 13 à 17 ans. Méthode des quotas (sexe, âge, profession du chef de ménage) et stratification par région et catégorie d'agglomération.

Enfants, parents et jeux vidéo **SOFRES - Décembre 2002** *Toys'r'Us*

Notre étude réalisée pour Toys'r'Us auprès des jeunes âgés de 8 à 14 ans et de leurs parents sur leur perception des jeux multimédias montre que les jeux vidéos font désormais partie intégrante du foyer : 80% des enfants affirment pratiquer les jeux vidéo ; c'est également le cas de près d'un tiers des pères interrogés et d'un quart des mères interrogées. Signe de cette familiarité accrue : parents et enfants appréhendent de manière homogène leurs comportements. Autre enseignement de notre étude : les enfants affirment passer au moins deux heures par semaine devant des jeux multimédias.

Une pratique largement répandue parmi les enfants

Plus de 80% des enfants au foyer pratiquent les jeux multimédia quels que soient leur âge ou leur sexe. Ces réponses sont homogènes du point de vue des enfants et des parents. Ces derniers appréhendent donc plutôt bien le comportement de leurs enfants par rapport aux jeux multimédia.

Les pères ont une pratique plus importante (environ 1 sur 3) que les mères (environ 1 mère sur 4). Les interviewés parents ou enfants déclarent à peu près la même chose quant au niveau de pratique des jeux par le père et la mère dans le foyer. On notera que les parents d'enfants de 12-14 ans pensent que leurs enfants sont un peu moins intéressés par les jeux multimédia (81% des parents pensent que leurs enfants jouent, 91% des enfants déclarent y jouer).

Au moins 2 heures par semaine

Dans l'ensemble, les parents sont plutôt conscients du temps passé à jouer par leurs enfants : 57% des parents pensent que leurs enfants jouent 2 heures par semaine ou moins, et, dans le même temps, 53% des enfants déclarent jouer 2 heures par semaine ou moins. Cette tendance est identique quels que soient l'âge ou le sexe de l'enfant (parents et enfants ont la même perception du temps passé).

Notons toutefois une légère tendance des parents à sous-estimer un peu les temps passés : au global, 30% des parents pensent que leurs enfants jouent de 1 à 2 heures, mais seuls 20% des enfants déclarent passer ce temps. Parallèlement, 26% des enfants déclarent passer plus de 4 heures par semaine, 20% des parents seulement attribuent cette durée de jeux à leurs enfants.

La console de poche échappe largement au contrôle parental

Globalement, parents et enfants s'accordent bien sur le matériel utilisé à la maison. Cependant, lorsqu'il s'agit de matériel que l'on peut utiliser partout, y compris hors de la vue des parents, les différences sont flagrantes : 40% des enfants jouent à la console de poche et seulement 26% des parents perçoivent cette utilisation. Cette tendance est plus prononcée pour les jeunes enfants (8-11 ans) mais aussi chez les filles de 8-14 ans, sans doute très discrètes. La console de poche échappe ainsi largement au contrôle parental.

Les filles préfèrent presque autant les jeux d'action et d'aventure que les garçons

Les jeux d'actions et d'aventures sont beaucoup plus pratiqués, devant les sports et les jeux de simulation et stratégie. Au travers des préférences de leurs enfants, les parents expriment plus leurs propres aspirations éducatives et pédagogiques. Dans la réalité, les attentes des enfants sont beaucoup plus ancrées dans l'action, l'aventure ou le sport.

Un phénomène encore plus accentué lorsque l'enfant est une fille, que les parents ont du mal à imaginer préférant les jeux d'action ou de sport aux jeux d'éveil.

Les jeux d'éveil sont loin d'être plébiscités par les enfants, malgré les attentes de leurs parents. A noter également que les filles préfèrent presque autant les jeux d'action et d'aventure que les garçons.

Les jeux multimédia : d'abord conçus pour s'amuser

La fonction principale des jeux : s'amuser avec les copains et/ou la famille et se faire plaisir pour les parents comme pour les enfants.

30% des enfants affirment jouer pour éviter l'ennui (3ème raison), ce qui n'est que peu perçu par les parents. Quel que soit l'âge ou le sexe de l'enfant, cette fonction du jeu est beaucoup plus présente pour les enfants. La disponibilité des parents envers leurs enfants serait donc insuffisante, ces derniers se "réfugiant" alors dans les jeux pour passer le temps.

Les aspirations des parents penchent là encore vers l'éveil (14%), les enfants y étant peu sensibles, peut-être parce qu'il est difficile pour eux d'imaginer (ou d'avouer) que les jeux vont les aider dans leur développement.

Fiche Technique

Echantillon national représentatif de la population française sur notre outil Omniface (Enquête à domicile en face à face sur système CAPI) dont deux populations extraits :

- 493 individus hommes et femmes, parents d'enfant(s) au foyer de plus de 3 ans jusqu'à 14 ans (en 1 vague d'enquête)
- 278 enfants de 8 à 14 ans (en 2 vagues d'enquête)

Un même questionnaire a été administré aux deux populations.

Les Français et les droits de la famille

Vers une normalisation des nouvelles formes de vie familiale dans l'esprit des Français:

Pour les Français (à 99%), la définition d'une famille reste avant tout celle d'une famille traditionnelle c'est-à-dire celle d' «un couple marié avec un ou plusieurs enfants» mais pas seulement. En effet, ils sont de plus en plus nombreux (déjà 86% en 1998 et 90% aujourd'hui) à considérer «un homme et une femme non mariés » mais « ayant des enfants » comme une famille à part entière.

Il apparaît, en effet, que le principal ciment d'une vie dite « familiale » repose sur le fait d'élever des enfants plus que sur le statut juridique liant le couple qui les élève. Ainsi, un foyer recomposé, regroupant un homme et une femme vivant ensemble avec des enfants de précédentes unions, ou encore un foyer monoparental constitué d'une personne qui vit seule avec ses enfants sont plus considérés (respectivement à 84% et 70%) comme une famille qu'un couple marié sans enfants (à 65%). Selon la même logique, une majorité de Français (62%) considèrent également que des grands parents qui vivent avec leur petits enfants correspondent à l'idée qu'ils se font d'une famille.

Il est également intéressant de noter que la présence de deux adultes dans un foyer, même s'ils ne sont pas les géniteurs des enfants fait davantage de ce foyer une famille (84%) qu'un parent qui élèverait ses enfants seul (70%).

Un autre facteur déterminant dans l'idée que les Français se font d'une famille semble être la vie en commun. C'est pourquoi les Français apparaissent divisés quant à la qualification d'un « couple divorcé ayant des enfants mais vivant séparément. » Plus d'un Français sur deux (54%) ne les considère pas comme une famille.

Il est à noter que la définition de la famille est assez homogène quelque soit le sexe de la personne interrogée. En revanche, la sympathie partisane est un facteur clivant quant à la vision que l'on a de la famille. Plus on se classe à gauche et plus on a tendance à avoir une définition très large de ce qu'est une famille quels que soient les cas de figures évoqués tandis que les personnes de droite préfèrent s'en tenir à une vision traditionnelle de celle-ci. La conception de la définition et du rôle de la famille semble également liée à un effet générationnel. Ainsi, plus on appartient à une jeune génération, plus on a une définition large de la famille notamment en ce qui concerne les couples sans enfants (77% pour les 18-24 ans par exemple soit 12 points de plus que la moyenne), les familles monoparentales (80% soit 10 points de plus que la moyenne) et les familles recomposées (91% soit 6 points de plus que la moyenne).

L'homosexualité du couple reste un frein à la définition d'un tel foyer comme étant une famille même lorsque des enfants sont présents. Seul environ un tiers (35 %) des Français déclarent que « deux homosexuels vivant ensemble avec l'enfant de l'un d'eux » correspond à l'idée qu'ils se font d'une famille et 30% lorsqu'il s'agit d'un couple homosexuel tout simplement.

Toutefois, on observe une plus grande acceptation de la vision des couples homosexuels car, bien que toujours minoritaires, le pourcentage de personnes qui les considèrent comme une famille a très fortement augmenté en l'espace de quatre années passant d'environ un cinquième des Français seulement en 1998 à plus d'un tiers en 2002, que le couple homosexuel vive ou non avec l'enfant de l'un d'eux.

En ce qui concerne la définition de la famille, la tendance de la société française semble donc aller vers une adaptation de cette définition aux nouvelles formes de vie familiale (familles recomposées, familles monoparentales, unions libres...). C'est d'ailleurs dans ce sens que la loi doit aller selon une majorité de Français. En effet, deux tiers des Français (65%, soit 10 points de plus par rapport à 1998) pensent que la loi doit tenir compte des nouvelles formes de vie familiale

contre moins d'un tiers (31% soit 11 points de moins qu'en 1998) à penser qu'elle doit, au contraire, défendre le modèle traditionnel de la famille.

Sur cette question, les femmes sont plus partisans du changement (68%) que les hommes. C'est également le cas des catégories socioprofessionnelles dites supérieures des cadres et professions libérales (78% contre 57% seulement chez les ouvriers par exemple) ainsi que les catégories les plus diplômées (81% auprès des personnes ayant un bac ou plus contre 55% chez les personnes ayant un diplôme inférieur au bac). Enfin, comme pour les questions concernant la définition de la famille, on remarque que les jeunes semblent les plus enclins à accepter les nouvelles formes de vie familiale (80% pensent que la loi doit en tenir compte) tandis que les personnes les plus âgées à partir de 65 ans et plus sont très réfractaires à cette idée. Cette tranche d'âge est, en effet, la seule catégorie sociale à être majoritairement convaincue de l'idée inverse à savoir que la loi doit défendre le modèle traditionnel de la famille (53% contre 31% en moyenne).

Le régime matrimonial : des procédures à clarifier

Comment se traduit concrètement ce besoin d'adaptation du droit de la famille aux nouvelles réalités sociales ? Prenons l'exemple du statut matrimonial. Les Français semblent en avoir une assez bonne connaissance mais sont tout de même en demande de plus d'information.

Une majorité (62%) des Français savent que l'on peut changer de régime matrimonial après le mariage. Le degré d'information des personnes interrogées augmente évidemment proportionnellement à leur âge et à leur proximité au sujet : ainsi, les personnes les plus informées sont évidemment les personnes mariées pour 70% d'entre elles.

Les personnes célibataires semblent plus hésitantes : une majorité relative (49%) pense que le régime matrimonial peut être changé après le mariage mais près d'un quart d'entre eux préfère ne pas se prononcer.

Cette bonne connaissance générale de la législation en vigueur n'empêche toutefois pas un besoin d'information à ce sujet. Ainsi, 72% des Français se déclarent favorables à l'instauration d'une visite d'information avant le mariage qui aiderait à choisir en toute connaissance de cause son régime matrimonial. Les personnes susceptibles d'être moins informées (car n'ayant pas contracté de mariage) sont évidemment parmi les partisans de cette mesure comme les personnes célibataires 75% mais on notera que le besoin d'information est en réalité partagé par tous quasiment sans distinction de sexe, d'âge ou de statut marital (les personnes mariées approuvent l'instauration d'une journée d'information à 70%).

De la difficulté d'adapter les lois aux nouvelles réalités sociales : le cas du divorce pour faute et le choix du nom des enfants

Parmi les réformes du droit de la famille envisagées, la liberté de choix du nom de famille des enfants répond à un souci d'égalité entre époux. Pourtant, face au choix concret du nom de famille de leurs enfants, les Français restent assez conservateurs : ainsi 46% d'entre eux reconduiraient l'ancienne législation en choisissant le nom du père tandis que 2% seulement choisiraient le nom de la mère. Il est d'ailleurs intéressant de noter qu'il n'y a pas en cela beaucoup de différence entre les réponses des femmes et des hommes. Toutefois, une majorité (toute relative de 47%) des Français en profiteraient pour donner à l'enfant les noms des deux parents et en cela, les femmes seraient légèrement plus nombreuses (50%) tout comme les personnes les plus jeunes (50% des 18-24 ans).

Une autre réforme fait débat sur la scène publique française, certains ayant soulevé la lourdeur et l'obsolescence des procédures de divorce en proposant notamment la suppression du divorce pour faute. Interrogés à ce sujet, les Français semblent divisés. Une majorité d'entre eux (54%) paraissent sceptiques quant à une suppression totale. Il semblent ainsi plus sensibles à l'argument mettant en avant la défense d'un des époux face au comportement fautif de l'autre qu'à l'argument dénonçant le caractère éprouvant de la démarche et le risque d'incitation à l'élaboration de faux témoignages. Ce scepticisme est avant tout partagé par les CSP dites inférieures (58% des

employés et 53% des ouvriers contre 46% des artisans et cadres supérieurs et 48% des professions intermédiaires) ainsi que par 64% des moins de 25 ans. Le statut marital quant à lui ne semble pas discriminant dans la prise de position sur cette question. Il est à noter tout de même que la minorité des Français (37%) approuvant cette suppression est loin d'être négligeable et pose le problème de la réforme des procédures de divorce.

Des Français plus « fourmis » que « cigales » :

Autre grand chantier en matière du droit de la famille, l'héritage. De nombreuses réformes ont, en effet, été mises en oeuvre récemment tandis que d'autres sont à l'étude. Ces réformes ne sont pas vaines car les Français sont de plus en plus enclins à se préoccuper de transmettre un héritage. Alors qu'ils n'étaient que 56% en 1981 à déclarer être quelqu'un qui « pense à transmettre un héritage » plutôt que quelqu'un qui « vit au jour le jour » (33%), ils sont à présents 77%, (+ 20 points), proportion qui n'a donc cessé d'augmenter en deux décennies et ceci de façon continue (56% en 1981, 65% en 1989 et 73% en 1993).

Cette préoccupation est, bien sûr, d'autant plus marquée que l'on gravit la pyramide des âges et que l'on se soucie plus concrètement de sa succession. D'autre part, cette préoccupation est avant tout partagée par certaines catégories sociales comme les retraités et les catégories aisées dont font partie les cadres et notamment ceux travaillant dans le secteur public (84%) ou les personnes à leur compte (85%) qui ont, de leur côté, un patrimoine à transmettre.

Plus de liberté et d'équité en matière d'héritage mais sans remise en cause globale des principes fondateurs

Un des principaux axes de réforme de l'héritage est de renforcer les droits du conjoint survivant ainsi que d'améliorer les conditions de donations. Sur ces questions là, les réponses des Français montrent clairement un enthousiasme pour les réformes engagées. Toutefois, ils aimeraient palier aux imperfections du droit en matière d'héritage sans toutefois bouleverser les principes sur lesquels il reposait jusqu'à aujourd'hui.

On les sent donc très frileux lorsqu'il s'agit d'accorder la liberté totale à un individu de choisir ses héritiers. Pour 70% des Français, les enfants doivent ainsi rester les héritiers prioritaires des parents par rapport à des héritiers librement choisis (27%). Cette idée est d'ailleurs partagée aussi bien par les hommes que par les femmes et de façon plus surprenante, à peine plus soutenue par des sympathisants de droite (73%) que par ceux de gauche (71%). On observe toutefois un clivage important au niveau de l'âge avec des nouvelles générations qui soutiennent un peu plus le libre choix (un jeune de 18- 24 ans sur deux seulement contre 8 personnes de plus de 65 ans sur dix ans).

De même la possibilité de « déshériter » en quelque sorte ses enfants par le biais d'une donation à ses petits enfants semble inquiéter les Français même si le patrimoine reste « en famille » d'une certaine façon. Une majorité des Français (60%) pensent donc qu'il faut maintenir « une part minimale au profit des enfants » contre 28% qui pensent que les grands parents devraient, au contraire, avoir le droit d'effectuer des donations à leurs petits enfants sans qu'elles soient limitées.

D'un autre côté, lorsqu'ils ressentent que les réformes engagées ont pour principe de corriger certaines formes d'injustices, les Français en sont de fervents défenseurs. C'est le cas notamment des nouveaux droits du conjoint survivant approuvés par 89% des Français jugeant que le renforcement de ces droits est plutôt une bonne chose. C'est ainsi que les Français approuvent massivement les réformes et principalement le droit de continuer à disposer de la résidence principale du couple (approbation à 98%) mais aussi d'avoir droit au même titre que les enfants du défunt à une part réservée de l'héritage (92%) ou encore d'être prioritaires sur les autres membres de la famille (frères et soeurs du défunt) pour l'héritage (88%).

De même, allant de pair avec l'évolution des mentalités concernant la famille, évoquée auparavant, les Français ont majoritairement (à 69%) tendance à trouver « juste » que les droits des enfants adultérins nés d'unions extraconjugales aient été homogénéisés avec ceux des enfants légitimes. Nous noterons toutefois que les personnes mariées sont légèrement moins nombreuses que la moyenne (64% contre 69 en moyenne) à approuver cette mesure.

Des droits de successions jugés excessifs et dont devrait être exonérée la résidence principale

Enfin, on ne peut évoquer le droit en matière d'héritage sans soulever la question des droits de succession. Il semble en effet, qu'au palmarès des impôts honnis des Français et qu'ils souhaiteraient voir supprimer, les droits de succession arrivent en seconde position (avec 22% de citations) à la suite de la TVA (36% de citations) et à égalité avec l'impôt sur le revenu. Le profil des pourfendeurs de chaque catégorie d'impôt n'est pas anodin. La suppression de la TVA semble, en effet, être la préoccupation des catégories populaires (36% des ouvriers l'ont choisi comme principal impôt à supprimer) et des personnes travaillant à leur compte (41%). L'impôt sur le revenu semble, quant à lui déranger à la fois les catégories les plus populaires (Les ouvriers souhaitent sa suppression à 35%) et des catégories les plus aisées (27% des personnes vivant dans un foyer aux revenus mensuels supérieurs à 2 440 euros soit plus de 16 000 Francs). La suppression des droits de succession, quant à elle, intéresse un public bien particulier. On y retrouve sans surprise de personnes âgées (30% des 65 et plus) ainsi que les retraitées (29%) ainsi que les personnes ayant déclaré penser à transmettre un héritage à leur enfants (24%).

S'il était possible, enfin, qu'un bien soit exonéré des droits de succession, les Français souhaiteraient pour 71% d'entre eux qu'ils s'agisse de la résidence principale, toutes catégories d'âge confondues, cette proportion étant en progression depuis 1993 (+10 points).

Cette urgence laisse loin derrière les autres types de biens qui pourraient être exonérés de droits de succession. Toutefois, un bien se détache de la liste avec 16% de personnes privilégiant l'entreprise familiale, notamment les personnes à leur compte qui sont deux fois plus nombreuses que la moyenne à souhaiter son exonération des droits de succession (34%). Ce souhait est en baisse (- 11 points depuis 1993), même si le cas des entreprises familiales cédées par les héritiers faute de pouvoir payer les droits de succession est un problème de plus en plus évoqué auprès du grand public.

La famille : définitions

- Pour chacune des situations suivantes, dites-moi si elle correspond à l'idée que vous vous faites d'une famille ?

Définitions	Oui plutôt	Non, vraiment	(NSP)
Un couple marié avec un ou plusieurs enfants <i>Rappel septembre 98</i>	99 99	1 1	-
Un homme et une femme non mariés ayant des enfants <i>Rappel Septembre 98</i>	90 86	10 13	-
Un homme et une femme vivant ensemble avec des enfants de précédentes unions	84	15	
Une personne qui vit seule avec ses enfants	70	29	1
Un couple marié sans enfant <i>Rappel Septembre 98</i>	65 66	33 32	2 2
Des grands-parents qui vivent avec leurs petits-enfants	62	36	2
Un couple divorcé ayant des enfants mais vivant séparément	44	54	2
Deux homosexuels vivant ensemble avec l'enfant de l'un deux <i>Rappel Septembre 98</i>	34 24	63 73	3 3
Deux homosexuels vivant ensemble <i>Rappel Septembre 98</i>	33 19	65 79	2 2

La loi et l'évolution de la famille

- Avec laquelle des deux opinions suivantes êtes-vous le plus d'accord pour préserver la sécurité affective et la stabilité des enfants :

	Ensemble	Rappels IFOP Oct. 98
Il faut que la loi tienne compte des nouvelles formes de vie familiale qui existent dans la société (familles recomposées, unions libres)	65	55
Il faut que la loi défende le modèle traditionnel de la famille	31	42
NSP	4	3
TOTAL	100	100

Le régime matrimonial : possibilité d'en changer après le mariage

Lorsqu'un couple se marie, il le fait sous un régime matrimonial (communauté ou séparation de biens), qu'il ait ou qu'il n'ait pas signé de contrat de mariage.

- D'après vous, est-il possible de changer de régime matrimonial après le mariage ?

	Ensemble
Oui, c'est possible	62
Non, ce n'est pas possible	22
(NSP)	16
TOTAL	100

Le régime matrimonial : l'instauration d'une visite d'informations

- Seriez-vous favorable ou défavorable à ce qu'une visite d'information soit instaurée avant le mariage afin de choisir en toute connaissance de cause son régime matrimonial ?

	Ensemble
Favorable	72
Défavorable	22
(NSP)	6
Total	100

Le nom de famille des enfants

Les nouveaux parents vont désormais pouvoir donner à leur enfant au choix le nom de famille du père, le nom de famille de la mère ou les deux noms de famille.

- Si vous aviez à choisir, que choisiriez-vous pour le nom de vos enfants ?

	Ensemble
Les deux noms de famille du père et de la mère	47
Le nom de famille du père	46
Le nom de famille de la mère	2
(NSP)	5
Total	100

Le divorce pour faute

Il existe actuellement deux types de procédure de divorce : le divorce à l'amiable et le divorce pour faute.

Certains disent qu'il faut supprimer le divorce pour faute car la procédure est éprouvante et longue et pousse parfois à l'élaboration de faux témoignages.

D'autres disent qu'il faut maintenir le divorce pour faute car il correspond à des situations où l'un des époux est réellement fautif.

- Vous personnellement, diriez-vous qu'il faut

	Ensemble
Supprimer le divorce pour faute	37
Maintenir le divorce pour faute	54
(NSP)	9
TOTAL	100

Attitude à l'égard de sa succession : cigale ou fourmi ?

- Etes-vous plutôt quelqu'un qui pense à transmettre quelque chose en héritage (à ses enfants, à sa famille) ou quelqu'un qui préfère vivre au jour le jour sans se préoccuper de sa succession ?

	Rappels			
	Ensemble	Octobre 93	Octobre 89	Octobre 81
Pense à transmettre un héritage	77	73	65	56
Vit au jour le jour	20	25	31	33
(NSP)	3	2	4	11
TOTAL	100	100	100	100

Liberté du choix des héritiers

- En matière d'héritage, parmi ces deux systèmes, quel est celui qui aurait votre préférence ?

	Ensemble	Octobre 97	Septembre 97
Les enfants sont les héritiers prioritaires de leurs parents	70	75	67
Les héritiers peuvent être choisis librement par le disparu	27	22	30
(NSP)	3	3	3
TOTAL	100	100	100

Opinion sur les droits du conjoint survivant

- Pour un couple marié, lorsque l'un des deux époux décède, la loi renforce désormais les droits du conjoint survivant. Diriez-vous que c'est :

	Ensemble
Plutôt une bonne chose car elle rééquilibre les droits du conjoint survivant par rapport aux droits des enfants	89
Plutôt une mauvaise chose car cela désavantage les enfants et les autres membres de la famille du défunt	6
(NSP)	5
TOTAL	100

- Plus précisément, dites-moi si vous pensez que c'est plutôt une bonne chose ou plutôt une mauvaise chose que le conjoint survivant...

Plutôt une bonne	Plutôt une mauvaise	(NSP)
------------------	---------------------	-------

	chose	chose	
...ait le droit de continuer à vivre dans la résidence principale du couple	98	1	1
...ait obligatoirement, comme les enfants du défunt, une part réservée à l'héritage	92	5	3
...soit prioritaire sur les frères et les sœurs du défunt pour l'héritage	88	7	5

Les donations : le cas des grands-parents vis-à-vis de leurs petits-enfants

Il est aujourd'hui possible d'effectuer des donations de son vivant aux personnes de son choix mais dans une certaine limite :

- la moitié de ses biens si l'on a un enfant
- le tiers de ses biens si l'on a deux enfants
- le quart de ses biens si l'on a trois enfants ou plus

- Dans le cas où des grands-parents effectuent des donations à leurs petits-enfants, diriez-vous :

	Ensemble
Qu'il faut supprimer cette limite car le patrimoine reste en famille	28
Qu'il faut maintenir cette limite pour conserver une part minimale au profit des enfants	60
(NSP)	12
TOTAL	100

Les droits des enfants adultérins

Les enfants "adultérins", c'est à dire les enfants qui sont nés d'une relation extra-conjugale pendant le mariage, ont aujourd'hui les mêmes droits en matière d'héritage que les enfants légitimes.

- Cette situation vous paraît-elle juste ou injuste ?

	Ensemble
Juste	69
Injuste	22
(NSP)	9
TOTAL	100

Les impôts les plus impopulaires

- S'il était possible de supprimer un impôt ou une taxe, lequel souhaiteriez-vous voir supprimer ? En premier ? Et ensuite ?

	1 ^{er} cité	Total Cité
La TVA	36	58
Les droits de succession	22	45
L'impôt sur le revenu	22	42
Les impôts locaux	14	39
L'impôt sur la fortune	3	7
(Aucun)	2	4
(NSP)	1	1
TOTAL	100	

- Quel bien souhaiteriez-vous le plus voir exonéré des droits de succession ?

	Ensemble	Rappels oct. 93
La résidence principale	71	61
L'entreprise familiale (PME, commerce, exploitation agricole...)	16	30
La résidence secondaire	5	6
Les œuvres d'art	2	-
(NSP)	6	3
TOTAL	100	100

Fiche Technique

Enquête réalisée par BVA auprès d'un échantillon représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus. 969 personnes ont été interrogées en face à face du 7 au 9 novembre 2002.

Echantillonnage par la méthode des quotas : sexe, âge, profession du chef de famille, région et catégorie d'agglomération.

Pauvreté - Chômage - Handicap

L'exclusion et la pauvreté en France

SOFRES - février 2002

Le Secours Catholique

La pauvreté, la grande exclue de la campagne présidentielle ? A en juger par notre étude réalisée pour Le Secours Catholique, 82% des personnes interrogées estiment que les candidats parlent peu ou pas du tout du problème de la pauvreté en France. Parmi les catégories se montrant le plus sensibilisées, on relève les 18-25 ans (88%) et les sympathisants de gauche (88%). Autre enseignement mis en lumière par l'étude : les difficultés liées à l'emploi dominent largement les représentations des Français liées à la pauvreté. Cependant, les jeunes (38%) insistent davantage sur la précarité des personnes étrangères que l'ensemble de la population (16%). Dans ce contexte, 85% des Français pensent que les associations caritatives ont un rôle majeur pour soutenir les revendications des personnes en difficulté.

La place du problème de la pauvreté dans la campagne présidentielle : un constat massif d'une mise à l'écart

82% des Français ont le sentiment que " depuis le début de la campagne présidentielle, les candidats parlent peu ou pas du tout du problème de la pauvreté en France ". Ce score massif témoigne de l'importance et de l'acuité de cet enjeu aux yeux des Français. S'il se vérifie auprès de toutes les catégories de la population, il faut toutefois noter qu'il s'élève à 88 % auprès des jeunes de 18 à 25 ans et à 86% auprès de sympathisants de gauche.

La hiérarchie des thèmes liés à la pauvreté : le travail précaire largement mis en avant

Le prisme du chômage et, plus largement, des difficultés d'accès à l'emploi domine encore largement les représentations des Français liées à la pauvreté : ainsi, 49% d'entre eux jugent que le travail précaire est le thème le plus important parmi tous ceux qui sont liés à la pauvreté. La précarité des logements (26%) et l'accès aux droits (20%) viennent ensuite à un niveau bien inférieur. L'accueil des demandeurs d'asile politique se situe en queue de peloton et n'est cité que par une petite minorité de Français (4%).

Les jeunes (18-24 ans) se distinguent nettement du reste de la population dans la hiérarchie qu'ils établissent : ainsi, ils placent en première position la précarité des logements (33%), puis la question de l'accès aux droits (31%) et en troisième position seulement la thématique de la précarité du travail (28%).

Les difficultés pour obtenir un logement : de nouveau, la précarité du travail avant tout

La question de la stabilité et d'une certaine sécurité de l'emploi est véritablement centrale : en effet, la précarité du travail constitue pour près d'un Français sur deux (46%) la principale difficulté pour obtenir un logement. Le fait d'être bénéficiaire des minima sociaux (26%) ou d'être d'origine étrangère (19%) sont également perçus comme des situations potentiellement difficiles mais de manière secondaire. Le fait d'avoir une famille nombreuse n'apparaît en revanche pas comme une situation difficile pour obtenir un logement, ou tout du moins très minoritairement (6%).

La hiérarchie établie par les Français des catégories les plus touchées par le travail précaire est très nette : les jeunes (47%) arrivent largement en tête, suivis des personnes de plus de 50 ans (19%) et des personnes étrangères (16%). Les parents isolés avec enfants (9%) et les femmes (8%) sont en revanche peu perçus comme des catégories précarisées par le travail.

L'examen des résultats selon les différentes catégories de Français révèle une homogénéité globale des résultats ; des différences émergent cependant concernant les personnes étrangères. En effet, les plus jeunes (18-24 ans) jugent pour 38% d'entre eux que les personnes étrangères sont la population la plus touchée par les emplois précaires (contre 16% au total). Dans une moindre mesure, les sympathisants de gauche et les Franciliens (20% dans les deux cas) se montrent également plus enclins que la moyenne des Français à considérer les personnes étrangères comme la catégorie la plus fragilisée par ce type d'emploi.

L'accès aux droits : une démarche complexe dont l'appréciation varie en fonction de sa situation personnelle

Parmi les difficultés rencontrées pour connaître ses droits en France, " la complexité des démarches administratives " (33%) arrive en tête, suivie de très près de son corollaire, à savoir " la difficulté de rencontrer les bons interlocuteurs " (30%). Viennent ensuite, à un degré bien moindre, " la difficulté à comprendre les documents administratifs " (17%), " la difficulté à remplir les formulaires administratifs " (11%) et " le manque de proximité des administrations " (8%). Il s'agit par conséquent moins de problèmes de compréhension d'informations qui pourraient apparaître techniques ou juridiques que de difficultés à localiser précisément le bon canal d'information voire à se repérer et à cheminer dans ce qui semble encore pour certains un véritable labyrinthe administratif.

Les difficultés rencontrées varient toutefois en fonction de la situation personnelle des interviewés, trois critères paraissant à cet égard discriminants : l'âge, la catégorie socioprofessionnelle et, plus minoritairement, la situation géographique.

Ainsi, si 37% des jeunes de 18 à 25 ans citent " la complexité des démarches administratives " (au lieu de 33% en moyenne), ils ne sont plus que 29% des personnes âgées de plus de 65 ans à citer cette difficulté, ce qui signifie en creux que la complexité des démarches administratives demande une habitude et un apprentissage qui semblent pénaliser dans un premier temps les plus jeunes.

Ensuite, il est patent de constater que si seuls 11% des Français jugent que la difficulté à " remplir un formulaire administratif " nuit à la connaissance de ses droits, tel est le cas de 16% des employés et de 14% des ouvriers. L'accès aux droits se heurte par conséquent à un clivage sociologique.

Enfin, si 8% des Français mettent en avant " le manque de proximité des administrations ", seuls 3% des Franciliens sont dans ce cas de figure contre 9% des habitants des régions qui valorisent ce point.

La prise en charge des demandeurs d'asile politique en France par les structures administratives : des résultats positifs mais balancés

Tout d'abord, le score relativement élevé des personnes sans opinion (15% au total, mais 22% des personnes de plus de 65 ans et 30% des personnes ne se déclarant proches d'aucun parti politique) montre une relative méconnaissance de cette question.

Dans ce contexte, les résultats sont extrêmement balancés (48% de " très ou assez bien pris en charge ", 37% de " plutôt ou très mal " pris en charge), les réponses intermédiaires étant nettement privilégiées par rapport aux réponses extrêmes. Le jugement global est par conséquent positif mais, en quelque sorte, " mou ".

Il faut toutefois noter que les résultats s'inversent, c'est-à-dire que les demandeurs d'asile politique sont majoritairement perçus comme mal pris en charge par les structures administratives, auprès de certains segments de la population. C'est le cas des jeunes âgés de 18 à 24 ans (48% de " très ou assez mal " contre 41% de " très ou assez bien ") ; des sympathisants de gauche (45% de " très ou assez mal " contre 44% de " très ou assez bien ") ; des cadres et professions intellectuelles (45% de " très ou assez mal " contre 40% de " très ou assez bien ").

Les associations caritatives sont créditées d'un rôle majeur pour faire connaître et soutenir les revendications des personnes en difficulté

85% des Français pensent en effet que les associations caritatives ont un rôle très ou assez important à jouer pour faire connaître et soutenir les revendications des personnes en difficulté. Cette opinion est transversale à l'ensemble des catégories de la population française.

- Avez-vous le sentiment que depuis le début de la campagne présidentielle, les candidats parlent beaucoup, assez, peu ou pas du tout du problème de la pauvreté en France ?

Beaucoup	5
Assez	8
Peu	54
Pas du tout	28
Sans opinion	5

- Quelle est aujourd'hui la principale difficulté lorsqu'on veut connaître ses droits en France, en premier ? Et en second ? (1)

	Réponse citée en premier	Réponses citées en premier et en second
La complexité des démarches administratives	33	54
La difficulté de rencontrer les bons interlocuteurs	30	61
La difficulté à comprendre les documents administratifs	17	36
La difficulté à remplir les formulaires administratifs	11	27
Le manque de proximité des administrations	8	18
Sans opinion	1	-

(1) Le total des % est supérieur à 100, les personnes interrogées ayant pu donner deux réponses

- Selon vous, quelles sont les situations les plus difficiles aujourd'hui pour obtenir un logement, en premier ? Et en second ? (1)

	Réponse citée en premier	Réponses citées en premier et en second
Avoir un emploi précaire : CDD, intérim...	46	76
Être bénéficiaire des minima sociaux : RMI, minimum vieillesse	26	59
Être d'origine étrangère	19	37
Avoir une famille nombreuse	6	19
Sans opinion	3	-

(1) Le total des % est supérieur à 100, les personnes interrogées ayant pu donner deux réponses

- Selon vous, quelle est la population la plus touchée par les emplois précaires, en premier ? Et en second ? (1)

	Réponse citée en premier	Réponses citées en premier et en second
Les jeunes	47	71
Les plus de 50 ans	19	45
Les personnes étrangères	16	34
Les parents isolés avec enfants	9	24
Les femmes	8	22
Sans opinion	1	-

(1) Le total des % est supérieur à 100, les personnes interrogées ayant pu donner deux réponses

- Vous personnellement, pensez-vous que les demandeurs d'asile politique en France sont très bien, plutôt bien, plutôt mal ou très mal pris en charge par les structures administratives ?

Très bien	9
Plutôt bien	39
Plutôt mal	29
Très mal	8
Sans opinion	15

- Parmi les thèmes suivants liés à la pauvreté, quel est celui qui vous semble le plus important, en premier ? Et en second ? (1)

	Réponse citée en premier	Réponses citées en premier et en second
Le travail précaire	49	77
La précarité des logements	26	54
L'accès aux droits	20	50
L'accueil des demandeurs d'asile politique	4	13
Sans opinion	1	-

(1) Le total des % est supérieur à 100, les personnes interrogées ayant pu donner deux réponses

- Vous personnellement, pensez-vous que les associations caritatives ont un rôle très important, assez important, peu important ou pas du tout important à jouer pour faire connaître et soutenir les revendications des personnes en difficulté ?

Très important	47
Assez important	38
Peu important	11
Pas important du tout	2
Sans opinion	2

Fiche Technique

Enquête réalisée par téléphone les 15 et 16 février 2002 pour Le Secours Catholique auprès d'un échantillon national de 1 008 personnes représentatif de l'ensemble de la population âgée de 18 ans et plus, interrogées par téléphone par le réseau des enquêteurs de la SOFRES. Méthode des quotas (sexe, âge, profession du chef de ménage PCS) et stratification par région et catégorie d'agglomération.

La lutte contre le chômage

La baisse du chômage : un enjeu essentiel pour l'opinion, mais relativement peu exigeant pour le gouvernement

La question du chômage semble aujourd'hui reléguée au second rang des priorités des Français : les campagnes présidentielle et législatives ont privilégié les thèmes de l'insécurité et des baisses fiscales, et la nouvelle équipe gouvernementale communique prioritairement sur ces dossiers. Dans ce contexte, l'enquête Louis Harris – VediorBis – *L'Express* révèle deux enseignements originaux :

- Aux yeux de l'opinion, la baisse du chômage constitue un enjeu bien plus important qu'on ne le pense volontiers ;
- En revanche, l'opinion apparaît relativement indulgente sur ce sujet à l'égard du gouvernement

La baisse du chômage, une priorité aux yeux de l'opinion

42% des personnes interrogées estiment que le nouveau gouvernement doit s'occuper en priorité de la baisse du chômage ; en raison de ce score, la question de l'emploi talonne celle de l'insécurité (45%) dans la hiérarchie des enjeux. Entre chômage et insécurité, la priorité s'établit sur la base de clivages sociaux : la baisse du chômage est privilégiée par les hommes (45%), mais moins par les femmes (40%), par les 18- 24 ans volontiers soucieux de leur avenir professionnel (51%), mais moins par les 65 ans et plus (35%), par les sympathisants de gauche (46%), mais moins par ceux de droite (37%).

La diminution du chômage apparaît d'autant plus comme une priorité que les Français perçoivent une dégradation du climat économique. 31% estiment que le contexte économique actuel est bon, contre 57% l'année dernière. Concernant leur propre situation, 71% des salariés interrogé aujourd'hui se déclarent optimistes sur leur avenir professionnel, soit une baisse de dix points par rapport au score enregistré il y a un an.

Dans ce contexte de tensions accrues, le fait de disposer de relations apparaît de plus en plus comme un atout pour trouver un emploi. 57% des personnes interrogées estiment aujourd'hui qu'il est plus difficile qu'il y a deux ans de trouver un emploi si l'on n'a pas de relations, soit une progression de 5 points par rapport au chiffre enregistré il y a un an sur la même question.

Une opinion relativement indulgente à l'égard du gouvernement

Bien que la baisse du chômage constitue un enjeu essentiel aux yeux de l'opinion, cette dernière se montre relativement indulgente à l'égard du gouvernement Raffarin.

- Testées une à une, les propositions du gouvernement Raffarin sont jugées comme pertinentes pour lutter contre le chômage. Sont perçues comme efficaces la baisse durable et massive des cotisations sociales patronales (71%), la création de contrats-jeunes en entreprise (69%) la création d'une cellule chargée de surveiller les plans sociaux (61%), ainsi que l'assouplissement des 35 heures (55%).
- Les personnes interrogées ne considèrent pas que le gouvernement soit omnipotent en matière d'emploi. Si 30% estiment que le gouvernement français a le plus d'influence sur le taux de chômage aujourd'hui, 36% citent l'influence de la situation économique européenne, 30% celle de la situation économique américaine, et 26% celle des entreprises françaises. De ce fait, la thématique de l'emploi pourra faire l'objet de bilans contrastés : les Français étant partagés sur ses ressorts, tout progrès ou revers pourra être imputée au volontarisme gouvernemental ou aux données contextuelles, sans que les destinataires de ces discours soient heurtés sur le fond (même si, sur la forme, les stratégies de disculpation pourront être décriées).

- En termes de prospective, 51% des personnes interrogées considèrent que le nombre de chômeurs en France va augmenter au cours des mois qui viennent. Ce sombre scénario, dressé alors même que le nouveau gouvernement est à peine à l'oeuvre, révèle un fatalisme autorisant un discours sur l'éventuelle défaillance des politiques publiques.

De la part d'une opinion qui oscille entre *a priori* favorables concernant les mesures envisagées, sentiment d'impuissance relative et pessimisme, le gouvernement de Jean- Pierre Raffarin bénéficie d'une indulgence notable, même si rien n'indique que cette bienveillance soit durablement acquise. En termes démocratiques, elle nourrit un sentiment d'inquiétude, lorsqu'un enjeu jugé majeur par l'opinion est pour partie situé à distance du champ d'intervention politique.

- Parmi les grands enjeux suivants, quels sont ceux dont le nouveau gouvernement devrait s'occuper en priorité selon vous ?

	Ensemble en %
La lutte contre l'insécurité	45
La baisse du chômage	42
La baisse des impôts et des taxes	30
La réforme des retraites	27
La réduction des inégalités	25
La sauvegarde du système de santé	25
La protection de l'environnement	24
La réforme du système d'enseignement	14
La défense de la famille	12
La lutte contre la mondialisation économique	11
L'intégration des étrangers	10
La construction européenne	8
Autres	2
Ne se prononce pas	-

(*) Total supérieur à 100 % en raison de la multiplicité des réponses

- D'un point de vue global, diriez-vous que le contexte économique actuel est...

	Rappel juin 2000	Rappel Septembre 2000	6 et 7 Septembre 2002
Très bon	6	4	-
Assez bon	57	53	31
S/total	63	57	31
Pas très bon	29	33	48
Pas bon du tout	8	9	19
S/total	37	42	67
Ne se prononce pas	-	1	2
Total	100	100	100

Fiche Technique

Etude réalisée pour : VediorBis, numéro 3 du travail temporaire et *L'Express* Date de réalisation : Les 6 et 7 septembre 2002 Sondage Louis Harris – VediorBis – *L'Express* réalisé par téléphone auprès d'un échantillon de 1000 personnes, représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus. Méthode des quotas appliquée aux variables suivantes : sexe, âge, profession du chef de famille, après stratification par région et catégorie d'agglomération.

Handicap : quelle place dans la société française ?

A ceux qui ont un enfant ou un adulte handicapé dans leur foyer

Sentiments quant à l'avenir de l'enfant

- Concernant l'avenir de votre enfant, vous diriez que vous êtes plutôt :

	Rappel 1998 Base : 100 %	Rappel 1999 Base : 93 %	Rappel 2000 Base : 94 %	Rappel 2001 Base : 91 %	2002 Base : 99 %
Concernant sa vie affective					
Très rassuré	9	6	6	7	5
Plutôt rassuré	29	22	22	28	20
S/T Rassuré	38	28	28	35	25
Plutôt inquiet	41	37	33	42	40
Très inquiet	14	19	19	12	23
S/T Inquiet	55	56	52	54	63
Ne se prononce pas	7	16	20	11	12
TOTAL	100	100	100	100	100

	Rappel 1998 Base : 100 %	Rappel 1999 Base : 93 %	Rappel 2000 Base : 94 %	Rappel 2001 Base : 91 %	2002 Base : 99 %
Concernant son avenir professionnel					
Très rassuré	2	2	2	3	2
Plutôt rassuré	18	13	14	21	15
S/T Rassuré	20	15	16	24	17
Plutôt inquiet	37	26	23	27	23
Très inquiet	26	32	30	21	34
S/T Inquiet	63	58	53	48	57
Ne se prononce pas	17	27	31	28	26
TOTAL	100	100	100	100	100

	Rappel 1998 Base : 100 %	Rappel 1999 Base : 93 %	Rappel 2000 Base : 94 %	Rappel 2001 Base : 91 %	2002 Base : 99 %
Concernant sa vie après votre disparition					
Très rassuré	2	2	1	2	1
Plutôt rassuré	13	9	11	12	8
S/T Rassuré	15	11	12	14	9
Plutôt inquiet	37	26	23	27	23
Très inquiet	26	32	30	21	34
S/T Inquiet	76	76	69	81	82
Ne se prononce pas	9	13	19	5	9
TOTAL	100	100	100	100	100

Existence de problèmes financiers dus au handicap

- D'un point de vue financier, vous nous précisez si vous rencontrez des problèmes financiers particuliers du fait du handicap ?

	Rappel 1997 Base : 100 %	Rappel 1998 Base : 100 %	Rappel 1999 Base : 93 %	Rappel 2000 Base : 94 %	Rappel 2001 Base : 91 %	2002 Base : 99 %
Oui	37	34	37	45	26	44
Non	49	58	55	50	70	53
NSPP	14	8	8	5	4	3
Total	100	100	100	100	100	100

Sentiment d'intégration des personnes handicapées dans la société française

- Pensez-vous que les personnes handicapées sont bien intégrées dans la société française ?

	Rappel 1997 Base : 100 %	Rappel 1998 Base : 100 %	Rappel 1999 Base : 93 %	Rappel 2000 Base : 94 %	Rappel 2001 Base : 91 %	2002 Base : 99 %
Tout à fait	1	1	1	1	1	-
Plutôt oui	28	23	14	15	20	12
S/T oui	29	24	15	16	21	12
Plutôt non	55	49	62	62	62	62
Pas du tout	11	19	21	21	15	24
S/non	66	68	83	83	77	86
NSPP	5	8	2	1	2	2
TOTAL	100	100	100	100	100	100

Evolution de l'image des personnes handicapées dans l'opinion

- Par rapport à il y a un an, diriez-vous que l'image des personnes handicapées dans l'opinion s'est :

	Rappel 1998 Base : 100 %	Rappel 1999 Base : 93 %	Rappel 2000 Base : 94 %	Rappel 2001 Base : 91 %	2002 Base : 99 %
Plutôt améliorée	34	31	32	31	26
Plutôt détériorée	2	3	3	2	3
Inchangée	48	63	52	63	68
NSPP	16	3	3	4	3
TOTAL	100	100	100	100	100

Perception de l'intérêt des pouvoirs publics pour les personnes handicapées

- Plus précisément, pensez-vous que les pouvoirs publics en général s'intéressent suffisamment à l'intégration des personnes handicapées ?

	Rappel 1998 Base : 100 %	Rappel 1999 Base : 93 %	Rappel 2000 Base : 94 %	Rappel 2001 Base : 91 %	2002 Base : 99 %
Oui	8	6	8	7	4
Non	79	91	89	89	94
NSSP	13	3	3	4	2
TOTAL	100	100	100	100	100

L'utilité d'un ministre chargé des personnes handicapées

- Aujourd'hui, il n'y a pas dans le gouvernement de ministre chargé des personnes handicapées. Pensez-vous qu'en nommer un serait :

	Rappel 1997 Base : 100 %	Rappel 1998 Base : 100 %	Rappel 1999 Base : 93 %	Rappel 2000 Base : 94 %	Rappel 2001 Base : 91 %	2002 Base : 99 %
Très utile	57	53	61	60	68	68
Plutôt utile	31	29	27	26	24	23
S/T utile	88	82	88	86	92	91
Plutôt inutile	6	5	5	7	3	4
Total ^t inutile	2	3	4	4	4	2
S/non	8	8	9	11	5	6
NSPP	4	10	3	3	3	3
TOTAL	100	100	100	100	100	100

Propositions pour améliorer la situation des personnes handicapées

- Auriez-vous une proposition concrète pour améliorer la situation des personnes handicapées et de leurs familles ?

	Rappel 1999 Base : 93 %	Rappel 2000 Base : 94 %	Rappel 2001 Base : 91 %	2002 Base : 99 %
Apporter une aide matérielle et financière aux handicapés et à leurs famille	14	11	14	18
Développer et améliorer les structures d'accueil et lieux de vie pour handicapés	13	15	17	16
Intégrer les handicapés dans la société, changer le regard des valides	12	11	7	14
Développer des structures locales en charge des handicapés	4	5	6	12
Adapter la législation, faire respecter les droits des handicapés	6	8	6	9
Augmenter le budget de l'Etat consacré au monde du handicap	2	8	5	9
Former les professionnels compétents	6	6	5	8
Adapter l'aide aux besoins spécifiques de chacun	9	8	3	8
Favoriser l'intégration scolaire et sociale des enfants handicapés	5	8	3	8
Assister moralement les familles, encourager leur expression publique	12	8	8	6
Simplifier les démarches administratives, regrouper les organismes concernant les handicapés	3	6	3	6
En parler davantage dans les médias	-	1	2	-
Autres	3	2	1	4
TOTAL *				

(*) Le total des pourcentages est supérieur à 100, les personnes interrogées ayant pu citer plusieurs réponses.

Fiche technique

Sondage réalisé pour : *DECLIC* et *Pèlerin Magazine* - Date de réalisation : Juin- Juillet 2002 - Consultation auto administrée auprès des familles en situation de handicap. 9500 questionnaires ont été expédiés aux abonnés de *Déclic* et des grandes associations de parents de personnes handicapées. 830 questionnaires ont été retournés, soit un taux de retour de 8,7%. 792 questionnaires ont pu être exploités.

Politiques publiques - Services publics

Usages et attentes des Français en matière de services publics sur Internet

SOFRES - Juin 2002
Cap Gemini Ernst & Young

L'étude réalisée pour Cap Gemini Ernst & Young et dont les principaux résultats ont été présentés lors de la 23^{ème} université d'été de la Communication à Hourtin vise à mieux connaître le rapport qu'entretiennent les Français avec les services publics sur Internet. Cette enquête permet notamment de mieux cerner leurs usages de l'Internet public, leurs motivations, leurs freins et leurs attentes. Principaux enseignements de cette étude : l'administration en ligne fait déjà partie de l'univers des internautes et aujourd'hui, les usages concernent davantage la recherche d'information que les services interactifs. Motivés par un souci de simplification des démarches administratives et de proximité, les internautes – comme l'ensemble des Français – focalisent leurs attentes dans trois domaines : l'emploi, l'éducation et la santé. Reste un double frein à l'utilisation de l'Internet public : sa faible pénétration pour l'ensemble des Français, et la méfiance qu'il suscite parmi les internautes (risque de piratage, manque de confidentialité des données...). Enfin, en matière de rapprochement usagers-administration, plus d'un Français sur deux préfère disposer d'un service en ligne au niveau local plutôt qu'au niveau national. Pour ce faire, l'amélioration de la qualité des sites, le développement de l'accès à Internet, la simplification des procédures et du langage administratifs, et des campagnes d'information sur les services existants apparaissent comme les clés de la réussite de ce rapprochement.

L'administration en ligne fait déjà partie de l'univers des internautes

L'Internet public est attractif et son utilisation est déjà largement répandue chez les internautes : 74% d'entre eux ont déjà consulté un site Internet d'administration ou de service public. Les plus grands utilisateurs sont les 18-24 ans (83%), les internautes utilisant Internet au quotidien (83%), et les habitants de petites villes de 2 000 à 20 000 habitants (84%).

Aujourd'hui, les usages concernent davantage la recherche d'information que les services interactifs

La fréquentation des sites publics relève principalement de la visite de découverte ou de recherche d'information : 35% des internautes sont allés sur un site public sans savoir quoi y chercher ; 40% ont visité un site public pour y chercher de l'information ; et entre 5 et 11% ont utilisé des services interactifs (comme l'obtention de formulaires ou le paiement d'impôt en ligne).

Un outil de simplification des démarches administratives et de proximité entre l'administration et les usagers

Les utilisateurs des sites publics (28% de l'échantillon) sont avant tout motivés par un souci de simplification de leurs démarches administratives : 58% les ont utilisés pour éviter les files d'attente et déplacements ; 35% pour gagner du temps par rapport aux délais postaux, et 29% pour éviter de téléphoner dans des centres administratifs.

L'ensemble des Français voient d'ailleurs dans Internet un facteur potentiel d'amélioration des relations entre administrations et usagers : 68 % des personnes interrogées pensent ainsi qu'Internet rapprochera les services publics des besoins des citoyens (85% des internautes, 88% de ceux ayant déjà visité un site administratif, et 83 % des jeunes de moins de 24 ans).

Attentes en priorité dans le domaine de l'emploi, de l'éducation et de la santé

Les attentes prioritaires des Français vis à vis de l'Internet public se situent dans les domaines de l'emploi (41% pensent qu'Internet va permettre d'améliorer les prestations de l'administration dans ce domaine), la santé (24%), l'éducation (23%) et les services sociaux (20%). Les internautes ont des attentes plus poussées dans le domaine de l'emploi (58%), de l'éducation (33%), de la santé (29%) et de la fiscalité (27%).

La faible pénétration d'Internet, principal frein à l'utilisation des sites administratifs pour les Français ; la méfiance, principal obstacle pour les internautes

Chez les non internautes, les obstacles matériels constituent le principal frein à l'utilisation de l'Internet public : la non utilisation d'Internet en général (67%) et l'absence d'accès à Internet à domicile (27%) sont les motifs les plus fréquemment avancés. Chez les internautes, ce sont la préférence pour le contact humain (15%), mais surtout une certaine méfiance par rapport à Internet (risque de piratage des données confidentielles, crainte des erreurs de saisie ou de transmission : 27% au total) qui expliquent l'essentiel de leurs réticences.

Une attente forte de développement des sites locaux

Le rapprochement entre les usagers et l'administration passe par le développement de sites proches d'eux, à l'échelon local : 51 % des personnes interrogées préfèrent ainsi disposer des services publics en ligne au niveau local (site du département, de la ville ou des administrations locales), plutôt qu'au niveau national. L'attente d'Internet local n'est pas liée à la taille de la ville des interviewés : les habitants d'agglomération de plus de 100 000 habitants sont tout aussi intéressés que ceux des villes de moins de 2000 habitants.

Qualité, développement de l'accessibilité à Internet, simplifications administratives et communication : 4 clés de succès pour le rapprochement usagers-administrations

Les conditions de succès identifiées par les internautes :

- l'exigence de services Internet de qualité, passant notamment par la mise à jour régulière des contenus (cité par 36% des Français et 52% des internautes) ;
- l'élargissement de l'accessibilité à Internet, avec notamment le développement de centres d'accès gratuits ; (35% des Français et 42% des internautes) et la formation aux nouvelles technologies (respectivement 29 et 28%) ;
- la simplification des procédures administratives (respectivement 25 et 33%) et du langage administratif (32%) ;
- la communication (26% des internautes souhaitent des campagnes d'information sur les services existants).

Fiche Technique

Enquête réalisée les 20 et 21 juin 2002 pour **Cap Gemini-Ernst & Young** auprès d'un échantillon national de 1 000 personnes représentatif de l'ensemble de la population âgée de 18 ans et plus, interrogées en face à face à leur domicile. Méthode des quotas (sexe, âge, profession du chef de ménage PCS) et stratification par région et catégorie d'agglomération.

Les Français et les démarches administratives sur Internet

SOFRES - août 2002

Le forum des droits sur Internet

D'après notre étude menée pour Le Forum des droits sur l'Internet, près de la moitié des Français (48%) ont déjà effectué ou seraient prêts à effectuer une démarche administrative en ligne. Parmi les trois motifs de recours à Internet pour effectuer de telles démarches, les personnes interrogées mettent en avant le fait d'éviter de se déplacer ou de faire la queue (76%), la possibilité de suivre son dossier au jour le jour (33%) et la rapidité accrue dans le traitement des dossiers (29%). Au-delà du recours à la consultation de sites publics, notre étude permet de cerner les attentes des usagers en matière de téléprocédures. Trois services sont mis en avant par les internautes : les services fiscaux (53%), les services sociaux (46%) et les services administratifs (46%). Enfin, les Français se montrent très intéressés par la mise en place d'un service qui permettrait d'effectuer l'ensemble de démarches sur Internet et de suivre leur état d'avancement : 79% y sont favorables, contre 18%.

Les pratiques des Français en matière de démarches administratives sur Internet

En première approche, les Français se répartissent en trois catégories en ce qui concerne leur rapport à la possibilité d'effectuer leurs démarches administratives sur Internet : les usagers actuels (12% des répondants déclarent avoir déjà effectué une démarche administrative sur Internet, soit plus d'un Français sur dix) ; les usagers potentiels (36% n'ont jamais effectué une telle démarche mais se déclarent prêts à le faire) ; les non-usagers (51% des Français ne sentent pas prêts à utiliser Internet pour leurs démarches administratives).

Au total, le potentiel de développement des démarches administratives en ligne est important puisque près de la moitié de la population (48%) a déjà recours à cette possibilité ou y est ouverte. Il n'y a donc pas de blocage a priori, de principe, sur cette question.

Une pratique différenciée

Plus encore, au-delà de ces données générales, la pratique actuelle ou potentielle des démarches administratives par Internet apparaît différenciée :

- Selon le sexe et l'âge : elle est davantage le fait des hommes (55%) que des femmes (42%), et surtout, si elle est minoritaire chez les plus de 50 ans, elle est très répandue chez les plus jeunes : 74% chez les 18-24 ans, 69% chez les 25-34 ans et 58% chez les 35-49 ans. Il y a là le signe que l'interactivité peut constituer un facteur d'amélioration du rapport des plus jeunes à l'administration.
- Selon la catégorie socioprofessionnelle : les cadres sont les plus ouverts à cette possibilité (26% ont déjà fait une démarche par Internet et 54% y sont prêts), suivis par les classes moyennes salariées (professions intermédiaires, employés), les réticences les plus fortes apparaissant chez les ouvriers (45% d'usagers actuels ou potentiels).
- Selon la situation professionnelle : la pratique actuelle ou potentielle des démarches en ligne est largement majoritaire dans toutes les catégories d'actifs (et en particulier chez les travailleurs indépendants - 70% - qui y trouvent un intérêt professionnel évident) tandis qu'elle est minoritaire chez les chômeurs et les inactifs. La possibilité de se connecter depuis son lieu de travail joue sans doute ici un rôle déterminant.
- Selon le nombre de personnes au foyer : on est d'autant plus ouvert à la possibilité d'effectuer ses démarches sur Internet qu'il y a de monde dans le foyer, c'est-à-dire que la famille est nombreuse, et donc les démarches importantes.

- Selon la fréquentation d'Internet : 81% des internautes ont déjà effectué (26%) ou sont prêts à effectuer (55%) une démarche sur Internet, contre 23% des non-internautes. Chez les internautes les plus fréquents (connexion quotidienne), cet usage est déjà largement entré dans les mœurs, puisque 38% ont effectué un acte administratif et 56% y sont prêts. Plus largement, la corrélation entre la fréquence de connexion et l'accomplissement de démarches administratives en ligne ouvre des perspectives importantes pour le développement de l'administration par Internet.

Les atouts de l'administration en ligne

Le contournement des écueils traditionnellement associés, dans les représentations collectives, aux rapports avec l'administration, constitue le motif essentiel de recours aux services publics sur Internet.

Ainsi, le premier motif de recours à l'Internet pour les démarches administratives est, de très loin, le fait que cela évite de se déplacer, de faire la queue et de perdre du temps, que citent plus des trois quarts des usagers actuels ou potentiels (76%). Cet argument apparaît particulièrement important aux yeux de ceux qui ont déjà effectué une telle démarche (81%), des moins de 35 ans, des cadres et des travailleurs indépendants, soit les catégories actives dont la disponibilité est moindre. S'il y a là un atout évident d'Internet, il faut souligner l'importance de ce motif, qui est de nature à infléchir, à terme, les clichés populaires attachés au fonctionnement des administrations et à la pénibilité qui y est associée.

On peut d'ailleurs relier à ce premier motif la rapidité accrue dans le traitement des dossiers, mentionnée par 29% des répondants, et que valorisent particulièrement les commerçants, artisans et industriels (40%).

D'autres atouts plus spécifiques d'Internet constituent aussi un motif d'accomplissement des démarches en ligne. Ainsi la possibilité de suivre l'avancement de son dossier au jour le jour (33%, et 45% des salariés du secteur public), et l'accès à de nouveaux services comme personnalisation du dossier ou le calcul des impôts en ligne (28%, et 31% des usagers actuels). Des atouts destinés à peser plus lourds avec l'accroissement de la connaissance et de la pratique d'Internet en général.

Au total, le recours aux services publics en ligne découle encore essentiellement de la facilitation qu'elle représente par rapport aux modes traditionnels de lien avec l'administration, plus en tout cas que des services propres à Internet, en matière d'interactivité par exemple. Si la valeur ajoutée d'Internet en matière de relations avec l'administration n'est encore perçue que par une partie minoritaire du public, la possibilité d'accomplir les démarches par Internet peut donc constituer un levier pour l'amélioration de l'image de l'administration dans l'opinion publique.

Obstacles et réticences

Face aux avantages ainsi reconnus à l'accomplissement des démarches en lignes, deux types d'obstacles et de réticences sont évoqués par ceux qui ne se sentent pas prêts pour une telle pratique.

- Des réticences par rapport au principe d'Internet en général : 59% des non-usagers disent préférer avoir un contact en face-à-face avec un interlocuteur de l'administration, ce qui souligne l'importance de l'interactivité des sites administratifs et le maintien de modalités de relations multiples avec les agents en cas de besoin. C'est bien la dépersonnalisation liée à l'aspect " machine " du réseau qui fait peur. Plus secondairement, le manque de confiance dans la sécurité d'Internet (11%) explique aussi que l'on n'envisage pas de recourir aux sites administratifs pour effectuer ses démarches.

- Des obstacles matériels : l'absence d'accès à Internet, que ce soit à domicile ou au bureau (40%) ou la méconnaissance du fonctionnement d'Internet (28%) expliquent largement le non recours à l'administration en ligne.

Face à ces facteurs lourds, liés au développement d'Internet en France et à l'évolution des représentations qui y sont associées, il est à souligner que la crainte de la complexité des démarches administratives par Internet n'est mentionnée que par 6% des non-usagers. Il ne semble donc pas y avoir de frein intrinsèque, attaché au principe ou au fonctionnement de l'administration sur Internet, au développement des démarches administratives en ligne.

Les services privilégiés des usagers actuels et potentiels

Par-delà des pratiques et des perceptions globalement favorables au développement des démarches administratives sur Internet, un certain nombre de services et de modalités techniques sont envisagés très favorablement par les Français et pourraient contribuer au développement de ces pratiques.

Les services fiscaux apparaissent comme les plus intéressants aux yeux des Français ayant déjà effectué ou envisageant d'effectuer des démarches en ligne : 53% seraient intéressés par la possibilité de remplir sa déclaration de revenus ou de payer ses impôts en ligne. De plus, cet intérêt est plus marqué encore dans les catégories les plus concernées par l'accomplissement de ces démarches – les hommes (57%, contre 48% chez les femmes), ceux qui ont des revenus et un patrimoine plus importants, soit les plus âgés (58% chez les 50 ans et plus) et les cadres, et plus encore les travailleurs indépendants, dont la fiscalité est plus complexe (77%). La simplification que pourrait entraîner l'usage d'Internet pour cette démarche par essence peu appréciée nourrit ici une véritable attente – à laquelle peut également contribuer la notoriété relativement plus importante de l'existence de ces services sur Internet. Notons au passage que l'intérêt exprimé par les plus âgés sur ce point montre que lorsque qu'il s'incarne dans des services concernant directement les usagers potentiels, l'Internet administratif peut susciter un fort attrait jusque dans les catégories les moins "internautes".

Le suivi des dossiers d'allocations familiales ou de Sécurité Sociale constitue le second grand service intéressant les usagers (46%), et plus particulièrement ceux qui sont en situation d'avoir des enfants (plus de 50% chez les 25-49 ans, 55% dans les foyers de plus de trois personnes) mais aussi dans les catégories populaires (55%).

La possibilité de renouveler ses papiers ou d'obtenir des documents représente un troisième grand pôle de services intéressant les usagers potentiels ou actuels de l'administration en ligne, qu'il s'agisse d'obtenir des documents d'état civil (46%), de renouveler sa carte d'identité ou son passeport (37%) ou de demander des papiers relatifs à son véhicules (29%).

Enfin, certains services, s'ils remportent un moindre succès sur l'ensemble de la population, suscitent un fort intérêt dans les catégories plus particulièrement concernées : ainsi la possibilité de consulter les offres d'emploi et de poser sa candidature sur le site de l'ANPE (29% dans l'ensemble, mais 38% chez les 18-24 ans), de remplir une demande d'aide au logement ou de bourse d'étude (19% mais 38% chez les 18-24 ans) ou encore celle de s'inscrire à un concours administratif (12%, mais 18% chez les 18-24 ans).

Une opinion favorable à l'offre de services interactifs pleinement intégrés

Si, comme on l'a vu, l'administration sur Internet séduit essentiellement par la simplification et l'accélération des démarches qu'elle peut entraîner, les Français se montrent demandeurs de services intégrés mettant en œuvre les fonctionnalités propres d'Internet et les bénéfiques qu'elles procurent.

Ainsi, les usagers actuels et potentiels de l'administration en ligne préfèrent quasi unanimement la possibilité de remplir les formulaires administratifs sur leur ordinateur et de les renvoyer en ligne

(89%) à l'option " mixte " consistant à télécharger les documents sur leur ordinateur et les renvoyer par courrier (10%).

De même, les Français se montrent très intéressés par la mise en place d'un service qui permettrait d'effectuer l'ensemble de démarches sur Internet et de suivre leur état d'avancement : 79% y sont favorables contre 18% opposés, et ce malgré les craintes qu'un tel système pourrait générer en termes de complexité d'utilisation et d'intrusion dans la vie privée. Plus encore, si les usagers actuels et potentiels se montrent très enthousiastes à l'égard d'un tel système (93% de favorables, dont 43% de très favorables), les deux tiers (66%) des non-usagers y sont également favorables, malgré les réticences et le manque de familiarité précédemment relevées à l'égard de l'usage d'Internet.

Les réticences existant à l'égard d'un tel service proviennent essentiellement de la crainte du manque de confidentialité, exprimée par 60% de ceux qui y sont opposés, et plus encore par 67% des usagers actuels ou potentiels de l'administration en ligne. Il est intéressant de noter qu'il s'agit là d'une crainte qui n'est pas propre à l'Internet public, mais qui affecte l'ensemble des usages possibles du réseau, en particulier l'achat en ligne – même si elle peut être renforcé ici par le syndrome " Big Brother " lié à l'État. La crainte de la complexité excessive du système (31%, et 34% des non usagers) et celle de la confusion des administrés par le système sont comparativement moins importante. C'est donc bien sur le plan de la confidentialité qu'un travail de communication devra être effectué pour lever les obstacles à la généralisation de l'usage d'un tel système.

De même, les Français accueillent très positivement la perspective de la création d'une carte d'identité électronique sécurisée permettant d'accomplir toutes les démarches en ligne (identification, signature et paiement) : 73% y sont favorables (dont 28% très favorables) contre 25% opposés. Là encore, l'intérêt est plus marqué encore chez les usagers actuels et potentiels (83%), ainsi que chez les jeunes (88% chez les 18-24 ans) et les internautes les plus assidus (87%), mais est également majoritaire chez les non-usagers (63%, contre 33% d'opposés) et les catégories les moins familières d'Internet (catégories populaires, personnes âgées).

Un terreau favorable au développement des démarches administratives en ligne

Il apparaît ainsi qu'existe dans l'opinion publique un terreau très favorable au développement des démarches administratives en ligne. Les grandes craintes associées, dans les représentations collectives, à Internet, constituent un obstacle mineur par rapport à l'attrait des Français, et en particulier des catégories ayant le plus de relations avec l'administration (familles, travailleurs indépendant par exemple), envers la perspective de simplification des démarches administratives qu'offre l'Internet public. Les véritables obstacles actuels n'ont pas trait au mariage de l'administration et du réseau, mais relèvent du rapport global à Internet (équipement et familiarité insuffisants), obstacles que le développement de celui-ci dans la population permettra de lever progressivement.

Au total, au regard des attentes exprimées en matière de services administratif sur Internet, et sous condition de mise en place de services à la hauteur de ces attentes, le développement de l'administration en ligne apparaît dès à présent, par-delà les pratiques, comme un véritable levier d'amélioration des rapports des Français à leur administration.

- Aujourd'hui, il est possible d'effectuer certaines démarches administratives par Internet. A propos de ces démarches, laquelle des situations suivantes correspond le mieux à la vôtre ?

Vous avez déjà effectué des démarches administratives sur Internet	12
Vous n'avez pas encore effectué de démarches administratives sur Internet mais vous seriez prêt à le faire	36
Sous-total utilisateurs actuels ou potentiels	48
Vous n'êtes pas prêt à effectuer des démarches administratives sur Internet	51
Sans réponse	1

- Pour quelles raisons n'êtes-vous pas prêt à effectuer des démarches administratives sur Internet ? (1)

A ceux qui ne sont pas prêts (51 % de l'échantillon)		
	%	rang
Vous préférez avoir un contact personnel, en face-à-face, avec un interlocuteur de l'administration	59	1
Vous ne disposez pas d'un accès à Internet, ni chez vous ni sur votre lieu de travail	40	2
Vous n'avez jamais utilisé Internet ou vous ne savez pas très bien comment cela fonctionne	28	3
Vous pensez qu'Internet n'est pas encore un moyen assez sûr pour effectuer des démarches administratives	11	4
Vous ne connaissez pas ou très peu les services administratifs disponibles sur Internet	6	5
Vous pensez que c'est encore très compliqué d'effectuer des démarches administratives en ligne	6	6
Autres	5	
Sans réponse	2	

(1) Le total des % est supérieur à 100, les personnes interrogées ayant pu donner deux réponses.

- Quelles sont les principales raisons qui vous ont incité ou qui pourraient vous inciter à faire vos démarches administratives sur Internet ? (1)

A ceux qui ont déjà fait ou seraient prêts à faire des démarches administratives sur Internet (48 % de l'échantillon)		
	%	rang
Cela évite de se déplacer, de faire la queue, de perdre du temps	76	1
Cela permet de suivre au jour le jour l'état d'avancement de son dossier administratif	33	2
Les dossiers sont traités plus rapidement	29	3
Cela permet d'avoir accès à de nouveaux services (personnalisation de votre dossier administratif, calcul du montant de l'imposition, etc)	28	4
Autres	4	
Sans réponse	0	

(1) Le total des % est supérieur à 100, les personnes interrogées ayant pu donner deux réponses.

- Personnellement, pour effectuer une démarche administrative sur Internet comme remplir un formulaire par exemple, qu'est ce qui aurait votre préférence ?

A ceux qui ont déjà fait ou seraient prêts à faire des démarches administratives sur Internet (48 % de l'échantillon)		
Pouvoir télécharger sur votre ordinateur les formulaires administratifs, les imprimer, les remplir à la main et les renvoyer par courrier	10	
Pouvoir remplir les formulaires sur votre ordinateur et les renvoyer en ligne, par Internet	89	
Sans opinion	1	

- Voici un certain nombre de services administratifs disponibles sur Internet. Quels sont les trois qui vous paraissent les plus intéressants ? (1)

A ceux qui ont déjà fait ou seraient prêts à faire des démarches administratives sur Internet (48% de l'échantillon)		
	%	rang
Remplir sa déclaration de revenus ou payer ses impôts	53	1
Pouvoir suivre l'évolution de son dossier d'allocations familiales ou de Sécurité Sociale (paiements, remboursements, attestations)	46	2
Obtenir des documents d'état civil (extraits d'acte de naissance, mariage ou décès)	46	3
Demander le renouvellement de sa carte d'identité ou de son passeport	37	4
Consulter les offres d'emploi de l'ANPE et présenter sa candidature	29	5
Demander des papiers relatifs à son véhicule (certificat d'immatriculation, déclaration de perte ou vol etc.)	25	6
Remplir une demande d'aide au logement ou de bourse pour les étudiants	19	7
S'inscrire à un concours administratif	12	8
Prendre un rendez-vous (à la Caisse d'allocations familiales ou à la Mairie par exemple)	9	9
Sans réponse		1

(1) Le total des % est supérieur à 100, les personnes interrogées ayant pu donner trois réponses.

Les administrations envisagent de mettre en place, pour chaque citoyen, un service personnalisé et sécurisé sur Internet, qui permettrait d'effectuer l'ensemble de vos démarches administratives et de suivre leur état d'avancement.

- Personnellement, êtes-vous tout à fait favorable, plutôt favorable, plutôt opposé ou tout à fait opposé à la création d'un tel service ?

	Ensemble des Français	Ont déjà fait ou seraient prêts à faire des démarches administratives (48 % de l'échantillon)	N'ont jamais fait de démarche et n'envisagent pas d'en faire (51 % de l'échantillon)
Tout à fait favorable	27	43	13
Plutôt favorable	52	50	53
ST Favorable	79	93	66
Plutôt opposé	11	5	18
Tout à fait opposé	7	1	12
ST Opposé	18	6	30
Sans opinion	3	1	4

- Pour quelles raisons principales y êtes-vous opposé ? (1)

À ceux qui y sont opposés			
	Parmi l'ensemble des Français (18 % de l'échantillon)	Parmi ceux qui ont fait des démarches ou sont prêts à le faire	Parmi ceux qui n'ont pas fait des démarches et ne sont pas prêts
Vous estimez qu'il sera difficile de garantir totalement la confidentialité des données vous concernant dans un tel système	60	67	60
Vous craignez que les informations administratives vous concernant soient centralisées et accessibles à l'ensemble des administrations	28	37	27
Vous craignez que cela soit trop compliqué, vous avez peur de ne pas savoir vous en servir	31	17	34
Vous craignez que l'on vous confonde avec une autre personne	18	27	17
Sans réponse	8	0	9

(1) Le total des % est supérieur à 100, les personnes interrogées ayant pu donner deux réponses.

- Seriez-vous favorable ou opposé à ce que l'État délivre aux personnes qui en font la demande une carte d'identité électronique sécurisée (carte à puce) qui pourrait leur servir dans l'accomplissement de toutes leurs démarches administratives sur Internet (identification, signature, paiement en ligne) ?

Tout à fait favorable	28
Plutôt favorable	45
ST Favorable	73
Plutôt opposé	17
Tout à fait opposé	8
ST Opposé	25
Sans opinion	2

* En raison de la faiblesse des effectifs, les résultats sont à interpréter avec prudence.

Fiche Technique

Enquête réalisée par téléphone les 30 et 31 août 2002 pour **Le Forum des droits sur l'internet** auprès d'un échantillon national de 1 000 personnes représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus. Méthode des quotas (sexe, âge, profession du chef de ménage PCS) et stratification par région et catégorie d'agglomération.

Les Français et leurs services publics

CSA - Septembre 2002

Sélection du reader's

Perception générale des services publics

- Diriez-vous que les Services Publics fonctionnent très bien, assez bien, assez mal ou très mal dans notre pays ?

	Ensemble des Français
	%
Bien	65
Très bien	7
Assez bien	58
Mal	35
Assez mal	27
Très mal	8
Ne se prononcent pas	-
<i>TOTAL</i>	<i>100</i>

Opinions détaillées et traits d'image des services publics et des agents

- Pouvez-vous noter de 0 à 20 chacun des Services Publics suivants en fonction de l'opinion que vous en avez (La note 0 correspondant à la plus mauvaise opinion, 10 à une opinion moyenne et 20 à la meilleure opinion) ?

	Rappel Note ¹ moyenne 2000	Note moyenne 2002
	%	%
Electricité de France (EDF)	14	14.7
Les Mairies	(*)	13.8
La Poste	12.7	13.4
Les hôpitaux	13.7	13.4
France Télécom	(*)	13.1
L'assurance maladie (CNAM)	(*)	13.1
Les allocations familiales (CAF)	(*)	12.5
La Police	12.1	12.3
Les Préfectures	(*)	12.3
L'Education nationale	11.1	11.7
Les transports publics (RATP, SNCF)	11.5	11.7
Les services des impôts	(*)	11,1
L'assurance chômage (ASSEDIC)	(*)	11
France Télévision	10.8	10.6
L'Agence Nationale Pour l'Emploi (ANPE)	(*)	10.3
La Justice	9.8	9.2
<i>Note moyenne</i>	<i>12</i>	<i>12.1</i>

(*) Item non testé en 2000.

¹ Sondage exclusif CSA/Capital réalisé par téléphone les 29 et 30 mai 2000 auprès d'un échantillon national représentatif de 994 personnes âgées de 18 ans et plus, constitué d'après la méthode des quotas (sexe, âge, profession du chef de ménage), après stratification par région et taille d'agglomération.

- Selon vous, pour chacun des adjectifs suivants, correspond-il tout à fait, assez bien, assez mal ou pas du tout aux agents des Services Publics ?

En %	Ensemble des Français
Compétents	
Tout à fait	8
Assez bien	74
<i>Sous-total</i>	82
Assez mal	14
Pas du tout	3
<i>Sous-total</i>	17
Ne se prononcent pas	1
<i>TOTAL</i>	100
Privilégiés	
Tout à fait	16
Assez bien	61
<i>Sous-total</i>	77
Assez mal	13
Pas du tout	8
<i>Sous-total</i>	21
Ne se prononcent pas	2
<i>TOTAL</i>	100
Dévoués	
Tout à fait	9
Assez bien	59
<i>Sous-total</i>	68
Assez mal	25
Pas du tout	6
<i>Sous-total</i>	31
Ne se prononcent pas	1
<i>TOTAL</i>	100
Débordés	
- Tout à fait	28
- Assez bien	33
<i>Sous-total</i>	61
- Assez mal	19
- Pas du tout	18
<i>Sous-total</i>	37
- Ne se prononcent pas	2
<i>TOTAL</i>	100
Disponibles	
- Tout à fait	12
- Assez bien	49
<i>Sous-total</i>	61
- Assez mal	29
- Pas du tout	9
<i>Sous-total</i>	38
- Ne se prononcent pas	1
<i>TOTAL</i>	100
Motivés	
- Tout à fait	9
- Assez bien	47
<i>Sous-total</i>	56
- Assez mal	29
- Pas du tout	14
<i>Sous-total</i>	43
- Ne se prononcent pas	1
<i>TOTAL</i>	100

Réformes attendues et souhaits d'évolution des services publics

A - Efforts et pistes de modernisation

- Et parmi les actions suivantes, quelles sont celles que les Services Publics devraient entreprendre pour s'améliorer ?

	Ensemble des Français
<i>(Réponses données à l'aide d'une liste)</i>	%
Simplifier les démarches administratives	46
Etre davantage au service des citoyens	36
Avoir des horaires d'ouverture élargis et plus souples	32
Assurer une meilleure formation des agents	21
Réduire leurs dépenses	17
Assurer un suivi personnalisé des démarches engagées	14
Moderniser les locaux et les structures d'accueil	11
Favoriser les démarches administratives par Internet	9
Ne se prononcent pas	2
TOTAL	(1)

(1) Total supérieur à 100, les personnes interrogées ayant pu donner deux réponses.

B - L'ouverture à la concurrence

Pour chacune des missions suivantes, dites-moi si vous préférez qu'elle soit assurée par l'Etat uniquement, qu'elle soit partagée par l'Etat et le secteur privé, qu'elle soit assurée par le secteur privé uniquement ?

		Par l'Etat uniquement	Par l'Etat et le secteur privé	Par le secteur privé uniquement	Ne se prononcent pas
Le maintien de l'ordre	100%	74	20	5	1
La protection de l'emploi	100%	51	39	9	1
L'éducation	100%	49	41	9	1
Le courrier	100%	48	26	24	2
La santé	100%	46	43	10	1
L'eau et l'électricité	100%	40	36	23	1
Les transports	100%	34	40	25	1
La culture	100%	34	49	15	2
La télévision	100%	22	46	30	2

C - Service minimum et droit de grève

- A propos du droit de grève dans les Services Publics, parmi les opinions suivantes, quelle est celle qui se rapproche le plus de la vôtre ?

	Rappel Note ² moyenne 2000	Ensemble des Français 2002
	%	%
Le droit de grève doit être maintenu tel quel	23	25
Le droit de grève doit être systématiquement assorti d'un service minimum	70	65
Le droit de grève doit être totalement interdit	7	8
Ne se prononcent pas	-	2
TOTAL	100	100

² Sondage exclusif CSA/Capital réalisé par téléphone les 29 et 30 mai 2000 auprès d'un échantillon national représentatif de 994 personnes âgées de 18 ans et plus, constitué d'après la méthode des quotas (sexe, âge, profession du chef de ménage), après stratification par région et taille d'agglomération.

Fiche Technique

Sondage exclusif CSA / SÉLECTION DU READER'S DIGEST réalisé par téléphone le 17 juillet 2002 auprès d'un échantillon national représentatif de 1001 personnes âgées de 18 ans et plus, constitué d'après la méthode des quotas (Sexe, âge, profession du chef de ménage), après stratification par région et taille d'agglomération.

Observatoire de la fiscalité et des finances publiques
Les Français et la fonction publique
BVA - Septembre 2002
Contribuables Associés

Estimation de la proportion de fonctionnaires parmi les actifs

- D'après vous, quelle est la proportion de fonctionnaires au sein de la population active française ?

	Ensemble	<i>La réponse exacte est : 20 à 25%</i>		Ensemble
1-10%	5	Moins de 20%		11
11-20%	17			
21-30%	20			
31-40%	17	20 à 25%		18
41-50%	11			
51-60%	6	Plus de 25%		53
61-70%	3			
71%et plus	3			
Ne sait pas	18	Ne sait pas		18
Total	100	total		100
Moyenne		35,75		

Comparaison des statuts entre le public et le privé

- En matière de salaires et d'acquis sociaux : conditions de travail, retraites, etc, diriez-vous que, de manière générale, la situation des salariés du public est plutôt meilleure, plutôt moins bonne ou à peu près pareille que celle des salariés du privé ?

	Ensemble	Proximité partisane		Statut de l'interviewé		
		Sympathisants de gauche	Sympathisants de droite	Salariés du public	Salariés du privé	A son compte
Plutôt meilleure	52	48	61	37	63	63
Plutôt moins bonne	24	27	19	29	19	11
A peu près pareil	22	24	19	32	17	23
Ne sait pas	2	1	1	2	1	3
Total	100	100	100	100	100	100

Opinion sur la garantie d'emploi à vie pour les fonctionnaires

- Vous personnellement, trouvez-vous justifié qu'un fonctionnaire soit assuré d'un emploi à vie quelle que soit la qualité de son travail ?

	Ensemble	Proximité partisane		Statut de l'interviewé		
		Sympathisants de gauche	Sympathisants de droite	Salariés du public	Salariés du privé	A son compte
Oui	29	32	21	33	26	19
Non	69	67	78	66	73	81
Ne sait pas	2	1	1	1	1	-
Total	100	100	100	100	100	100

Sentiment à l'égard de l'ouverture à la concurrence de France Télécom et d'Air France

- Le monopole de certaines entreprises publiques a été supprimé et ces entreprises publiques sont désormais mises en concurrence avec d'autres compagnies. Vous personnellement, avez-vous le sentiment que la suppression du monopole de ... est plutôt une bonne chose ou plutôt une mauvaise chose pour les gens comme vous ?

France Telecom dans les télécommunications	Ensemble	Proximité partisane		Statut de l'interviewé		
		Sympathis de gauche	Sympathis de droite	Salariés du public	Salariés du privé	A son compte
Plutôt une bonne chose	60	58	71	60	68	69
Plutôt une mauvaise chose	30	32	23	35	21	18
ni l'un, ni l'autre	7	7	4	4	9	5
Ne sait pas	3	3	2	1	2	8
Total	100	100	100	100	100	100

Air France dans le transport aérien national	Ensemble	Proximité partisane		Statut de l'interviewé		
		Sympathis de gauche	Sympathis de droite	Salariés du public	Salariés du privé	A son compte
Plutôt une bonne chose	59	56	73	60	64	67
Plutôt une mauvaise chose	28	32	21	27	26	14
ni l'un, ni l'autre	6	6	2	6	6	11
Ne sait pas	7	6	4	7	4	8
Total	100	100	100	100	100	100

Opinion sur l'éventualité de l'ouverture à la concurrence d'autres entreprises publiques

- Pour chacune des entreprises ou établissements publics suivants, dites-moi si vous seriez plutôt favorable ou plutôt opposé à une suppression de leur monopole et à leur mise en concurrence avec d'autres entreprises ?

EDF / GDF	Ensemble	Proximité partisane		Statut de l'interviewé		
		Sympathis de gauche	Sympathis de droite	Salariés du public	Salariés du privé	A son compte
Plutôt favorable	59	53	71	57	61	69
Plutôt opposé	37	45	28	41	37	26
Ne sait pas	4	2	1	2	2	5
Total	100	100	100	100	100	100

La SNCF	Ensemble	Proximité partisane		Statut de l'interviewé		
		Sympathis de gauche	Sympathis de droite	Salariés du public	Salariés du privé	A son compte
Plutôt favorable	57	49	70	55	59	60
Plutôt opposé	40	49	29	42	40	34
Ne sait pas	3	2	1	3	1	6
Total	100	100	100	100	100	100

La Poste	Ensemble	Proximité partisane		Statut de l'interviewé		
		Sympathis de gauche	Sympathis de droite	Salariés du public	Salariés du privé	A son compte
Plutôt favorable	53	46	62	51	60	61
Plutôt opposé	44	52	36	46	38	32
Ne sait pas	3	2	2	3	2	7
Total	100	100	100	100	100	100

L'assurance chômage / les ASSEDIC	Ensemble	Proximité partisane		Statut de l'interviewé		
		Sympathis de gauche	Sympathis de droite	Salariés du public	Salariés du privé	A son compte
Plutôt favorable	38	31	46	39	37	42
Plutôt opposé	56	66	50	56	61	39
Ne sait pas	6	3	4	5	2	19
Total	100	100	100	100	100	100

La Sécurité Sociale	Ensemble	Proximité partisane		Statut de l'interviewé		
		Sympathis. de gauche	Sympathis. de droite	Salariés du public	Salariés du privé	A son compte
Plutôt favorable	36	30	40	28	37	57
Plutôt opposé	60	68	57	69	61	36
Ne sait pas	4	2	3	3	2	7
Total	100	100	100	100	100	100

Fiche technique

Enquête réalisée auprès d'un échantillon représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus. 981 personnes ont été interrogées du 13 au 14 septembre 2002 par téléphone. Echantillonnage par la méthode des quotas : sexe, âge, profession du chef de famille, région et catégorie d'agglomération.

Les internautes français fréquentent de plus en plus les sites web gouvernementaux SOFRES - novembre 2002

Les Français, et plus encore les internautes, utilisent davantage les services en ligne des sites gouvernementaux et publics qu'en 2001

25% des Français ont utilisé les services en ligne des sites gouvernementaux au cours des 12 mois précédant l'étude, soit une augmentation de 7 points par rapport à 2001 (18%). La France se rapproche ainsi progressivement de la moyenne internationale (30%). Cette évolution concerne l'ensemble des pays interrogés : en 2001 (27 pays), la moyenne internationale s'établissait à 26%.

La progression est encore plus nette parmi les internautes : 69% des internautes français ont accédé aux services gouvernementaux en ligne au cours du mois précédant l'étude, pour 55% en 2001. La France se situe ainsi au-dessus de la moyenne internationale (61%).

Les internautes français plus friands des sites web que leurs voisins européens

Sur les 31 pays étudiés, et si l'on considère l'ensemble de la population, la France occupe en 2002 le 17^{ème} rang mondial des utilisateurs des services gouvernementaux en ligne. Mais elle figure au 8^{ème} rang mondial si l'on s'intéresse à la seule population des internautes. Cela signifie que la France souffre toujours d'un retard dans l'accès à l'Internet, mais que les internautes y sont plus friands des sites publics que dans les principaux pays européens (Allemagne, Grande-Bretagne) et même qu'aux Etats-Unis.

Les hommes et les "moins de 25 ans" sont les plus gros consommateurs

Les Français utilisent davantage ces services que les Françaises (27% des hommes et 23% des femmes). Et on assiste par ailleurs, par rapport à 2001, à une plus forte augmentation chez les hommes (+9 points) que chez les femmes (+6 points). Dans le même temps, au niveau mondial, l'utilisation des services online a légèrement augmenté chez les hommes (+5 points) et est restée relativement stable chez les femmes (+2 points).

Les Français âgés de moins de 25 ans sont toujours les plus nombreux à consulter les sites gouvernementaux et à fournir des informations personnelles. A l'inverse, les plus de 65 ans restent les plus réticents. L'augmentation la plus significative se trouve parmi les Français âgés de 35 à 44 ans (augmentation de 15 points entre 2001 et 2002) ; ce qui leur permet de devenir un public aussi captif que les 25-34 ans. Au niveau mondial, nous observons globalement les mêmes évolutions avec une différence notable concernant les personnes âgées de 55 à 64 ans qui utilisent de plus en plus ces services (augmentation de 16 points entre 2001 et 2002).

La sécurité demeure un frein à l'utilisation du "e-gouvernement"

76% des Français (63% dans le monde) estiment encore qu'il n'est pas très sûr de laisser des informations personnelles sur Internet. Ce sentiment est toutefois en baisse de 8 points en France (stable dans le monde). Dans le même temps, on assiste à une progression concomitante des opinions allant dans le sens d'une pratique sécurisée de l'e-gouvernement : 15%, +4 points en France ; alors que dans le monde, cette opinion est plus fréquente (23% pour 14% en 2001).

Usages : la recherche d'informations avant tout

La recherche d'informations sur les sites gouvernementaux est toujours l'usage prioritaire des utilisateurs (24% au niveau mondial). Les pays qui utilisent le plus ce type de service sont la Suède et la Norvège (48%), le Danemark (47%), les Iles Féroë (46%) et la Finlande (42%). Le deuxième usage concerne le téléchargement de formulaires administratifs (11% dans le monde).

En France, l'usage prioritaire des utilisateurs des sites gouvernementaux concerne également la recherche d'information (18%), devant les opérations nécessitant de laisser des informations personnelles (11%) et le téléchargement de formulaires administratifs (7%). Une hiérarchie identique parmi les internautes français : la recherche d'information (78%), le fait de fournir des informations personnelles (48%) et le téléchargement des documents administratifs (32%).

Autres données complémentaires

Sur l'utilisation des sites gouvernementaux, les pays d'Europe du Nord remportent comme en 2001 la palme (57% en Suède, 56% en Norvège, 53% au Danemark, 52% les Iles Féroë-Danemark, 49% en Finlande). Singapour fait également partie du peloton de tête avec 53% d'utilisateurs de ces services. Ces pays possèdent également le pourcentage le plus élevé d'internautes ayant utilisé ces services (environ 80%). A l'inverse, 13% seulement de la population de la Grande-Bretagne et du Japon est adepte de l'e-gouvernement.

Globalement, les hommes se connectent plus sur les sites gouvernementaux (33%) que les femmes (26%), ainsi que les moins de 44 ans.

Les principaux marchés de l'Europe de l'Ouest - Allemagne, Espagne, France, et Italie - recueillent des pourcentages d'utilisateurs "d'e-gouvernement" similaires (entre 20% et 26%), excepté la Grande-Bretagne si l'on s'intéresse à l'ensemble de la population. Les internautes français (69%) sont en revanche beaucoup plus nombreux que leurs homologues européens à faire usage des services gouvernementaux on line. (Espagne, 64% ; Allemagne, 57% ; Italie, 47% ; Grande-Bretagne, 30%).

Le Japon, l'Allemagne, la France, Taiwan et l'Italie sont les pays où le plus grand nombre de personnes interrogées juge que l'utilisation de l'e-gouvernement est peu sûr. Le Danemark, Singapour, la Finlande, la Malaisie et Hong Kong sont les pays qui, en revanche, jugent les services gouvernementaux online comme très sécurisés.

Fiche technique

Pour la deuxième année consécutive, **Taylor Nelson Sofres** a conduit une étude internationale sur l'utilisation des sites internet des services publics. Cette étude dresse un panorama unique du "e-gouvernement" dans le monde. 31 pays ont été étudiés (27 pays en 2001) ; et 29 077 personnes interrogées, entre juillet et septembre 2002. Principal enseignement concernant la France : les internautes y fréquentent de plus en plus les sites web des services publics, au point de devancer leurs homologues espagnols, allemands, italiens et britanniques.

Sécurité - Insécurité

Les Français et l'insécurité

CSA - février 2002

Psychologies

- Dans votre vie quotidienne vous arrive-t-il de vous sentir en insécurité ?

	Ensemble des Français	Nombre de crimes et délits pour 1000 habitants dans le département			
		Très faible	Faible	Elevé	Très élevé
	%	%	%	%	%
Souvent / parfois	50	44	48	51	53
Souvent	22	21	19	23	24
Parfois	28	23	29	28	29
Rarement / Très rarement	49	56	52	48	46
Rarement	23	24	23	24	23
Très rarement / Jamais	26	32	29	24	23
Ne se prononcent pas	1	-	-	1	1
<i>TOTAL</i>	<i>100</i>	<i>100</i>	<i>100</i>	<i>100</i>	<i>100</i>

- Vous arrive-t-il de vous sentir en insécurité dans l'un de ces lieux ?

	%	Ensemble des Français				
		Souvent	Parfois	Rarement	Très rarement / Jamais	NSPP
Dans un parking seul(e) le soir	100	32	23	14	26	5
Dans une rue déserte	100	23	29	20	25	3
Devant un distributeur de billets	100	20	26	19	31	4
Dans le bus, le métro ou le train (de banlieue ou autre)	100	18	24	14	35	9
En voiture dans certains quartiers	100	18	33	19	27	3
Dans les centres commerciaux	100	8	20	26	45	1
Chez vous ou dans votre quartier	100	6	16	19	58	1

% des réponses "souvent"

	Nombre de crimes et délits pour 1000 habitants dans le département			
	Très faible	Faible	Elevé	Très élevé
Dans un parking seul(e) le soir	31	30	35	33
Dans une rue déserte	22	24	22	24
Dans le bus, le métro ou le train (de banlieue ou autre)	19	10	18	23
Devant un distributeur de billets	15	21	23	20
En voiture dans certains quartiers	11	14	20	21
Dans les centres commerciaux	9	5	9	8
Chez vous ou dans votre quartier	4	4	4	9

- Vous arrive-t-il d'avoir peur ?

	%	Ensemble des Français		
		Oui	Non	Ne se prononcent pas
D'être victime d'un cambriolage	100	63	37	-
De vous faire agresser verbalement ou insulter	100	58	42	-
De vous faire agresser sans motif	100	58	42	-
De vous faire agresser pour vous faire voler votre sac ou votre portable	100	55	45	-
D'être victime d'un vol de voiture avec violence	100	52	46	2
De vous faire agresser sexuellement	100	25	75	-
De prendre l'avion à cause des risques d'attentats	100	22	74	4

% des réponses "oui"

	Nombre de vols pour 1000 habitants dans le département			
	Très faible	Faible	Elevé	Très élevé
D'être victime d'un cambriolage	63	56	68	61
De vous faire agresser verbalement ou insulter	57	53	61	56
De vous faire agresser sans motif	49	54	60	60
D'être victime d'un vol de voiture avec violence	46	44	54	54
De vous faire agresser pour vous faire voler votre sac ou votre portable	46	51	60	55
De prendre l'avion à cause des risques d'attentats	31	21	25	19
De vous faire agresser sexuellement	21	20	30	23

- En ce qui concerne vos enfants, vous arrive-t-il d'avoir peur...?

	%	Ensemble des Français ayant un ou des enfants		
		Oui	Non	Ne se prononcent pas
... qu'il soient agressés sans motif	100	83	16	1
... qu'ils soient agressés sexuellement	100	76	24	-
... qu'ils soient victimes de racket	100	75	24	1
... qu'ils soient enlevés, qu'ils disparaissent	100	73	27	-
... qu'ils soient entraînés à se droguer	100	67	33	-
... qu'ils soient victimes de pédophilie	100	65	35	-

% des réponses "oui"

	Nombre de crimes et délits pour 1000 habitants dans le département			
	Très faible	Faible	Elevé	Très élevé
... qu'ils soient enlevés, qu'ils disparaissent	83	73	64	75
... qu'il soient agressés sans motif	82	85	77	86
... qu'ils soient agressés sexuellement	80	78	70	76
... qu'ils soient victimes de racket	76	68	77	76
... qu'ils soient entraînés à se droguer	72	72	65	64
... qu'ils soient victimes de pédophilie	66	67	64	63

- Qui avez-vous le plus peur de croiser ?

	Ensemble des Français	Nombre de crimes et délits pour 1000 habitants dans le département			
		Très faible	Faible	Elevé	Très élevé
	%	%	%	%	%
Une bande de jeunes excités	53	55	54	53	54
Une personne avec un pitbull	27	23	27	26	29
Une personne délirante (ivrogne, droguée ou folle)	14	17	15	13	13
Un groupe de clochards	1	-	-	1	1
Ne se prononcent pas	5	5	4	7	3
<i>TOTAL</i>	<i>100</i>	<i>100</i>	<i>100</i>	<i>100</i>	<i>100</i>

- Selon vous, les médias traitent de l'insécurité...?

	Ensemble des Français	Nombre de crimes et délits pour 1000 habitants dans le département			
		Très faible	Faible	Elevé	Très élevé
	%	%	%	%	%
... d'une façon exagérée, racoleuse	35	42	28	30	40
... d'une façon réaliste, objective	35	27	36	37	37
... en minorant son importance	26	23	32	28	21
- Ne se prononcent pas	4	8	4	5	2
<i>TOTAL</i>	<i>100</i>	<i>100</i>	<i>100</i>	<i>100</i>	<i>100</i>

Fiche Technique

Sondage exclusif CSA / PSYCHOLOGIES réalisé par téléphone les 13 et 14 février 2002 auprès d'un échantillon national représentatif de 1000 personnes âgées de 18 ans et plus, constitué d'après la méthode des quotas (sexe, âge, profession du chef de ménage), après stratification par région et taille d'agglomération.

Les Franciliens et l'insécurité

CSA - Mars 2002

Association des Maires d'Ile-de-France / Le Parisien / Aujourd'hui en France

- Parmi les faits suivants qui contribuent au sentiment d'insécurité, lesquels craignez-vous le plus dans votre vie quotidienne ?

(Réponses données à l'aide d'une liste)	Ensemble des Franciliens	
	%	Rang
De subir une agression physique lourde à l'aide d'une arme à feu ou d'un couteau	49	1
De vous faire agresser dans les transports en commun	36	2
De subir une légère agression physique, comme recevoir un coup de poing	33	3
De vous faire voler à l'arrachée votre téléphone portable ou votre sac à main	29	4
De vous faire voler ou abîmer votre voiture	26	5
De vous faire agresser sexuellement	21	6
D'avoir votre immeuble / maison taguée ou dégradée	19	7
De vous faire insulter ou injurier dans la rue	17	8
Aucune de celles-ci (réponse spontanée)	7	
Ne se prononcent pas	-	
TOTAL	(1)	

(1) Total supérieur à 100, les interviewés ayant pu donner trois réponses

En détail

	%	de subir une agression physique lourde à l'aide d'une arme à feu ou d'un couteau	de vous faire agresser dans les transports en commun	de subir une légère agression physique, comme recevoir un coup de poing	de vous faire voler à l'arrachée votre téléphone portable ou votre sac à main	de vous faire voler ou abîmer votre voiture	de vous faire agresser sexuellement	d'avoir votre immeuble / maison taguée ou dégradée	de vous faire insulter ou injurier dans la rue	aucune de celles-ci	NSP P
ENSEMBLE	100	49	36	33	29	26	21	19	17	7	0
SEXE											
Homme	100	50	36	35	20	34	6	24	18	8	0
Femme	100	48	37	30	39	16	38	13	15	6	0
AGE											
18 à 24 ans	100	48	50	25	26	22	38	13	12	9	0
25 à 34 ans	100	47	37	32	30	29	28	17	14	4	0
35 à 49 ans	100	53	32	37	28	30	20	21	23	6	1
50 à 64 ans	100	57	35	33	26	27	11	23	10	5	0
65 ans et +	100	39	31	34	35	17	8	18	22	13	1
Profession chef de famille											
Patrons Ind. Comm. (*)	100	54	31	48	31	30	33	15	15	3	0
Cadres	100	52	38	30	35	26	29	19	11	6	1
Prof. Interm./Employés	100	43	37	30	24	28	23	19	18	8	0
Dont : Prof. Interm.	100	39	36	28	29	36	24	18	23	8	0
Employés	100	48	38	33	17	18	22	21	11	8	0
Ouvriers	100	56	34	30	29	38	17	26	21	0	0
Retr/inact	100	48	37	36	29	16	13	15	18	11	1
Proximité politique											
Gauche	100	47	34	34	30	25	20	17	20	6	0
Dont : P.C. (*)	100	62	53	31	13	28	25	6	15	3	0
P.S.	100	46	32	33	33	24	20	20	21	4	0
MDC.	100	44	38	37	25	29	13	15	24	12	0
Les Verts	100	55	43	35	33	24	22	16	15	4	0
Droite	100	51	37	36	34	27	26	21	11	6	1
U.D.F. (*)	100	55	42	54	43	24	25	3	22	0	0
R.P.R.	100	46	28	36	32	29	30	23	8	9	1
R.P.F./M.P.F. (*)	100	65	56	27	35	38	17	12	10	0	0
Front National/MNR. (*)	100	57	55	28	14	38	7	27	18	7	0
Sans préférence partisane/nspp	100	48	39	25	22	22	17	14	18	13	1

(*) En raison de la faiblesse des effectifs, les résultats sont à interpréter avec prudence

- Diriez-vous que les auteurs de petite délinquance (comme une agression légère, un vol à l'arrachée...), sont trop sanctionnés, sanctionnés comme il faut ou pas assez sanctionnés ?

	Ensemble des Franciliens
	%
Trop sanctionnés	4
Sanctionnés comme il faut	11
Pas assez sanctionnés	82
Ne se prononcent pas	3
TOTAL	100

En détail

	%	Trop sanctionnés	Sanctionnés comme il faut	Pas assez sanctionnés	NSPP
ENSEMBLE	100	4	11	82	3
SEXE					
Homme	100	2	13	82	3
Femme	100	7	9	81	3
AGE					
18 à 24 ans	100	7	25	63	5
25 à 34 ans	100	9	16	72	3
35 à 49 ans	100	4	7	87	2
50 à 64 ans	100	1	5	91	3
65 ans et +	100	0	4	91	5
Profession du chef de famille					
Patrons Ind. Comm. (*)	100	0	10	89	1
Cadres	100	7	17	73	3
Prof. Interm./Employés	100	4	9	85	2
Dont : Prof. Interm.	100	2	12	83	3
Employés	100	6	6	88	0
Ouvriers	100	2	9	88	1
Retr/inact	100	5	8	81	6
Proximité politique					
Gauche	100	5	16	74	5
Dont : P.C. (*)	100	0	3	94	3
P.S.	100	5	15	74	6
MDC.	100	0	3	91	6
Les Verts	100	4	31	62	3
Droite	100	1	3	95	1
U.D.F. (*)	100	0	5	95	0
R.P.R.	100	1	3	96	0
R.P.F./M.P.F. (*)	100	0	6	94	0
Front National/MNR. (*)	100	0	0	100	0
Sans préférence partisane/ne se prononcent pas	100	12	9	75	4

(*) En raison de la faiblesse des effectifs, les résultats sont à interpréter avec prudence

- Pour chacune des propositions suivantes dites-moi si vous êtes d'accord ou pas d'accord. Vous souhaitez que tout auteur d'un petit délit (comme une agression légère, un vol à l'arrachée...)...

	%	Ensemble des Franciliens		
		D'accord	Pas d'accord	NSPP
... répare systématiquement les dégâts qu'il a commis	100	94	6	-
... effectue systématiquement un travail d'intérêt général	100	91	8	1
... passe systématiquement en comparution immédiate	100	86	13	1
... se voit systématiquement suspendu de prestations sociales (comme les allocations familiales...) pour une période temporaire	100	52	46	2
... subisse systématiquement une mesure d'éloignement de son domicile	100	41	58	1
... soit systématiquement mis en prison	100	25	74	1

En détail

	%	Répare les dégâts qu'il a commis		Effectue un travail d'intérêt général		
		D'accord %	Pas d'accord %	D'accord %	Pas d'accord %	NSPP %
ENSEMBLE	100	94	6	91	8	1
SEXE						
Homme	100	93	7	89	10	1
Femme	100	96	4	93	7	0
AGE						
18 à 24 ans	100	93	7	84	14	2
25 à 34 ans	100	92	8	91	8	1
35 à 49 ans	100	93	7	90	10	0
50 à 64 ans	100	95	5	92	8	0
65 ans et +	100	97	3	98	2	0
Profession du chef de famille						
Patrons Ind. Comm. (*)	100	98	2	81	19	0
Cadres	100	94	6	90	10	0
Prof. Interm./Employés	100	94	6	90	9	1
Dont : Prof. Interm.	100	94	6	91	9	0
Employés	100	95	5	89	9	2
Ouvriers	100	86	14	92	8	0
Retr/inact	100	97	3	94	5	1
Proximité politique						
Gauche	100	93	7	90	10	0
Dont : P.C. (*)	100	92	8	89	11	0
P.S.	100	92	8	91	8	1
MDC.	100	96	4	96	4	0
Les Verts	100	96	4	89	11	0
Droite	100	97	3	93	7	0
U.D.F. (*)	100	100	0	100	0	0
R.P.R.	100	96	4	92	8	0
R.P.F./M.P.F. (*)	100	100	0	86	14	0
Front National/MNR. (*)	100	96	4	100	0	0
Sans préférence partisane/ne se prononcent pas	100	93	7	89	9	2

	%	Passe en comparution immédiate			Se voit suspendu de prestations sociales pour une période temporaire		
		D'accord %	Pas d'accord %	NSPP %	D'accord %	Pas d'accord %	NSPP %
ENSEMBLE	100	86	13	1	52	46	2
SEXE							
Homme	100	84	15	1	49	50	1
Femme	100	88	11	1	56	42	2
AGE							
18 à 24 ans	100	74	25	1	44	56	0
25 à 34 ans	100	88	11	1	60	40	0
35 à 49 ans	100	84	16	0	50	48	2
50 à 64 ans	100	93	5	2	56	42	2
65 ans et +	100	90	8	2	51	45	4
Profession du chef de famille							
Patrons Ind. Comm. (*)	100	85	15	0	49	51	0
Cadres	100	86	11	3	44	55	1
Prof. Interm./Employés	100	85	15	0	50	50	0
Dont : Prof. Interm.	100	87	13	0	51	49	0
Employés	100	82	18	0	50	50	0
Ouvriers	100	85	15	0	63	37	0
Retr/inact	100	87	12	1	55	41	4
Proximité politique							
Gauche	100	85	14	1	43	57	0
Dont : P.C. (*)	100	93	7	0	40	60	0
P.S.	100	86	14	0	44	56	0
MDC.	100	95	5	0	47	51	2
Les Verts	100	76	21	3	39	61	0
Droite	100	89	11	0	62	37	1
U.D.F. (*)	100	75	25	0	54	44	2
R.P.R.	100	90	10	0	61	37	2
R.P.F./M.P.F. (*)	100	89	11	0	82	18	0
Front National/MNR. (*)	100	98	2	0	72	28	0
Sans préférence partisane/ne se prononcent pas	100	78	17	5	58	36	6

Subisse une mesure d'éloignement de

Soit mis en prison

	%	son domicile			D'accord %	Pas d'accord %	NSPP %
		D'accord %	Pas d'accord %	NSPP %			
ENSEMBLE	100	41	58	1	25	74	1
SEXE							
Homme	100	36	63	1	21	78	1
Femme	100	46	53	1	28	71	1
AGE							
18 à 24 ans	100	32	68	0	19	81	0
25 à 34 ans	100	33	66	1	30	70	0
35 à 49 ans	100	36	63	1	23	76	1
50 à 64 ans	100	45	53	2	23	77	0
65 ans et +	100	62	37	1	27	69	4
Profession du chef de famille							
Patrons Ind. Comm. (*)	100	55	43	2	24	76	0
Cadres	100	27	72	1	21	78	1
Prof. Interm./Employés	100	38	61	1	23	77	0
Dont : Prof. Interm.	100	33	67	0	21	79	0
Employés	100	43	55	2	26	74	0
Ouvriers	100	36	64	0	25	75	0
Retr/inact	100	55	44	1	28	70	2
Proximité politique							
Gauche	100	35	64	1	19	80	1
Dont : P.C. (*)	100	38	62	0	32	68	0
P.S.	100	36	64	0	22	78	0
MDC.	100	54	44	2	14	81	5
Les Verts	100	26	74	0	4	94	2
Droite	100	45	54	1	31	68	1
U.D.F. (*)	100	33	67	0	8	92	0
R.P.R.	100	52	47	1	33	66	1
R.P.F./M.P.F. (*)	100	32	63	5	32	68	0
Front National/MNR. (*)	100	72	28	0	57	43	0
Sans préférence partisane/ne se prononcent pas	100	48	50	2	27	72	1

(*) En raison de la faiblesse des effectifs, les résultats sont à interpréter avec prudence

- Parmi la liste suivante, quels sont les acteurs de notre société qui portent une responsabilité dans le développement de l'insécurité ?

(Réponses données à l'aide d'une liste)	Ensemble des Franciliens	
	%	Rang
Les parents	69	1
La Justice	30	2
Les médias	29	3
Les hommes politiques	21	4
La police	21	4
L'Education nationale	18	6
Aucun	-	
Ne se prononcent pas	1	
TOTAL	(1)	

(1) Total supérieur à 100, les interviewés ayant pu donner deux réponses

En détail

	%	Les parents	La Justice	Les médias	Les hommes politiques	La police	L'éducation nationale	Aucun	NSPP
ENSEMBLE	100	69	30	29	21	21	18	0	0
SEXE									
Homme	100	64	28	29	25	19	21	0	1
Femme	100	74	31	28	16	23	14	0	0
AGE									
18 à 24 ans	100	59	22	41	10	39	18	0	0
25 à 34 ans	100	69	26	31	20	19	17	0	0
35 à 49 ans	100	68	32	28	27	19	15	1	0
50 à 64 ans	100	73	33	24	21	16	20	0	0
65 ans et +	100	74	34	20	24	12	20	0	1
Profession du chef de famille									
Patrons Ind. Comm. (*)	100	84	10	33	11	22	30	0	0
Cadres	100	67	29	40	20	13	17	0	1
Prof. Interm./Employés	100	69	30	29	20	23	17	1	0
Dont : Prof. Interm.	100	71	32	26	19	23	19	1	0
Employés	100	67	27	34	21	22	14	1	0
Ouvriers	100	69	30	20	24	30	15	0	0
Retr/inact	100	67	34	22	22	20	18	0	1
Proximité politique									
Gauche	100	69	27	31	20	27	15	0	1
Dont : P.C. (*)	100	62	28	18	43	43	0	0	0
P.S.	100	70	30	30	17	27	13	0	0
MDC.	100	64	32	21	23	10	31	0	7
Les Verts	100	80	18	39	14	21	20	1	0
Droite	100	73	35	29	24	7	20	0	0
U.D.F. (*)	100	87	44	20	41	8	0	0	0
R.P.R.	100	73	33	31	21	8	16	0	0
R.P.F./M.P.F. (*)	100	82	33	34	37	0	8	0	3
Front National/MNR. (*)	100	57	33	29	20	21	29	0	0
Sans préférence partisane/ne se prononcent pas	100	63	29	21	18	28	20	0	0

(*) En raison de la faiblesse des effectifs, les résultats sont à interpréter avec prudence

Fiche Technique

Sondage exclusif CSA / Association des Maires D'Ile-de-France / *Le Parisien* / *Aujourd'hui en France* réalisé par téléphone du 13 au 28 mars 2002 auprès d'un échantillon de 568 habitants d'Ile-de-France extrait de trois échantillons nationaux représentatifs de 1000 personnes âgées de 18 ans et plus, constitué d'après la méthode des quotas (sexe, âge, profession du chef de ménage), après stratification par région et taille d'agglomération

Les réactions des Français à des réformes concernant la Justice

CSA - Juin/Juillet 2002

Ministère de la Justice

- Vous personnellement, diriez-vous que vous êtes tout à fait favorable, plutôt favorable, plutôt pas favorable ou pas du tout favorable à la création de centres éducatifs fermés pour les délinquants mineurs récidivistes ?

	Juin 2002
	%
Favorable	77
Tout à fait favorable	48
Plutôt favorable	29
Pas favorable	15
Plutôt pas favorable	7
Pas du tout favorable	8
Ne se prononcent pas	8
<i>Total</i>	100

- Pour chacune des mesures suivantes concernant le fonctionnement de la Justice, diriez-vous qu'elle vous paraît une très bonne chose, une assez bonne chose, une assez mauvaise chose ou une très mauvaise chose ?

Le fait que le Ministre de la Justice puisse donner des instructions aux procureurs pour que le même délit soit jugé de la même façon sur le territoire quel que soit l'endroit où il a été commis	Juin 2002
	%
Bonne chose	80
Une très bonne chose	46
Une assez bonne chose	34
Mauvaise chose	9
Une assez mauvaise chose	5
Une très mauvaise chose	4
Ne se prononcent pas	11
<i>Total</i>	100

Le fait que le Ministre de la Justice puisse donner des instructions aux procureurs dans le cas où des personnes ou des événements troubleraient l'ordre public	Juin 2002
	%
Bonne chose	75
Une très bonne chose	42
Une assez bonne chose	33
Mauvaise chose	12
Une assez mauvaise chose	6
Une très mauvaise chose	6
Ne se prononcent pas	13
<i>Total</i>	100

- Vous personnellement, diriez-vous que vous êtes tout à fait favorable, plutôt favorable, plutôt pas favorable ou pas du tout favorable à la création de tribunaux de proximité chargés de juger rapidement des poursuites d'ordre pénal ou civil (par exemple des dégradations de biens ou des petits litiges...) ?

	Juin 2002
	%
Favorable	90
Tout à fait favorable	61
Plutôt favorable	29
Pas favorable	4
Plutôt pas favorable	2
Pas du tout favorable	2
Ne se prononcent pas	6
Total	100

Fiche Technique

Sondage CSA / MINISTERE DE LA JUSTICE réalisé du 24 juin au 3 juillet 2002 auprès d'un échantillon national représentatif de 1003 personnes âgées de 15 ans et plus, interrogées en face-à-face à leur domicile.
L'échantillon a été constitué selon la méthode des quotas (sexe, âge, profession du chef de ménage), après stratification par région et catégorie d'agglomération

Projet de loi sur la sécurité intérieure : les Français suivent Sarkozy IPSOS - Octobre 2002 *Le Figaro*

La plupart des mesures répressives figurant dans le projet de loi sur la sécurité intérieure sont approuvées par la majorité des Français interrogés par Ipsos pour Le Figaro. Pour plus de sept personnes sur dix, ces mesures sont justifiées "compte tenu de la situation de l'insécurité en France".

Près de 90% des personnes interviewés par Ipsos sont "plutôt favorables à l'élargissement du fichier d'empreintes génétiques à toutes les personnes suspectées d'avoir commis ou d'être complices d'un délit puni d'au moins trois ans de prison" (contre 13% de jugements défavorables), 71% sont pour "la constitution d'un fichier national de toutes les personnes mises en cause lors d'une affaire judiciaire, les informations étant effacées en cas d'acquiescement" (contre 25%). Trois Français sur quatre voient d'un bon œil "la possibilité de condamner jusqu'à deux ans de prison toute personne proférant des menaces à l'égard d'un représentant de l'autorité mais aussi d'un conducteur de bus ou d'un gardien d'immeuble" (contre 25% d'avis contraire), la même proportion approuve "la possibilité de condamner jusqu'à 6 mois de prison les groupes de personnes qui pratiquent la mendicité agressive ou sur la menace d'animaux" (contre 21%). Les deux tiers des sondés sont encore favorables à "la possibilité de fouille d'un véhicule quand le conducteur n'est pas en mesure de produire les papiers du véhicule" (contre 32%), ou à "la possibilité de condamner jusqu'à 6 mois de prison et de saisir les véhicules et les caravanes des personnes s'installant sur un terrain pour y habiter sans l'autorisation du propriétaire" (contre 33%). La possibilité donnée à "la police municipale de mettre des véhicules en fourrière" est aussi majoritairement soutenue (57%, contre 39% d'avis contraire).

Certaines autres mesures suscitent des jugements nettement plus partagés. La moitié des interviewés approuve "la possibilité de condamner jusqu'à deux mois de prison toute personne gênant le libre accès aux halls d'immeuble ou dans les cages d'escalier" quand l'autre moitié s'y oppose. De même, la part de personnes favorables à "l'interdiction, pour les prostituées, de tout racolage public" est équivalente à la part de sondés s'y opposant. Mais de toutes les mesures testées, seule "la possibilité de condamner jusqu'à 6 mois de prison les squatters d'immeuble" suscite une majorité de désapprobation (54%, contre 42% d'avis favorable). Globalement, 72% des personnes interrogées considèrent l'ensemble des mesures du projet de loi "justifiées, compte tenu de la situation de l'insécurité en France" (contre 22% d'avis contraire).

Ipsos a enfin testé l'adhésion des Français aux mesures retirées du projet. Ainsi, 60% des interviewés sont favorables à "la possibilité de sanctionner l'absentéisme répété à l'école par une amende infligée aux parents" (contre 40% d'avis contraire). Plus d'une personne sur deux serait encore d'accord pour que "la police, dans le cadre d'une enquête, se fasse communiquer des informations issues de fichiers publics (sécurité sociale, ANPE, ...) ou privés (fichiers d'entreprises, etc.)".

Les nouveaux droits pour la police

- Un projet de loi sur la sécurité intérieure sera prochainement présenté au Conseil des Ministres. Je vais vous citer un certain nombre de nouveaux droits pour la police que pourrait contenir ce projet. Pour chacun d'entre eux, dites-moi si vous y êtes plutôt favorable ou plutôt défavorable :

	Ensemble %	Sympathisants Gauche parlementaire %	Sympathisants Droite parlementaire %	Sympathisants FN/MNR %
La possibilité de fouille d'un véhicule quand le conducteur n'est pas en mesure de produire les papiers du véhicule				
Plutôt favorable	67	60	80	76
Plutôt défavorable	32	39	20	24
Ne se prononce pas	1	1	-	-
	100	100	100	100
Constituer un fichier national de toutes les personnes mises en cause lors d'une affaire judiciaire. Les informations étant effacées en cas d'acquiescement				
Plutôt favorable	71	68	79	73
Plutôt défavorable	25	30	18	22
Ne se prononce pas	4	2	3	5
	100	100	100	100
Elargir le fichier des empreintes génétiques à toutes les personnes suspectées d'avoir commis ou d'être complices d'un délit ou d'un crime puni d'au moins 3 ans de prison				
Plutôt favorable	86	81	92	95
Plutôt défavorable	13	19	5	5
Ne se prononce pas	1	-	3	-
	100	100	100	100
Autoriser la police municipale à mettre un véhicule en fourrière				
Plutôt favorable	57	58	57	55
Plutôt défavorable	39	40	36	42
Ne se prononce pas	4	2	7	3
	100	100	100	100

Les nouveaux délits

- Je vais maintenant vous citer un certain nombre de nouveaux délits ou de mesures qui pourraient être introduits dans le prochain projet de loi sur la sécurité intérieure. Pour chacun d'entre eux, dites-moi si vous y êtes plutôt favorable ou plutôt défavorable :

	Ensemble %	Sympathisants Gauche parlementaire %	Sympathisants Droite parlementaire %	Sympathisants FN/MNR %
L'interdiction, pour les prostituées, de tout racolage public				
Plutôt favorable	47	42	56	41
Plutôt défavorable	46	50	37	54
Ne se prononce pas	7	8	7	5
	100	100	100	100
La possibilité de condamner jusqu'à 2 ans de prison toute personne proférant des menaces à l'égard d'un représentant de l'autorité (policier, magistrat, etc...) mais aussi d'un conducteur de bus ou d'un gardien d'immeuble				
Plutôt favorable	74	70	79	88
Plutôt défavorable	25	28	20	10
Ne se prononce pas	1	2	1	2
	100	100	100	100
La possibilité de condamner jusqu'à 2 mois de prison toute personne gênant le libre accès aux halls d'immeuble ou dans les cages d'escalier				
Plutôt favorable	50	43	53	76
Plutôt défavorable	48	55	44	24
Ne se prononce pas	2	2	3	-
	100	100	100	100
La possibilité de condamner jusqu'à 6 mois de prison les squatteurs d'immeuble				
Plutôt favorable	42	34	47	71
Plutôt défavorable	54	63	49	26
Ne se prononce pas	4	3	4	3
	100	100	100	100
La possibilité de condamner jusqu'à 6 mois de prison et de saisir les véhicules et les caravanes des personnes s'installant sur un terrain pour y habiter sans l'autorisation du propriétaire				
Plutôt favorable	65	56	75	78
Plutôt défavorable	33	42	23	22
Ne se prononce pas	2	2	2	-
	100	100	100	100
La possibilité de condamner jusqu'à 6 mois de prison les groupes de personnes qui pratiquent la mendicité agressive ou sous la menace d'animaux				
Plutôt favorable	76	70	81	89
Plutôt défavorable	21	25	17	11
Ne se prononce pas	3	5	2	-
	100	100	100	100

Le caractère justifié des nouvelles mesures

- D'une manière générale, considérez-vous que les mesures que je viens de vous citer... :

	Ensemble %	Sympathisants Gauche parlementaire %	Sympathisants Droite parlementaire %	Sympathisants FN/MNR %
Sont justifiées compte tenu de la situation de l'insécurité en France	72	63	85	90
Ne sont pas justifiées et constituent une atteinte aux libertés individuelles	22	32	8	4
Ne se prononce pas	6	5	7	6
	100	100	100	100

La perception des mesures retirées du projet de loi

- Je vais maintenant vous citer un certain nombre de mesures qui ne sont pas actuellement dans le projet de loi sur la sécurité intérieure. Pour chacune d'entre elles, dites-moi si vous y êtes plutôt favorable ou plutôt défavorable :

	Ensemble %	Sympathisants Gauche parlementaire %	Sympathisants Droite parlementaire %	Sympathisants FN/MNR %
La possibilité de sanctionner l'absentéisme répété à l'école par une amende infligée aux parents				
Plutôt favorable	59	51	63	80
Plutôt défavorable	40	48	34	20
Ne se prononce pas	1	1	3	-
	100	100	100	100
La possibilité pour la police, dans le cadre d'une enquête, de se faire communiquer des informations issues de fichiers publics (sécurité sociale, ANPE...) ou privés (fichiers d'entreprises, etc...)				
Plutôt favorable	51	47	61	64
Plutôt défavorable	45	51	37	31
Ne se prononce pas	4	2	2	5
	100	100	100	100

Fiche Technique

Institut : IPSOS Sondage effectué pour : *Le Figaro* - Date du terrain: les 4 et 5 octobre 2002. Echantillon : 957 personnes, constituant un échantillon national représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus. Méthode : Echantillon interrogé par téléphone. Méthode des quotas : sexe, âge, profession du chef de famille, catégorie d'agglomération et région.

Territoires - Décentralisation

Les Alsaciens et la décentralisation

CSA - Septembre 2002

Les dernières nouvelles d'Alsace

- Le Conseil des Ministres du 31 juillet a décidé de transférer à la Région Alsace, à titre expérimental, la gestion directe des crédits européens attribués à cette Région, crédits qui étaient gérés jusque là par l'Etat. Pensez-vous que le Conseil Régional, sera, pour cette gestion des fonds européens...?

	Ensemble des Alsaciens	Habitants du...	
		Haut-Rhin	Bas-Rhin
	%	%	%
- Plus efficace que l'Etat	49	47	50
- Moins efficace que l'Etat	6	4	8
- Ni plus, ni moins efficace que l'Etat	41	45	38
- Ne se prononcent pas	4	4	4
TOTAL	100	100	100

En détail

	%	Plus efficace que l'Etat	Moins efficace que l'Etat	Ni plus, ni moins efficace que l'Etat	NSPP
ENSEMBLE	100	49	6	41	4
S E X E					
Homme	100	55	7	35	3
Femme	100	43	6	46	5
A G E					
18 à 24 ans	100	39	7	51	3
25 à 34 ans	100	42	7	51	0
35 à 49 ans	100	44	6	45	5
50 à 64 ans	100	56	4	34	6
65 ans et plus	100	60	8	24	8
PROFESSION DU CHEF DE FAMILLE					
Artisan, petit commerçant	100	58	9	27	6
Prof. libérale, cadre supérieur	100	60	3	34	3
Profession intermédiaire	100	48	3	45	4
Employé, personnel de service	100	50	5	43	2
Ouvrier	100	44	8	44	4
Retraité	100	66	7	23	4
PROXIMITÉ PARTISANE					
Gauche	100	45	7	46	2
Dont : P.S.	100	48	5	46	1
Écologistes	100	47	7	44	2
Droite	100	59	4	35	2
Dont : U.D.F.	100	63	2	35	0
Dont : UMP	100	58	4	35	3
Extrême Droite (*)	100	21	16	58	5
Sans préférence partisane	100	39	8	38	15

(*) En raison de la faiblesse des effectifs, les résultats sont à interpréter avec prudence

- L'une des priorités du Gouvernement Raffarin est de lancer un grand mouvement de décentralisation, notamment par le transfert de nouvelles compétences aux collectivités locales et par des expérimentations institutionnelles. Pensez-vous que cette réforme est...?

	Ensemble des Alsaciens	Habitants du...	
		Haut-Rhin	Bas-Rhin
	%	%	%
Prioritaire / Très importante	41	36	45
Prioritaire	12	12	12
Très importante	29	24	33
Importante mais sans plus / Secondaire	56	61	53
Importante mais sans plus	40	45	37
Secondaire	16	16	16
Ne se prononcent pas	3	3	2
<i>TOTAL</i>	<i>100</i>	<i>100</i>	<i>100</i>

En détail

	%	Prioritaire	Prioritaire	Très importante	Importante sans plus, secondaire	Importante mais sans plus	Secondair e	NSPP
ENSEMBLE	100	41	12	29	56	40	16	3
S E X E								
Homme	100	45	14	31	53	36	17	2
Femme	100	37	10	27	60	45	15	3
A G E								
18 à 24 ans	100	26	6	20	73	54	19	1
25 à 34 ans	100	33	6	27	65	49	16	2
35 à 49 ans	100	39	11	28	58	38	20	3
50 à 64 ans	100	46	19	27	52	40	12	2
65 ans et plus	100	56	17	39	40	26	14	4
PROFESSION DU CHEF DE FAMILLE								
Artisan, petit commerçant	100	50	8	42	46	27	19	4
Prof. libérale, cadre supérieur	100	52	13	39	47	43	4	1
Profession intermédiaire	100	43	8	35	54	42	12	3
Employé, personnel de service	100	45	18	27	54	36	18	1
Ouvrier	100	33	12	21	64	43	21	3
Retraité	100	51	18	33	47	31	16	2
PROXIMITÉ PARTISANE								
Gauche	100	31	9	22	68	49	19	1
Dont : P.S.	100	33	9	24	66	52	14	1
Écologistes	100	34	6	28	63	47	16	3
Droite	100	52	16	36	45	34	11	3
Dont : U.D.F.	100	50	15	35	50	38	12	0
Dont : UMP	100	54	17	37	42	32	10	4
Extrême Droite (*)	100	42	26	16	55	29	26	3
Sans préférence partisane	100	31	5	26	62	39	23	7

(*) En raison de la faiblesse des effectifs, les résultats sont à interpréter avec prudence

- Dans quels domaines, selon vous de nouvelles compétences devraient-elles être prioritairement transférées de l'Etat vers les Régions et les Départements ?

	Ensemble des Alsaciens	Habitants du...	
		Haut-Rhin	Bas-Rhin
<i>(Réponses données à l'aide d'une liste)</i>	%	%	%
La santé	58	64	54
La protection de l'environnement	50	50	50
La formation	29	26	31
La gestion et la valorisation du patrimoine	20	19	20
L'université	14	12	16
La politique culturelle	10	11	10
Ne se prononcent pas	2	1	2
TOTAL	(1)	(1)	(1)

(1) Total supérieur à 100, les interviewés ayant pu donner deux réponses.

En détail

	%	Santé	Protection de l'environnement	Formation	Gestion valorisation du patrimoine	Université	Politique culturelle	NSPP
ENSEMBLE	100	58	50	29	20	14	10	2
S E X E								
Homme	100	54	50	28	22	16	12	2
Femme	100	62	50	30	17	13	9	1
A G E								
18 à 24 ans	100	51	43	33	19	15	18	0
25 à 34 ans	100	58	48	32	19	17	6	1
35 à 49 ans	100	56	54	30	23	10	14	1
50 à 64 ans	100	63	50	27	20	16	7	3
65 ans et plus	100	62	50	24	15	17	8	3
PROFESSION DU CHEF DE FAMILLE								
Artisan, petit commerçant	100	67	54	13	19	12	17	2
Prof. libérale, cadre supérieur	100	45	49	36	20	24	13	2
Profession intermédiaire	100	54	52	32	28	13	10	1
Employé, personnel de service	100	59	46	35	17	16	7	1
Ouvrier	100	66	51	26	14	12	10	1
Retraité	100	65	54	25	14	18	8	1
PROXIMITÉ PARTISANE								
Gauche	100	60	47	33	22	10	10	1
Dont : P.S.	100	56	46	36	26	11	10	1
Écologistes	100	50	70	20	19	12	10	1
Droite	100	57	47	32	20	20	11	1
Dont : U.D.F.	100	46	46	31	27	15	17	0
Dont : UMP	100	59	46	33	19	21	10	1
Extrême Droite (*)	100	63	55	29	16	5	5	3
Sans préférence partisane	100	67	42	25	14	12	11	5

(*) En raison de la faiblesse des effectifs, les résultats sont à interpréter avec prudence

Fiche Technique

Sondage exclusif CSA / Les dernières nouvelles d'Alsace réalisé par téléphone du 4 au 7 septembre 2002 auprès d'un échantillon de 701 personnes âgées de 18 ans et plus représentatif des habitants de la région d'Alsace, constitué d'après la méthode des quotas (sexe, âge, catégorie socio-professionnelle du chef de ménage), après stratification par taille d'agglomération et département.

Les Français et la région Rhône
SOFRES - Octobre 2002
Le Pèlerin Magazine

- Lorsque vous pensez aux départements de la région " Rhône ", c'est-à-dire les départements du Rhône, de la Loire et de l'Ain, avez-vous le sentiment que leurs habitants devraient être confiants ou pas confiants quant à l'avenir de cette région ?

Très confiants	6
Assez confiants	41
Sous-total Confiant	47
Pas très confiants	15
Pas confiants du tout	1
Sous-total Pas confiant	16
Sans opinion	37

- Selon vous, quels sont aujourd'hui, parmi les suivants, les principaux atouts des départements de la région " Rhône ", c'est-à-dire les départements du Rhône, de la Loire et de l'Ain ?

	%	<i>Rang</i>
L'accessibilité par les transports (autoroutes, TGV, aéroport Saint-Exupéry de Lyon)	51	1
La situation géographique au cœur de l'Europe	40	2
La richesse culturelle (le patrimoine historique, la grande cuisine)	33	3
La qualité de l'environnement naturel	23	4
Le dynamisme de l'économie et de l'emploi	22	5
La jeunesse de la population	12	6
La qualité des formations professionnelles	9	7
Sans opinion	23	

- Selon vous, quels sont aujourd'hui, parmi les suivants, les principaux handicaps des départements de la région " Rhône ", c'est-à-dire les départements du Rhône, de la Loire et de l'Ain ?

	%	<i>Rang</i>
Les risques industriels liés à l'industrie pétro-chimique	44	1
La pollution atmosphérique	43	2
L'insécurité dans les cités	35	3
Le déséquilibre entre Lyon et le reste de cette région	21	4
Le déclin des industries traditionnelles	20	5
La désertification de certaines parties de ces départements	16	6
Le climat	8	7
Sans opinion	22	

Le total des % est supérieur à 100, les personnes interrogées ayant pu donner plusieurs réponses

Fiche Technique

Enquête réalisée les 23 et 24 octobre 2002 pour **LE PELERIN MAGAZINE** auprès d'un échantillon national de 1 000 personnes représentatif de l'ensemble de la population âgée de 18 ans et plus, interrogées en face-à-face à leur domicile. Méthode des quotas (sexe, âge, profession du chef de ménage PCS) et stratification par région et catégorie d'agglomération.

Les habitants de la région Pays de Loire, les services publics et la décentralisation CSA - Octobre 2002

*Presse Océan - Le courrier de l'Ouest - Le Maine Libre
France 3 Pays de la Loire*

- Diriez-vous que dans votre région, l'administration et les services publics fonctionnent de façon plutôt efficace ou plutôt peu efficace en ce qui concerne... ?

	Ensemble des habitants de la Région Pays de la Loire			
	%	Plutôt efficace	Plutôt peu efficace	Ne se prononcent pas
... EDF / GDF	100	94	5	1
... France Télécom	100	84	14	2
... La Poste	100	81	18	1
... la santé	100	76	22	2
... les transports publics	100	71	21	8
... les impôts	100	67	29	4
... l'éducation	100	66	29	5
... la SNCF	100	65	25	10
... l'entretien des routes et des infrastructures	100	62	37	1
... le logement	100	61	32	7
... les affaires sociales	100	59	35	6
... la sécurité	100	56	43	1
... la justice	100	35	56	9

- On reproche parfois au système administratif français de mal fonctionner. Selon vous, à quoi cela est-il dû ? Au fait... En premier ? Et ensuite ?

	Ensemble des habitants de la Région Pays de la Loire	
	En premier	Total des réponses
<i>(Réponses données à l'aide d'une liste)</i>	%	%
... que les personnes qui prennent les décisions ne sont pas assez proches des gens comme vous	31	64
... que les décisions sont prises sans consulter les citoyens	25	61
... que les personnes qui prennent les décisions sont trop éloignées (Paris ou Nantes)	21	54
... que le personnel n'est pas assez motivé	15	37
... que les équipements ne sont pas assez modernes	4	14
- Ne se prononcent pas	4	4
TOTAL	100	(1)

(1) Total supérieur à 100, les interviewés ayant pu donner plusieurs réponses

- Pour chacune des missions suivantes, qui de l'Etat, de la Région, du Département ou des Communes devrait l'assurer en priorité ?

	%	Ensemble des habitants de la Région Pays de la Loire				
		L'Etat	La Région	Le Département	Les Communes	Ne se prononcent pas
L'entretien des routes et des infrastructures de transport	100	22	36	27	14	1
L'aide au développement économique	100	38	35	17	8	2
La gestion des hôpitaux	100	36	34	24	5	1
L'équipement du territoire	100	39	28	18	12	3
La protection de l'environnement	100	29	26	17	27	1
La protection du patrimoine	100	39	23	18	18	2
Le maintien des services publics en milieu rural (Poste, etc...)	100	25	22	24	28	1
Le logement	100	11	20	27	40	2
L'aide sociale	100	25	18	25	31	1
L'ouverture de nouvelles classes et la nomination des enseignants	100	26	18	29	25	2

- Estimez-vous que les Services Publics et l'Etat vous écoutent et consultent votre avis suffisamment ou pas suffisamment en ce qui concerne... ?

	%	Ensemble des habitants de la Région Pays de la Loire		
		Oui, suffisamment	Non, pas suffisamment	Ne se prononcent pas
... des projets d'équipements locaux (tracé routier, réaménagement d'un quartier, implantation d'une usine, etc...)	100	14	84	2
... des projets touchant à la vie quotidienne (réduction du temps de travail, âge de la retraite, rythme scolaire, limitation de la vitesse sur la route, etc...)	100	12	87	1

- Parmi les moyens suivants qui permettraient de consulter davantage les citoyens, quels sont ceux que les Pouvoirs publics devraient développer en priorité ?

(Réponses données à l'aide d'une liste)	Ensemble des habitants de la Région Pays de la Loire	
	%	Rang
Les référendums (locaux ou nationaux)	55	1
Les réunions publiques	51	2
Les sondages	34	3
Les débats de radio, de télévision ou de presse écrite	32	4
Les consultations par Internet	12	5
Les expositions	11	6
Ne se prononcent pas	2	

(1) Total supérieur à 100, les interviewés ayant pu donner plusieurs réponses

- Pour chacun des sujets suivants, si un référendum était organisé dans votre commune y participeriez-vous ?

		Ensemble des habitants de la Région Pays de la Loire				
		Certainement	Probablement	Probablement pas	Certainement pas	NSSP
La mise en place d'un arrêté instaurant un couvre-feu pour les mineurs dans votre commune	100%	51	27	9	13	-
		78		22		
La construction d'une route, d'une voie de chemin de fer ou d'une usine dans votre région	100%	47	29	13	11	-
		76		24		
La modification du plan de circulation dans votre commune ou dans les environs	100%	46	32	15	7	-
		78		22		
La modification des rythmes scolaires	100%	43	25	15	15	2
		68		30		
L'adhésion de votre commune à une structure intercommunale (communauté de communes, communautés urbaines, district, pays, etc...)	100%	40	33	17	8	2
		73		25		
La mise en place d'un arrêté interdisant la mendicité dans votre commune	100%	34	20	21	24	1
		54		45		

Fiche Technique

Sondage exclusif CSA / PRESSE OCEAN / LE COURRIER DE L'OUEST / LE MAINE LIBRE / FRANCE 3 PAYS DE LA LOIRE réalisé par téléphone le 11 octobre 2002 auprès d'un échantillon de 502 personnes âgées de 18 ans et plus représentatif de la population de la région Pays de la Loire, constitué d'après la méthode des quotas (sexe, âge, profession du chef de ménage), après stratification par département et taille d'agglomération.

Les Français et la décentralisation

BVA - Octobre 2002

Ministère aux libertés locales et le Service d'Information du Gouvernement

La relance de la décentralisation

La décentralisation est un processus qui a, aux yeux des Français, des conséquences très majoritairement positives sur le fonctionnement des institutions et sur leur vie au quotidien. Les deux tiers d'entre eux estiment que cette proximité du pouvoir correspond bien à une prise en compte des attentes de la population (71% conséquences positives, contre 18% négatives) et permettra l'amélioration de leur cadre de vie (64% conséquences positives, contre 18% négatives). Ces remarques sont plus fortement présentes chez les jeunes et les catégories socioprofessionnelles dites supérieures.

En premier lieu, pour plus de 7 Français sur 10, ce transfert de pouvoir de l'Etat vers les collectivités locales est une bonne chose pour la qualité des services publics locaux (75%, contre 15% d'opinions négatives). C'est l'avis notamment des jeunes générations (84% des moins de 25 ans), des cadres (85%), et, d'un bout à l'autre de l'échelle, des plus petites communes (79% des communes de moins de 2 000 habitants) comme des plus grandes (79% des communes de plus de 200 000 habitants). A noter que les salariés du public partagent autant cet avis que les salariés du privé.

Pour la même proportion de Français, il favorise un développement économique de leur lieu de résidence (73%, contre 15% négatives), notamment les salariés (76% contre 69% des inactifs). Moins fortement positifs, mais toujours majoritairement, les Français pensent, en outre, que la décentralisation a des conséquences positives sur la transparence des décisions et l'information des citoyens (59%, contre 21% négatives) et sur l'utilisation de l'argent public (58%, contre 28% négatives). Au final, la décentralisation semble rencontrer un souhait grandissant de démocratie et d'implication du citoyen, en particulier ici chez les plus diplômés et chez les habitants des communes rurales.

Dans ce contexte, le chantier annoncé par le gouvernement de Jean-Pierre Raffarin de la valorisation d'une « République des proximités » rencontre un écho très favorable parmi les Français. En effet, les trois-quarts d'entre eux estiment qu'en matière de décentralisation il faut « aller un peu plus loin » (47%) voire même « beaucoup plus loin » (27%), et ce quelle que soit la catégorie d'analyse considérée. Les partisans de la décentralisation se retrouvent notamment chez les catégories socioprofessionnelles dites supérieures (87% des cadres) et les habitants des grandes villes (83% des habitants des communes de 200 000 habitants et plus). La proximité partisane n'est pas discriminatoire : 78% des sympathisants de gauche mais aussi de droite souhaitent aller plus loin.

Le financement

Les Français se prononcent très clairement sur les règles de financement. Ils se montrent en particulier très favorables à ce que les collectivités locales décident elles-mêmes du montant des impôts utilisés pour la dépense locale (75% pour, contre 18% qui souhaitent que cela soit l'Etat). A cet égard, les salariés du privé (78%, dont 82% des employés et ouvriers du privé) et les personnes à leur compte (82%) sont davantage en faveur d'une décision au niveau des collectivités locales que les salariés du public (70%, dont 64% des cadres du public), de même que les habitants des petites communes (83% des villes de 2 000 à 10 000 habitants) le sont davantage que les habitants des grosses villes (59% des habitants des communes de 100 à 200 000 habitants).

En revanche, l'Etat républicain conserve aux yeux des Français un rôle essentiel dans le respect de l'égalité, et plus précisément de l'équité entre collectivités locales. A ce sujet, les Français plébiscitent le fait que l'Etat verse des subventions pour réduire les inégalités entre collectivités

locales (c'est une bonne chose pour 87% des Français, contre 10% qui pensent le contraire). L'approbation est massive, quelle que soit la catégorie d'appartenance de l'interviewé. Il concerne aussi bien les salariés du public (90%) que du privé (88%), et est légèrement moindre chez les professions libérales (80%).

Le partage des compétences

En ce qui concerne le partage des compétences entre l'Etat et les différentes collectivités locales, la plus grande confusion règne dans l'esprit des Français. Près de 8 Français sur 10 jugent cette répartition « très » confuse (22%) ou « assez » confuse (56%). D'ailleurs, parmi ceux qui estiment la situation « très confuse », on trouve en particulier les plus jeunes (26% des moins de 25 ans), les professions libérales et cadres du privé (27%), et les moins diplômés (26%).

Quand on les interroge sur la répartition des rôles tel qu'il devrait être à leurs yeux, les Français souhaitent une implication des différents échelons existant entre l'Etat et les différentes collectivités locales. Néanmoins cette implication varie selon les domaines.

En matière d'enseignement, alors que la responsabilité de la politique éducative ne relève que de la compétence de l'Etat à ce jour, les Français différencient l'attribution des compétences selon qu'il s'agisse de l'enseignement primaire et secondaire ou de l'enseignement supérieur et de la recherche. En ce qui concerne ce dernier point, ils estiment très majoritairement que c'est à l'Etat de s'en occuper (81%), mais ils citent également l'échelon immédiatement inférieur, la Région (34%). En revanche, pour ce qui est de l'enseignement primaire et secondaire, même si une majorité attribue cette compétence à l'Etat (50%), la Région, le Département et la Commune sont aussi très fortement cités (respectivement 36%, 37% et 35%), alors qu'ils n'ont à ce jour qu'une compétence sur la construction et le fonctionnement des établissements scolaires.

En matière de formation professionnelle, les Français souhaitent un partage de la compétence à tous les niveaux. Ils mettent à quasi égalité l'intervention de l'Etat (48%), de la Région (46%), et du Département (40%), la Commune n'étant citée que par 18% des Français. Ils montrent en cela qu'ils ont largement intégré les différentes lois qui depuis vingt ans ont contribué au désengagement de l'Etat dans ce domaine au profit de la Région.

Pour ce qui est de l'aide à l'emploi et le soutien aux entreprises, les Français souhaitent également qu'elle soit traitée transversalement. Ils attendent cependant davantage des pouvoirs les plus « centraux ». L'Etat (60%), qui à ce jour conserve la responsabilité de la politique économique et sociale et de la défense de l'emploi, est ainsi davantage cité que la Région (47%), le Département (36%) ou la Commune (21%) qui, quant à eux, interviennent pour l'instant plus spécifiquement sur les aides aux entreprises.

Le logement social, quant à lui, devrait, selon les Français, changer d'attribution. Ils souhaitent un Etat moins présent (34%), et surtout une montée en puissance de la Commune à ce sujet (52%), plus que de la Région (34%) ou du Département (39%).

En revanche, la lutte contre les exclusions reste, pour les Français, du domaine de la solidarité nationale (69% pour l'Etat), même s'ils souhaitent une présence des autres échelons (32% pour la Région, 30% pour le Département et 33% pour la Commune).

De même, ils souhaitent que la santé reste un domaine plutôt « centralisé ». La gestion des hôpitaux devrait être de la compétence de l'Etat pour 58% des Français, de la Région pour 45%, du Département pour 31%, de la Commune pour 13%.

La prise en charge des personnes dépendantes (personnes âgées, personnes handicapées) est considérée par les Français comme relevant des différents échelons, avec une légère priorité aux deux extrêmes : l'Etat (47%) et la Commune (42%). Les échelons intermédiaires (la Région 35% et le Département 38%) sont toutefois très fortement cités, ce qui fait de ce domaine un des champs d'action qui doit être traité à tous les niveaux possibles, tout comme la protection de

l'environnement et du cadre de vie (45% l'Etat, 49% la Région, 44% le Département, 48% la Commune).

L'entretien et la construction des routes nationales revient pour les Français, comme son nom l'indique, en priorité à l'Etat (66%), mais ils se montrent favorables à une implication des autres échelons à ce sujet, en particulier des échelons intermédiaires (la Région 38%, le Département 30%, la Commune 10%), comme c'est le cas actuellement pour les cofinancements des voiries nationales.

Les équipements culturels, tout comme les équipements sportifs, sont pour les Français les domaines qui sont le plus du ressort des échelons les plus proches. C'est surtout le cas pour les équipements sportifs (l'Etat 19%, la Région 35%, le Département 44%, la Commune 59%) dont la compétence est pour l'instant attribuée aux trois échelons décentralisés en fonction du type de l'équipement. Les équipements culturels sont attribués à quasi égalité à la Région (44%), au Département (44%) et à la Commune (45%). Les Français semblent attendre à ce sujet un désengagement de l'Etat.

Fiche technique

Cette enquête a été réalisée par l'Institut BVA en face à face du 4 au 7 octobre 2002 auprès d'un échantillon de 1067 personnes représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus. Echantillonnage par la méthode des quotas : sexe, âge, profession du chef de famille, région et catégorie d'agglomération

Marseille : attentes et satisfaction à l'égard de l'action municipale
SOFRES - Novembre 2002
La ville de Marseille

- D'une manière générale, avez-vous le sentiment de vivre dans une ville plutôt en expansion ou plutôt en déclin ?

Plutôt en expansion	69
Plutôt en déclin	23
Ni l'un, ni l'autre	6
Sans opinion	2

- Globalement, estimez-vous que la Municipalité de Marseille a accompli, sur l'ensemble de la ville, depuis son élection en avril 2001, un travail ?

Excellent	6
Bon	61
ST Bonne opinion	67
Médiocre	24
Mauvais	5
ST Mauvaise opinion	29
Sans opinion	4

- La Communauté Urbaine de Marseille Provence Métropole est devenue effective depuis janvier 2002. Pensez-vous que sa création est plutôt une bonne chose ou plutôt une mauvaise chose pour Marseille et les marseillais ?

Plutôt une bonne chose	76
Plutôt une mauvaise chose	8
Ni l'un, ni l'autre	6
Sans opinion	10

- Pour chacun des domaines suivants, estimez-vous que le bilan de l'action conduite est plutôt positif ou plutôt négatif ?

	Plutôt positif	Plutôt négatif	Sans opinion	Indice d'approbation
L'embellissement de la ville	80	19	1	+ 61
La vie culturelle, les animations	74	20	6	+ 54
L'information municipale	66	29	5	+ 37
Les transports en commun	63	31	6	+ 32
L'image de la ville à l'extérieur	63	33	4	+ 30
L'accueil du public dans les services municipaux	58	31	11	+ 27
L'emploi et le développement économique de Marseille	50	42	8	+ 8
Le logement, l'urbanisme	48	45	7	+ 3
Les équipements sociaux (crèches, garderies, centres sociaux)	46	35	19	+ 11
La sécurité des habitants	41	55	4	- 14
La propreté des rues	21	78	1	- 57
Les conditions de circulation	16	81	3	- 65
Le stationnement	11	86	3	- 75

- Parmi les domaines suivants, quels sont ceux dont la municipalité devrait, selon vous, s'occuper en priorité dans les prochaines années ? En premier ? En second ? (1)

	Réponse citée en premier	Réponses citées en premier et en second
	% Rang	% Rang
La sécurité des habitants	25 2	45 1
L'emploi et le développement économique de Marseille	29 1	43 2
La propreté de Marseille	14 3	33 3
La circulation et le stationnement	13 4	31 4
Le logement	9 5	23 5
Les transports en commun	4 6	10 6
L'aide sociale	4 6	9 7
L'environnement, les espaces verts	2 8	7 8
Sans opinion	0	-

(1) Le total des % est supérieur à 100, les personnes interrogées ayant pu deux réponses.

- Pour les prochaines années à Marseille, pensez-vous qu'il est préférable de :

Continuer l'action municipale telle qu'elle est menée actuellement	57
Il vaut mieux changer en profondeur l'action municipale	36
Sans opinion	7

- Etes-vous favorable ou opposé à la construction d'un tramway à Marseille ?

Tout à fait favorable	54
Plutôt favorable	35
ST Favorable	89
Plutôt pas favorable	4
Pas favorable du tout	6
ST Pas favorable	10
Sans opinion	1

- Vous savez que la construction d'un tramway à Marseille occasionnera, durant la période des travaux, c'est-à-dire 2 à 3 ans environ, des gênes importantes en ce qui concerne la circulation et le stationnement. Estimez-vous que ces gênes sont tout à fait supportables, pénibles mais supportables, pénibles et pas vraiment supportables ou tout à fait insupportables ?

Tout à fait supportables	10
Pénibles mais supportables	72
ST Supportables	82
Pénibles et pas vraiment supportables	7
Tout à fait insupportables	10
ST Insupportables	17
Sans opinion	1

- A propos de la construction du tramway à Marseille, vous sentez-vous très bien informé, plutôt bien informé, plutôt mal informé ou très mal informé ?

Très bien informé	6
Plutôt bien informé	28
ST Bien informé	34
Plutôt mal informé	37
Très mal informé	28
ST Mal informé	65
Sans opinion	1

- Personnellement, à Marseille, souhaitez-vous que la diminution de la place accordée à la voiture en centre-ville soit :*

Une des principales priorités	31
Une priorité parmi d'autres	44

Pas spécialement une priorité	24
Sans opinion	1

* En novembre 2001, la question était : » Personnellement à Marseille, souhaitez-vous que la diminution de la place accordée à la voiture soit : »

- Etes-vous favorable ou opposé à la construction d'une grande Mosquée à Marseille ?

Tout à fait favorable	20
Plutôt favorable	37
ST Favorable	57
Plutôt pas favorable	14
Pas favorable du tout	25
ST Pas favorable	39
Sans opinion	4

- Concernant la rénovation du centre-ville, avec laquelle de ces deux opinions êtes-vous le plus d'accord ?

La rénovation du centre-ville va entraîner le départ des gens les plus pauvres et accentuer les différences sociales entre les différents quartiers de la ville	17
La rénovation du centre-ville va redonner de la vie et de la cohésion à un centre-ville qui dépérissait	80
Sans opinion	3

- La municipalité a décidé de fermer les sandwicheries (sandwichs grecs, kebabs, etc....) du vieux port à partir de 23 heures dans le cadre de la lutte contre l'insécurité. Approuvez-vous ou désapprouvez-vous cette mesure ?

Approuve tout à fait	48
Approuve plutôt	20
ST Approuve	68
Désapprouve plutôt	14
Désapprouve tout à fait	15
ST Désapprouve	29
Sans opinion	3

- Pour chacun des qualificatifs suivants, pouvez-vous me dire si, selon vous, il s'applique très bien, assez bien, assez mal ou très mal à l'équipe municipale ?

	Très bien	Assez bien	Assez mal	Très mal	Sans opinion
Dynamique	11	67	15	3	4
	78		18		
Efficace	12	62	19	4	3
	74		23		
Unie	14	50	18	4	14
	64		22		
Proche des préoccupations des gens comme vous	9	43	30	14	4
	52		44		
Usée	7	42	30	9	12

- D'une manière, diriez-vous que le Maire et son équipe :

Tiennent les engagements qu'ils avaient pris en 2001	64
Ne tiennent pas les engagements qu'ils avaient pris en 2001	25
Sans opinion	11

- Avez-vous déjà entendu parler de la démarche « soyons acteurs de notre ville » mise en place par la Ville de Marseille ?

Oui	39
Non	61
Sans réponse	0

- La démarche « soyons acteurs de notre ville » prévoit que, pour chaque projet d'aménagement touchant à la vie quotidienne des habitants, la Ville de Marseille demande l'avis des Marseillais en organisant des consultations. Vous même, approuvez-vous ou désapprouvez-vous cette démarche ?

Approuve tout à fait	69
Approuve plutôt	26
ST Approuve	95
Désapprouve plutôt	3
Désapprouve tout à fait	1
ST Désapprouve	4
Sans opinion	1

- Pensez-vous que cette démarche :

Permettra de mieux prendre en compte les souhaits des habitants	72
Elle ne servira pas à grand chose	25
Sans opinion	3

- Que pensez-vous de Jean-Claude Gaudin comme Maire de Marseille ? En êtes-vous :

Très satisfait	27
Assez satisfait	51
ST Satisfait	78
Pas très satisfait	14
Pas satisfait du tout	6
ST Pas satisfait	20
Sans opinion	2

- Estimez-vous que Jean-Claude Gaudin a une vision d'avenir ambitieuse pour Marseille ?

Tout à fait	42
Plutôt	39
ST D'accord	81
Plutôt pas	8
Pas du tout	8
ST Pas d'accord	16
Sans opinion	3

- Parmi les qualificatifs suivants, pouvez-vous me dire ceux qui, d'après vous, s'appliquent le mieux à Jean-Claude Gaudin ? (1)

	%	Rang
Sympathique	51	1
Compétent	46	2
Honnête	41	3

Proche des préoccupations des gens	38	4
Autoritaire	22	5
Fait trop de politique	21	6
Sans envergure	10	7
Peu actif	9	8
Sans opinion	2	

(1) Le total des % est supérieur à 100, les personnes interrogées ayant pu donner plusieurs réponses.

- Diriez-vous que Jean-Claude Gaudin défend les intérêts des Marseillais :

Très bien	27
Plutôt bien	53
ST Bien	80
Plutôt mal	14
Très mal	3
ST Mal	17
Sans opinion	3

- Dans ses fonctions de maire de Marseille, estimez-vous que Jean-Claude Gaudin, vis-à-vis de la gauche :

Recherche trop souvent le consensus avec la gauche	8
Ne recherche pas assez souvent le consensus avec la gauche	22
Ni l'un, ni l'autre, qu'il agit comme il faut	56
Sans opinion	14

- Au fond de vous-même, souhaitez-vous que Jean-Claude Gaudin se représente aux élections municipales en 2007 ?

Oui	68
Non	26
Sans opinion	6

- Pour chacune des choses suivantes, dites-moi si, selon vous, c'est plutôt une bonne chose pour Marseille, plutôt une mauvaise chose pour Marseille ou ni l'un ni l'autre ?

	Plutôt une bonne chose	Plutôt une mauvaise chose	Ni l'un ni l'autre	Sans opinion
La présence de deux ministres marseillais au Gouvernement, Jean-François Matteï et Renaud Muselier	77	4	15	4
L'élection de Jean-Claude Gaudin comme Vice-président de l'UMP	49	15	30	6
La décision de Jean-Claude Gaudin de ne pas être candidat aux élections régionales en 2004	42	19	31	18

Fiche Technique

Enquête réalisée du 15 au 18 novembre 2002 pour LA VILLE DE MARSEILLE auprès d'un échantillon de 700 électeurs représentatif de la population de Marseille âgée de 18 ans et plus interrogés par téléphone par le réseau des enquêteurs de la SOFRES. Méthode des quotas (sexe, âge, profession du chef de ménage PCS)..

« Néo-ruraux » : les citoyens s'installent à la campagne IPSOS - Décembre 2002

La presse se fait fréquemment l'écho de ces citoyens qui désirent vouloir s'installer à la campagne ou qui franchissent effectivement le pas. Mais on s'interroge plus rarement sur l'opinion des territoires qui les accueillent effectivement. Dans la perspective de la deuxième édition de la Foire à l'installation en milieu rural, - dont le rôle est de faire rencontrer ces deux univers - les

organisateurs ont demandé à Ipsos d'interroger pour la première fois les maires de communes rurales sur leurs attentes, leurs regards et leurs attitudes face à ce mouvement de fond.

L'installation durable de citadins à la campagne est loin d'être un phénomène de mode : 77% des maires interrogés considèrent en effet qu'il s'agit là d'un véritable fait de société ; d'ailleurs, 93% d'entre eux ont été concrètement approchés par des citadins susceptibles de s'installer sur leur commune au cours des cinq dernières années.

Qu'elle soit récente ou déjà engagée, l'installation de citadins représente un enjeu pour les communes rurales : 73% estiment en effet qu'il s'agit là d'un facteur indispensable à la survie de leur commune. Ce n'est pas tant la reprise d'une entreprise ou d'un commerce local qui intéresse les élus (13%), que la contribution au dynamisme des services de proximité et l'apport plus général de vie dans la commune et les associations (76%). D'ailleurs la plupart des élus pensent qu'une intégration réussie des nouveaux habitants passe d'abord par leur volonté personnelle de s'investir dans la vie locale (51%)mais aussi d'accepter les contraintes liées aux activités agricoles (40%) Les maires considèrent néanmoins en très grande majorité (91%) que la venue de ces nouveaux habitants pourrait générer des problèmes, craignant au premier chef (63%) les demandes excessives en matière d'équipements et de services, formulées par de nouveaux résidents habitués à disposer de ce genre de facilités en ville.

Enfin, si la majorité des maires considère comme essentielle la venue de nouveaux habitants, il existe un vrai clivage entre ceux qui ont engagé des actions (43%), ceux qui n'ont pas mené d'actions mais ont engagé une réflexion (12%) et ceux qui n'ont rien fait dans ce sens (45%).

Des maires conscients de l'intérêt d'accueillir

- 77% d'entre eux considèrent qu'il s'agit là d'un véritable fait de société [17% seulement estiment au contraire que ce courant est passager] motivé en priorité par la recherche d'une meilleure qualité de vie (86%).
- 84% ont été sollicités en 2001 et 2002 par des citadins venus s'informer sur les possibilités d'accueil de leur commune
- 81% ont l'expérience dans leur commune d'installations effectives de personnes (1) originaires du milieu urbain

Au final, que cela soit pour des renseignements et/ou des installations, 93% des élus interrogés ont été concrètement exposés à ce phénomène.

L'ancienneté et l'évolution de ce courant partagent les communes rurales, mais les maires se rejoignent sur l'importance de l'installation des néo ruraux pour leur commune :

Pour 47% des maires concernés, ces contacts et/ou installations de citadins constituent une expérience récente. Au contraire, pour 43% des communes il s'agit d'un phénomène relativement ancien et qui tend à se renforcer (30%) ou se maintenir (13%). Seulement 9% estiment qu'il s'agit de quelque chose de marginal, cette opinion étant plus marquée dans le Nord Est (17%).

- 73% considèrent qu'il s'agit d'un facteur indispensable pour la survie de leur commune et ce sentiment est particulièrement partagé dans le Sud Ouest (82%).
- 72% estiment que cela comporte plus d'avantages que d'inconvénients, cette proportion étant de 83% chez les élus du Sud Ouest et de 75% chez les maires ayant des expériences d'installations sur leur commune.
- La contribution à la vie des services de proximité et l'apport plus général de vie dans la commune et les associations, sont mis en avant par 76% des élus interrogés.
- Près d'un maire sur quatre (24%) valorise également l'apport culturel de ces nouveaux habitants au travers des expériences et compétences qu'ils amènent.
- En comparaison, l'apport économique par la création ou la reprise d'une activité est plus rarement mis en avant (13%).

Les maires n'ont néanmoins pas de vision angélique, et 91% ont conscience des risques que peuvent ou pourraient entraîner ces nouveaux habitants pour leur commune :

- En grande majorité (63%), ils craignent d'être exposés à des demandes excessives de la part des citoyens en matière d'équipements et de services.
- 42% expriment les risques de difficulté d'adaptation aux habitudes du pays, avec les tensions que cela peut entraîner avec la population locale.
- 30% craignent qu'ils n'exportent à la campagne des problèmes plus typiquement urbains (stress, incivilité...).
- Les maires de communes rurales interrogés semblent avoir une vision claire du profil et des attentes de ces nouveaux habitants :
- En dehors du bénéfice d'une meilleure qualité de vie (motivation prioritaire et évidente pour la quasi totalité des interviewés) la volonté de renouer, retrouver ses racines représente, selon 53% des interviewés, un facteur déclenchant de l'abandon des villes pour la campagne.
- Les expériences de contact et/ou d'installation démontrent cette recherche de cadre de vie : en très grande majorité (79%) les nouveaux habitants travaillent dans la ville proche et sont venus rechercher un logement dans la commune.
- Si les apporteurs de projets économiques assez précis ne constituent pas le profil principal des nouveaux habitants, ils constituent une réalité non négligeable pour 17% des communes et ceci particulièrement pour celles du Sud Ouest (25%) et du Sud Est (26%).
- La principale demande des néo ruraux concerne les infrastructures éducatives (63%), les types de commerces existant sur place ou à proximité arrivant très largement après, (29%).

Les maires estiment que les habitants de leur commune sont soit favorables (53%) soit neutres (36%) au fait que des citoyens viennent s'y installer, ce qui n'empêche pas 21% des maires d'avoir à convaincre leurs habitants de la nécessité de faire venir de nouveaux habitants. C'est la volonté des nouveaux venus qui leur paraît la condition essentielle pour favoriser leur intégration à la population locale :

- Volonté d'aller vers les autres, en participant et en s'investissant dans la vie locale (associations, fêtes...) (51%).
- Capacité à accepter les contraintes liées aux activités agricoles : condition exprimée par 40% des interviews (sans sur-déclaration particulière des maires agriculteurs : 45%).
- Ces opinions rejoignent d'ailleurs les facteurs d'échec des installations (39% des interviewés en ont eu l'expérience) : pour près des 2/3 des élus (62%) et pour 65% de ceux en ayant fait l'expérience, la difficulté d'adaptation à la vie rurale représente la raison principale de l'échec suivi de la difficulté d'intégration à la vie locale (cité par 48%). On comprend alors que les interviewés considèrent que leur rôle est avant tout d'aider les nouveaux venus à prendre conscience des réalités de la vie à la campagne (37%) et à s'intégrer à la population (34%).

Alors que près des ¾ des maires interrogés considèrent que l'accueil des néo ruraux est indispensable, une majorité d'entre eux n'a engagé aucune action à cet effet. La politique municipale engagée pour favoriser l'installation de nouveaux habitants " urbains " (hors retraités et vacanciers), segmente les maires interrogés :

- 43% ont d'ores et déjà engagé des actions dans ce sens (27% depuis longtemps, 16% récemment).
- 12% ont engagé une réflexion.
- 45% n'ont encore rien fait
- Le manque de moyens est la raison mise en avant par le plus grand nombre (44%) pour justifier l'absence de politique active (65% dans les communes concernées du Sud de la France). En deuxième position (citée par 26%) est avancée la carence d'atouts à faire valoir ou exploiter, sentiment un peu plus partagé par les maires des plus petites communes (< 300 hab : 32%). Notons également que cette absence de politique est volontaire pour une commune rurale sur quatre (26%), lesquelles considèrent avoir d'autres priorités.

L'impression d'une opposition de la part de la population ou du Conseil Municipal (citées respectivement par 8% et 11% des élus) ne représente pas un facteur significatif de cette absence d'action.

Trouver des logements vacants dans la commune représente pour près de 2 maires sur 3 (62%) une des deux actions prioritaires à mettre en œuvre pour y attirer de nouveaux habitants. Arrive ensuite, mais avec une importance deux fois moindre, le développement de services de proximité (33%) puis la recherche de personnes motivées ayant des compétences utiles à la commune (citée par 24%).

86% des maires interrogés considèrent qu'ils ne disposent peu / pas de moyens ou de marge de manœuvre suffisante pour pouvoir engager des actions au seul titre de la commune. Parmi ces 86% :

- 43% déclarent néanmoins pouvoir engager des actions et politiques favorisant des installations durables de citoyens, mais à condition de les mener dans un contexte collectif (communes voisines, intercommunalité).
- Alors que la même proportion (43%) exprime une attitude beaucoup plus passive, en conditionnant toute action à l'engagement des institutions du département, de la région ou de l'Etat.

Seulement 12% déclarent pouvoir engager des actions au seul titre de la commune. Cette attitude pro-active est davantage exprimée par les maires de communes de taille plus importante (1000-1999 hab : 20%) et par les maires de communes du Sud Ouest (19%).

(1) En dehors des retraités et résidences secondaires

Fiche Technique

Enquête menée au téléphone (système CATI) auprès de 502 maires constituant un échantillon représentatif des communes rurales de moins de 2.000 habitants. Echantillon construit selon la méthode des quotas : distribution par région administrative et taille de commune.